

Emma Goldman

- La vérité sur les bolcheviks (1918)
- La révolution sociale est porteuse d'un changement radical de valeurs (1923)
- Le communisme n'existe pas en URSS (1935)
- Trotsky proteste beaucoup trop (1938)
précédé de **Léon Trotsky** : Beaucoup de bruit autour de Cronstadt (1938)

Sommaire

Introduction : A propos d'Emma Goldman..... 4

Emma Goldman : *La vérité sur les bolcheviks* (1918).....7

Un article enthousiaste en faveur de Lénine et des bolcheviks, écrit peu avant l'expulsion de l'auteure des États-Unis vers l'URSS.

Emma Goldman : *La révolution sociale est porteuse d'un changement radical de valeurs* (1923).....14

Une réflexion éthique originale.

Emma Goldman : *Le communisme n'existe pas en URSS* (1935)26

Une critique féroce de l'URSS sous Staline.

Léon Trotsky : Beaucoup de bruit autour de Cronstadt.....36

L'article qui suscite la réponse d'Emma Goldman.

Emma Goldman : *Trotsky proteste beaucoup trop* (1938).....44

Réponse à l'article de Trotsky et principaux arguments du débat sur Cronstadt.

A propos d'Emma Goldman

EMMA GOLDMAN (1869-1940) est un personnage de premier plan de l'histoire de l'anarchisme et du féminisme. Née en Russie sous le tsarisme, elle connaît dès son enfance les pogroms antisémites, la répression sanglante contre les populistes russes et travaille à l'âge de 15 ans comme ouvrière, suite aux revers de fortune de ses parents. Refusant le mariage que veut lui imposer son père, elle part à 16 ans aux États-Unis où elle épouse brièvement un Américain, ce qui lui permet de s'établir dans le pays et d'être naturalisée. Révoltée par le procès truqué contre cinq anarchistes, puis leur pendaison, à Chicago, en 1887, après l'attentat à la bombe de Haymarket, elle s'investit à fond dans le mouvement libertaire local. Militante infatigable, oratrice talentueuse, elle sillonne les États-Unis pendant plus de vingt ans afin de récolter des fonds pour diverses causes et défendre ses idées. «Emma la Rouge», comme l'appelle la grande presse, combat pour le droit des femmes à l'égalité et à l'indépendance. Elle aide les ouvrières dans leur lutte pour s'organiser en syndicats et obtenir la journée de 8 heures. Vivant chichement de toutes sortes de petits boulots, elle collectionne les arrestations et les peines de prison (près de quatre ans en tout) à cause de ses discours et ses actions pour la contraception, puis contre la Première Guerre mondiale. Emma Goldman irrite les féministes américaines : ces dernières ne comprennent pas pourquoi Emma refuse de combattre pour le droit de vote des femmes et sont scandalisées par ses positions sur l'amour libre, contre le mariage et pour la révolution sociale. Et elle exaspère aussi certains de ses camarades anarchistes : elle ira jusqu'à fouetter, à la tribune d'un meeting, le grand

dirigeant anar de l'époque, Joachim Most, avant de quitter dignement la salle, parce que Most refusait de soutenir Alexandre Berkman condamné à 22 ans de prison après avoir tenté d'assassiner un patron de choc.

Avec Berkman, Emma Goldman anime pendant seize ans un hebdomadaire d'agitation *Mother Earth* (La Terre Mère) qui lui occasionne bien des déboires avec la police et la justice. Son opposition résolue à la conscription obligatoire et ses positions antimilitaristes durant la Première Guerre mondiale lui valent une condamnation à deux ans d'emprisonnement. Elle est ensuite déchue de sa nationalité américaine (pour y parvenir, le gouvernement américain ira jusqu'à dénaturaliser son premier mari !) et expulsée des États-Unis en 1919 en compagnie de 248 autres militants russes, ouvriers anarchistes pour la plupart. Après un séjour de deux ans en URSS, elle perd toute illusion sur le bolchevisme et réussit à quitter la «patrie du socialisme» avant d'être arrêtée. Elle vit alors en Angleterre, en Espagne et enfin au Canada où elle continue, dans des conditions d'extrême précarité, son combat pour la révolution jusqu'à sa mort, en 1940.

La vérité sur le bolchevisme est paru dans *Mother Earth* en 1918. Cet article permet de comprendre pourquoi certains libertaires, dont Emma Goldman, ont soutenu avec enthousiasme Lénine et les bolcheviks au début de la révolution.

La révolution sociale est porteuse d'un changement radical de valeurs (1924) est la postface d'un livre inédit en français (*My Dillusionment in Russia*) qui constitue en quelque sorte le pendant du *Mythe bolchevik* d'Alexandre Berkman, puisque les deux amis se trouvaient à la même

époque en Russie. Ce chapitre défend une conception éthique originale de la révolution sociale.

Le communisme n'existe pas en Russie (1935) démonte quelques mythes de la propagande stalinienne sur l'URSS, mythes qui malheureusement ne sont pas morts avec la chute du Mur.

Trotsky proteste beaucoup trop a été publié en 1938 sous forme de brochure à Glasgow, en Écosse, par la Fédération anarchiste communiste (Anarchist Communist Federation) et constitue une réponse à un article de Trotsky reproduit dans cette brochure.

Emma Goldman parle d'abord en témoin, puisqu'elle a séjourné en URSS entre décembre 1919 et octobre 1921, à un moment charnière de l'histoire de la révolution. Sans se perdre dans des considérations théoriques fumeuses, elle va droit à l'essentiel : les conditions de vie de la population, la mobilisation des ouvriers et des paysans contre la dictature du Parti bolchevik, la solidarité entre les marins de Cronstadt et les ouvriers affamés de Petrograd. Elle démonte également certains mécanismes de ce qu'il faut bien appeler l'École trotskyste de déformation de l'histoire, école qui continue à sévir de nos jours, bien que les groupes se réclamant de l'Opposition de gauche puis de la

Quatrième Internationale aient été eux-mêmes victimes d'une longue campagne de calomnies (et d'assassinats) menée par les partis staliniens.

Tout en polémiquant sans pitié avec Trotsky, Emma Goldman exprime son empathie vis-à-vis des terribles épreuves personnelles que son adversaire politique a traversées, attitude suffisamment rare pour être soulignée. Elle n'oublie jamais qu'elle débat avec un être humain, et se garde de le démoniser, comme c'est le cas si souvent dans les débats politiques.

Ce texte se termine par quelques lignes sur la guerre d'Espagne, durant laquelle Emma Goldman déploya tous ses efforts pour soutenir les anarchistes, sans pour autant leur ménager ses critiques («Dès le moment où les dirigeants de la CNT-FAI sont entrés dans les ministères et se sont soumis aux conditions imposées par la Russie soviétique en échange de quelques armes, j'ai pressenti le prix que nos camarades allaient inévitablement payer (...). La participation des anarchistes au gouvernement et les concessions faites à la Russie ont causé un dommage presque irréparable à la révolution», juillet 1937, «L'Espagne et le monde»).

Yves Coleman

POUR EN SAVOIR PLUS

Livres traduits en français

Berkman, Alexandre, *Le Mythe bolchevik. Journal. 1920-1922*, [suivi de «A contre-courant» (Anti-climax)], traduction de M. Zaoui, préface de M. Zalcman, La Digitale-Calligrammes, Quimperlé, 1987, 304 p. ; rééd., suivi de «La Grande Désillusion», 1996, 308 p.

Berkman Alexandre, *La Tragédie russe. Étude critique, perspectives*, trad. de Marie-May Nielsen, éd. du Réfractaire-Les Amis de Louis Lecoin, Paris, 1977, 55 p.

Berkman, Alexandre, *Mémoires de prison d'un anarchiste*, trad. de l'américain Hervé Dénès, Paris, Presses de la Renaissance, 1977, 383 p.

Goldman, Emma, *L'Épopée d'une anarchiste : New York 1886-Moscou 1920*, trad., éd. Cathy Bernheim, Annette Lévy-Willard, Paris, Hachette, 1979, 316 p.

Goldman, Emma, *L'Individu, la société et l'État*, trad. Marie-May Nielsen, préf. May Piqueray, Paris, Amis de Louis Lecoin /Réfractaire, 1977.

Goldman, Emma, *La Tragédie de l'émancipation féminine* ; suivi de *Du mariage et de l'amour*, éd., trad., Annick Houel, Denise Berthaud, Marie Hazan, Claire Auzias-Gelineau. Paris, Syros, 1978, 112 p.

Ouvrages disponibles en anglais

- *Red Emma speaks*, anthologie d'articles et de brochures, éd. par A.K. Shulman, 3^e éd., Humanity Books, 464 p., États-Unis

- Goldman, Emma, *Anarchism and other essays*, éd. par R. Drinnon (presque tous les textes de ce recueil se trouvent également dans l'ouvrage précédent), Dover Publications, 271 p., États-Unis

- Goldman, Emma, *The social significance of modern drama* (1914), 1987, Applause Theater Book Publishers, 174 p., États-Unis. Analyant la signification sociale du théâtre, l'auteur passe en revue l'œuvre dramatique de dix-huit auteurs, d'Ibsen à Tchekov en passant par G. Bernard Shaw et E. Rostand.

- *The Alexander Berkman reader*, éd. par Gene Fellner, Four Walls Eight Windows, New York, États-Unis, 1992, 354 p. Anthologie de textes assez limitée car elle contient surtout l'autobiographie de Berkman (*Mémoires de prison d'un anarchiste*) et un livre intitulé *What is anarchist communism ?* (Qu'est-ce que le communisme libertaire ?) que nous publierons dans l'un de nos prochains numéros.

Textes disponibles en anglais sur Internet : site Anarchist Archives et ses liens.

http://dwardmac.pitzer.edu/Anarchist_Archives/index.html

Sur Emma Goldman, il existe un excellent numéro de la revue *Itinéraires*, en vente à la librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris notamment. L'adresse d'*Itinéraires* est le 1,bis rue Emilie 77 500 Chelles

La vérité sur les bolcheviks

(Brochure publiée par *Mother Earth* en 1918, inédite en français.)

Ce texte est ma dernière contribution avant de rejoindre la prison de Jefferson City, Missouri, pour deux ans. Je le dédie aux bolcheviks de Russie en hommage à leur œuvre glorieuse et à la façon dont leur exemple inspire l'essor du bolchevisme en Amérique.

Il est essentiel que le peuple américain comprenne le véritable sens de l'œuvre des bolcheviks, leurs origines et le contexte historique de leur action. Leurs positions et le défi qu'ils ont lancé au monde ont une importance vitale pour les masses.

Bolchevik est un mot russe. Il désigne les révolutionnaires qui représentent les intérêts des groupes sociaux les plus importants et défendent les revendications sociales et économiques maximales pour ces groupes.

Lors du congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie en 1903, les révolutionnaires les plus radicaux, exaspérés par la tendance croissante au compromis et à la réforme dans ce parti, organisèrent la tendance bolchevik qui s'opposa à celle des mencheviks.

Ces derniers voulaient se contenter de progresser lentement, réforme après réforme, pas à pas. Nikolai Lénine et plus tard Trotsky ont été les premiers artisans de la séparation entre les deux tendances (1).

Ils ont depuis travaillé incessamment à construire le Parti bolchevik sur des bases révolutionnaires solides, tout en conservant cependant la théorie et les raisonnements marxistes.

Puis s'est produit le miracle des miracles, la révolution russe de 1917. Pour les politiciens à l'intérieur et à l'extérieur des différents groupes socialistes, cette révolution s'est résumée au renversement du tsar et à l'établissement d'un

gouvernement libéral ou quasiment socialiste.

Mais Lénine et Trotsky, ainsi que leurs partisans, ont compris que la révolution avait une dimension plus profonde, et ont donc eu la sagesse de réagir — poussés par les besoins impérieux et l'éveil du peuple russe lui-même plus que par leurs propres positions théoriques.

C'est pourquoi la révolution russe constitue un miracle à plusieurs titres. Elle fourmille de paradoxes extraordinaires : nous voyons en effet des sociaux-démocrates marxistes, Lénine et Trotsky, adopter une tactique révolutionnaire anarchiste, tandis que des anarchistes (Kropotkine, Tcherkessov, Tchaikovsky) critiquent cette tactique en adoptant un raisonnement marxiste qu'ils ont rejeté toute leur vie comme un produit de la «métaphysique allemande».

La révolution russe représente vraiment un miracle. Chaque jour, elle démontre combien toutes les théories sont insignifiantes en comparaison de l'acuité de la prise de conscience révolutionnaire du peuple.

Les bolcheviks de 1903, bien qu'ils fussent révolutionnaires, adhéraient à la doctrine marxiste : la Russie devait connaître une phase d'industrialisation, et la bourgeoisie accomplir sa mission historique.

Cette phase indispensable de l'évolution devait se déployer avant que les masses russes puissent intervenir pour jouer leur

propre rôle. Mais les bolcheviks de 1918 ont cessé de croire en la fonction prédestinée de la bourgeoisie. Ils ont été bousculés et poussés en avant par les vagues de la révolution au point d'adopter le point de vue défendu par les anarchistes depuis Bakounine. Selon ce dernier, en effet, lorsque les masses deviennent conscientes de leur pouvoir économique, elles font leur propre histoire et se libèrent des traditions et processus légués par un passé mort, traditions qui — comme les traités secrets — naissent autour d'une table ronde et ne sont pas dictées par la vie elle-même.

En d'autres termes, les bolcheviks aujourd'hui ne représentent pas seulement un groupe limité de théoriciens mais une Russie dynamique qui connaît une nouvelle naissance. Jamais Lénine et Trotsky n'occuperaient la place importante qu'ils occupent s'ils avaient continué à répéter leurs formules théoriques toutes faites. Ils écoutent attentivement le pouls du peuple russe. Celui-ci, même s'il ignore encore comment s'exprimer parfaitement, sait faire valoir ses exigences de façon bien plus puissante à travers l'action. Cependant, cela ne diminue pas l'importance de Lénine, Trotsky et des autres figures héroïques qui impressionnent l'humanité par leur personnalité, leur vision prophétique et leur farouche esprit révolutionnaire.

Il n'y a pas très longtemps encore Trotsky et Lénine étaient dénoncés comme des «agents de l'Allemagne» à la solde du Kaiser. Seuls ceux qui gobent encore les mensonges des journaux, et ne connaissent rien de ces deux hommes, peuvent accorder foi à de telles accusations. Rien n'est plus méprisable ou minable que d'accuser quelqu'un d'être un «agent allemand» parce qu'il refuse de croire à des phrases ronflantes du genre : «Il faut nous battre afin d'assurer la sécurité du monde pour défendre la démocratie.» Alors que cette démocratie est fouettée à Tulsa, lynchée à Butte, jetée en prison, outragée et bannie de nos propres côtes.

Lénine et Trotsky n'ont pas besoin de se justifier. Aux crédules, à ceux qui pensent

que les journalistes «ne mentent jamais», précisons tout de même que, lorsque Trotsky se trouvait aux États-Unis, il vivait dans un immeuble minable et était si démuni qu'il avait tout juste de quoi manger. Certes, l'un des quotidiens socialistes juifs les plus prospères lui offrit une position confortable, à condition qu'il apprenne à faire des compromis et à mettre en veilleuse son zèle révolutionnaire. Trotsky préféra rester pauvre et garder le respect de lui-même. Lorsqu'il décida de retourner en Russie, au début de la révolution, ses amis organisèrent une collecte pour payer son voyage — telle était la situation financière de ce prétendu «agent allemand».

Quant à Lénine, toute sa vie il a lutté sans relâche pour la Russie. Ses idéaux révolutionnaires sont en quelque sorte le fruit d'un héritage. Son frère fut exécuté sur l'ordre du tsar. Lénine avait donc aussi une raison personnelle pour haïr l'autocratie et consacrer sa vie à la libération de la Russie. Quelle absurdité d'accuser un homme comme lui de sympathies pour l'impérialisme allemand ! Mais même les bruyants calomnieurs de Lénine et Trotsky ont été réduits à un silence honteux par les puissantes personnalités et l'intégrité incorruptible de ces grandes figures de la révolution.

Dans un sens, il n'est guère surprenant que peu de gens aux États-Unis comprennent ce que représentent les bolcheviks. La révolution russe reste encore une énigme pour l'esprit américain. Ignorant souverainement ses propres traditions révolutionnaires, toujours en adoration devant la majesté de l'État, l'Américain moyen a appris à croire que la révolution n'a aucune justification dans son propre pays et que dans «la Russie obscurantiste» elle devait uniquement servir à se débarrasser du tsar. A condition qu'elle se déroule de façon civilisée et qu'elle présente avec respect ses excuses à l'autocrate de Moscou.

De plus, maintenant qu'un gouvernement aussi stable que le nôtre a pris les rênes, les Russes devraient aussitôt

suivre notre exemple et «soutenir le Président comme un seul homme».

Imaginez donc la surprise de l'Américain moyen lorsque les Russes, après avoir chassé le tsar et supprimé la monarchie elle-même, ont expulsé les «libéraux» du genre de Milioukov et de Lvov, et même le socialiste Kerenski, par la même porte que le tsar. Enfin, pour couronner le tout, sont arrivés les bolcheviks, qui se déclarent hostiles à la fois au roi et à tous les maîtres, propriétaires terriens et capitalistes. C'est vraiment trop pour l'esprit démocratique des Américains.

Heureusement pour la Russie, ses habitants n'ont jamais profité des bienfaits de la Démocratie, de ses valeurs institutionnalisées, légalisées, classifiées de l'éducation et de la culture, valeurs qui sont «toutes cousues à la machine et se défont au premier accroc».

Les Russes sont un peuple terre-à-terre, dont l'esprit n'a été ni gâté ni corrompu. Pour eux, la révolution ne s'est jamais résumée à des jeux politiques, au remplacement d'un autocrate par un autre. Ce n'est pas dans des écoles guindées dirigées par des maîtres stériles ni dans des manuels poussiéreux que le peuple russe a fait son apprentissage au cours des cent dernières années. C'est grâce à ses grands martyrs révolutionnaires, aux esprits les plus nobles que le monde ait jamais connus, que le peuple a appris le sens de la révolution ; il sait qu'elle signifie un profond changement économique et social, enraciné dans les besoins et les espoirs des gens et que la révolution ne prendra fin que lorsque les déshérités auront touché leur dû. En un mot, le peuple russe a vu dans le renversement de Nicolas II **le début — et non la fin** — de la révolution.

Plus que la tyrannie du tsar, le moujik détestait la tyrannie du collecteur d'impôts que lui envoyait le propriétaire terrien pour lui voler sa dernière vache ou son dernier cheval, et finalement lui enlever sa terre elle-même, ou pour le fouetter et le traîner en prison lorsqu'il ne pouvait pas payer ses impôts.

Que lui importait, au moujik, que le tsar fût chassé de son trône, si son ennemi direct, le *barine* (le maître) continuait à avoir les clés de sa vie — la terre ? *Matoushka Zemlya* (la Terre Mère), tel est le surnom affectueux que la langue russe attribue à la terre. Pour les Russes, la terre est tout, la joie, la source de la vie, la nourrice, la *Matoushka* aimée (la Petite Mère).

La révolution russe ne signifie rien pour le moujik, si elle ne libère pas la terre et ne détrône pas le propriétaire terrien, le capitaliste, après avoir chassé le tsar.

Ceci explique le fondement historique de l'action des bolcheviks, leur justification sociale et économique. Les bolcheviks ne sont puissants que parce qu'ils représentent le peuple. Dès qu'ils ne défendront plus ses intérêts, ils devront partir, tout comme le gouvernement provisoire et Kerenski ont dû le faire.

Car le peuple russe ne sera satisfait que lorsque la terre et les moyens de subsistance deviendront la propriété des enfants de la Russie. Sinon le bolchevisme disparaîtra.

Pour la première fois depuis des siècles, les Russes ont décidé qu'ils devaient être écoutés, et que leurs voix allaient atteindre non pas le cœur des classes dirigeantes — ils savent qu'elles n'en ont pas — mais celui des peuples du monde, y compris le peuple américain. C'est là que réside l'importance capitale, le sens fondamental de la révolution russe, révolution symbolisée par les bolcheviks.

Partant de la prémisse historique que toutes les guerres sont des guerres capitalistes, et que les masses n'ont aucun intérêt à renforcer les desseins impérialistes de leurs exploiters, les bolcheviks insistent pour conclure la paix et exiger qu'il n'y ait ni indemnités ni annexions prévues dans les traités.

Pour commencer, la Russie a été saignée au cours d'une guerre ordonnée par un tsar sanguinaire. Pourquoi les Russes devraient-ils continuer à sacrifier le meilleur de leurs hommes qui pourraient être employés à une tâche plus utile, comme la reconstruction du pays par exemple ? Pour construire un

monde plus sûr pour la démocratie ? Quelle farce ! Les Alliés n'ont-ils pas perdu tout droit à la sympathie du peuple russe dès lors qu'ils ont lié le sort de leur Déesse, la Démocratie, à celui du knout de l'autocratie russe ? Comment peuvent-ils oser se plaindre que la Russie désire ardemment la paix, alors qu'elle vient de se débarrasser, avec succès, de l'héritage de siècles d'oppression !

Les Alliés sont-ils sincères, lorsqu'ils nous vantent les mérites de la Démocratie ? Pourquoi donc, dans ce cas, ont-ils refusé de reconnaître la révolution russe, et ce bien avant que les «terribles bolcheviks» en aient pris la direction ?

L'Angleterre, ce pays qui prétend défendre la liberté des petites nations, et maintient prisonnières entre ses griffes l'Inde et l'Irlande, n'a rien voulu savoir de la révolution russe. La France, ce prétendu berceau de la Liberté, a rejeté le délégué russe venu assister à sa conférence pour la paix.

Certes, les États-Unis ont reconnu la Russie révolutionnaire, mais seulement parce qu'ils espéraient que Milioukov ou Kerenski resteraient au pouvoir. Dans de telles circonstances, pourquoi la Russie continuerait-elle à participer à la guerre ?

Les bolcheviks ont déjà administré une leçon au monde : ils ont montré que les négociations sur la paix doivent être lancées par les peuples eux-mêmes.

Ceux qui déclenchent les guerres et en tirent profit ne peuvent proclamer la paix. Il s'agit d'une des contributions les plus importantes que les bolcheviks aient apportées au progrès de l'humanité. Ils pensent que les discussions sur la paix doivent être menées ouvertement, franchement, avec le consentement total des peuples représentés.

Les bolcheviks ne se livreront à aucune des intrigues diplomatiques secrètes qui aboutissent à trahir les peuples, et les mènent à d'inévitables désastres.

Sur cette base, les bolcheviks ont invité les autres puissances à participer à la conférence générale pour la paix qui s'est tenue à Brest-Litovsk.

Leur suggestion n'a suscité que le mépris. Les prétentions démocratiques des Alliés, lorsqu'elles sont mises à l'épreuve, se sont révélées bien creuses. La trahison des Alliés qui ont abandonné le peuple russe autorise les bolcheviks à conclure une paix séparée. Après avoir été rejetés par les Alliés, ils n'ont aucune honte à déclarer qu'ils veulent conclure une paix séparée.

Abandonnés par les Alliés, les bolcheviks ne sont pas moins forts. Trotsky a su exprimer l'influence morale des bolcheviks en énonçant ce paradoxe apparent : «Notre faiblesse sera notre force.» Faibles car ils ne disposent pas des instruments de l'autocratie, les bolcheviks sont forts parce qu'ils possèdent un objectif révolutionnaire commun. L'opinion morale du monde sera plus profondément influencée par le désir sincère des Russes d'agir honnêtement à la table des négociations de paix que par tous les faux-fuyants, les connivences et l'hypocrisie de diplomates cultivés.

Les bolcheviks exigent que les obligations et les indemnités contractées par les classes dirigeantes soient répudiées. Pourquoi devraient-ils respecter les engagements pris par le tsar ? Le peuple n'a pas souscrit à ces engagements ; il ne s'est pas engagé envers les autres pays belligérants ; on ne l'a pas davantage consulté pour savoir s'il voulait être massacré que l'on a consulté le peuple américain à ce sujet.

Pourquoi les Russes devraient-ils payer pour les crimes d'un autocrate ?

Pourquoi devraient-ils léguer à leurs enfants, et aux enfants de leurs enfants, des prêts pour faire la guerre et ensuite payer des indemnités ?

Les bolcheviks affirment que les accords ou les contrats conclus par les ennemis du peuple doivent être assumés par ces individus et non par le peuple lui-même. Si le tsar s'est engagé auprès d'autres pays, les États débiteurs devraient le faire extradier et le rendre responsable des traités qu'il a signés. Mais les bolcheviks considèrent que le peuple n'a jamais été consulté, qu'il a combattu et versé son sang et sacrifié sa vie

pendant trois ans et demi. Donc ils ne paieront que les dettes qu'ils ont contractées eux-mêmes, en toute connaissance de cause et pour un objectif approuvé par le peuple. Tels sont les seuls prêts, dettes et indemnités de guerre qu'ils entendent payer.

Les bolcheviks n'ont pas de projet impérialiste. Ils combattent pour la liberté (2) et ceux qui défendent les principes de la liberté ne veulent pas annexer d'autres peuples et d'autres pays. En vérité, un authentique libéraitre ne cherchera jamais à annexer d'autres individus, car pour lui tant qu'une seule nation, un seul peuple ou un seul individu est réduit en esclavage, il est également en danger.

C'est pourquoi les bolcheviks exigent une paix sans annexions ni indemnités. Ils ne se sentent pas moralement obligés de respecter les engagements pris par le tsar, le Kaiser ou d'autres dirigeants impérialistes.

On accuse les bolcheviks de trahir les Alliés. A-t-on demandé au peuple russe s'il voulait se joindre aux Alliés ? Les bolcheviks sont des communistes, ils défendent, avec toute la passion et l'intensité de leur être, le principe de l'internationalisme. «Nos alliés, déclarent-ils, ne sont pas les gouvernements de l'Angleterre, de la France, de l'Italie ou des États-Unis ; nos alliés sont les peuples anglais, français, italien, américain et allemand. Ce sont nos seuls amis, et nous ne les trahisons ni ne les décevons jamais. Nous voulons servir nos alliés, les peuples du monde, et non les classes dirigeantes, les diplomates, les Premiers ministres, tous ces messieurs qui déclenchent les guerres.» Telle est, jusqu'à présent, la position des bolcheviks. Ils ont mis en pratique cette politique au cours des dernières semaines, lorsqu'ils se sont aperçus que les traités de paix allemands impliquaient la mise en esclavage et la dépendance d'autres peuples. «Nous voulons la paix, affirment-ils. Nous la demandons pour nous-mêmes parce que nous sommes persuadés que notre paix poussera d'autres peuples à exiger et faire la paix, que les classes dirigeantes le veuillent ou pas.»

Dans une lettre au «citoyen ambassadeur» de Perse, Trotsky a écrit : «Le traité anglo-russe de 1907 était dirigé contre la liberté et l'indépendance du peuple perse : il est donc définitivement annulé et caduc. De plus, nous dénonçons tous les accords qui ont précédé et suivi ledit accord et qui pourraient restreindre les droits du peuple perse à une existence libre et indépendante.»

Les bolcheviks sont accusés de prendre possession des terres. C'est une terrible accusation ... si l'on croit en l'inviolabilité de la propriété privée. L'atteinte à la propriété est considérée comme le plus grave des crimes. Certains peuvent justifier le massacre d'êtres humains mais la propriété privée est, à leurs yeux, sacrée et inviolable. Heureusement, les bolcheviks ont tiré les leçons du passé. Ils savent que, dans le passé, plusieurs révolutions ont échoué parce que les masses n'avaient pas pris possession des moyens de subsistance.

Les bolcheviks ont commis un autre crime terrible — ils se sont emparés des banques. Ils se sont souvenus que, durant la Commune de Paris, lorsque les femmes et les enfants mouraient de faim dans les rues, les communards ont commis l'erreur d'envoyer leurs camarades protéger la Banque de France, et qu'ensuite le gouvernement français a utilisé les fonds de cette même banque pour libérer cinq cent mille prisonniers de guerre qui ont marché sur Paris et noyé la Commune dans le sang de 30 000 ouvriers français .

A l'époque, en 1871, la bourgeoisie française n'était pas gênée que ses soldats utilisent des fusils allemands pour massacrer le peuple français. «La fin justifiant les moyens», la bourgeoisie n'a pas hésité, et n'hésitera pas, à utiliser les armes pour maintenir sa domination.

Les bolcheviks ont soigneusement étudié l'histoire. Ils n'ignorent pas que les classes dirigeantes préféreraient même que le tsar ou le Kaiser restent au pouvoir plutôt que triomphe la révolution.

Ils savent que si la bourgeoisie pouvait conserver les richesses qu'elle a volées au peuple sous forme de terres et de capitaux,

elle soudoierait le diable lui-même pour échapper à la révolution. Affamé et sans ressources, le peuple risquerait fort de succomber face à ce cruel marchandage.

C'est pourquoi les bolcheviks ont pris possession des banques et appellent les paysans à confisquer les terres. Ils n'ont aucun désir de rendre à l'État les banques et les terres, les matières premières et les produits des efforts du Travail. Les bolcheviks désirent placer toutes les ressources naturelles et les richesses du pays entre les mains du peuple pour une propriété et un usage communs, parce que le peuple russe est communiste par instinct et par tradition, et qu'il n'a ni le besoin ni le désir d'un système fondé sur la concurrence.

Les bolcheviks concrétisent les rêves, les espoirs, le fruit des discussions publiques et privées de beaucoup de gens. Ils sont en train de construire un nouvel ordre social qui émergera du chaos et des conflits qu'ils doivent maintenant affronter.

Pourquoi tant de révolutionnaires russes sont-ils opposés aux bolcheviks ? Certains des hommes et des femmes les plus brillants de ce peuple comme notre chère Babouchka Breshkovskaia, Pierre Kropotkine et d'autres sont hostiles aux bolcheviks.

Ces personnes de grande valeur se sont laissé abuser par l'éclat fallacieux du libéralisme politique incarné par la France républicaine, l'Angleterre constitutionnelle et l'Amérique démocratique.

Elles doivent encore comprendre — hélas ! — que la ligne de démarcation entre le libéralisme et l'autocratie n'est qu'imaginaire. Il n'existe en fait qu'une seule différence entre les deux : les peuples qui vivent sous un régime autocratique savent qu'ils sont réduits en esclavage ; ils aiment la liberté au point qu'ils sont prêts à se battre et à mourir pour elle ; par contre, ceux qui vivent dans une démocratie imaginent qu'ils sont libres et se satisfont de leurs chaînes.

Les révolutionnaires russes qui s'opposent aux bolcheviks se rendront rapidement compte que ces derniers

représentent les principes les plus fondamentaux et les plus élevés de la liberté humaine et du bien-être économique.

Mais que feront les bolcheviks s'ils rencontrent l'opposition de tous les autres gouvernements ? Il n'est pas impossible que si les bolcheviks arrivent à contrôler totalement le pouvoir économique et social en Russie, les gouvernements alliés fassent cause commune avec l'impérialisme allemand pour les écraser. On peut prédire, sans risque de se tromper, que des éléments impérialistes se joindront à la bourgeoisie pour éliminer la révolution russe.

Les bolcheviks ont parfaitement conscience de ces dangers et ils utilisent les moyens les plus efficaces pour les combattre. Leur influence sur le prolétariat allemand et autrichien est incommensurable.

Les prisonniers allemands, en revenant au pays, emportent avec eux le message du bolchevisme dans leurs tranchées et leurs casernes, dans les champs et les usines, et ils font prendre conscience au peuple qu'un seul pouvoir peut écraser l'autocratie. Le travail éducatif des bolcheviks parmi le peuple allemand commence à avoir de l'effet. Il a certainement déjà accompli cent fois plus que tous les discours des Alliés sur la nécessité d'étendre la révolte aux Empires centraux.

Même si les bolcheviks ne réussissent pas à concrétiser leur rêve magnifique, à mettre en pratique leurs conceptions et la paix universelle, leur tentative de s'allier avec tous les peuples opprimés, de donner la terre aux paysans et de permettre aux ouvriers qui produisent les richesses de jouir des choses qu'ils produisent — le fait même qu'ils existent et qu'ils exigent tout cela exercera une telle influence sur le reste de l'humanité que les êtres humains ne pourront plus jamais être aussi banaux, ordinaires et satisfaits d'eux-mêmes qu'ils l'étaient avant que les bolcheviks apparaissent à l'horizon de la vie humaine.

Tel est le rôle que les bolcheviks jouent dans nos vies, dans les vies des Allemands, des Français et de tous les autres peuples. Nous ne pourrons plus jamais être les

mêmes, parce que chaque fois que nous serons envahis par le désespoir, le pessimisme, chaque fois que nous croirons que tout est fini, nous nous tournerons vers la Russie.

Et là-bas le Grand Espoir qui s'est incarné dans les bolcheviks chassera le voile noir qui s'est abattu sur nos cœurs, nous incitant à haïr nos frères, paralysant notre esprit et enchaînant nos membres, nous faisant plier le dos et émasculant nos volontés.

Les bolcheviks sont venus pour défier le monde. Celui-ci ne pourra plus jamais se reposer dans sa vieille indolence sordide. Il doit accepter le défi. Il l'a déjà accepté en Allemagne, en Autriche et en Roumanie, en France et en Italie, et même aux Etats-Unis.

Comme une lumière soudaine, le bolchevisme se répand dans le monde entier, éclairant la Grande Vision, la réchauffant pour lui permettre de naître — la Nouvelle Vie de la fraternité humaine et du bien-être social.

1. Cette affirmation est inexacte en ce qui concerne Trotsky puisque ce dernier chercha pendant des années à réconcilier les deux fractions du P.O.S.D.R., ce qui lui fut abondamment reproché après 1923 par Staline et ses épigones, pour lesquels la vérité était une et indivisible (*N.d.T.*)

2. Emma Goldman emploie à trois reprises le mot «libertarian» (libertaire) pour désigner les bolcheviks mais j'ai atténué ici l'expression de son enthousiasme, supposant qu'elle emploie ce terme dans le sens de «partisan de la liberté» plutôt que comme synonyme d'«anarchiste» (*N.d.T.*).

La révolution sociale est porteuse d'un changement radical de valeurs

(Postface à *My Disillusionment in Russia*, ouvrage publié en 1923 et inédit en français. Le titre de cet extrait a été choisi par nous.)

1. Les critiques socialistes, mais non bolcheviks, de l'échec de la Russie affirment que la révolution a échoué parce que l'industrie n'avait pas atteint un niveau de développement suffisant dans ce pays. Ils se réfèrent à Marx, pour qui la révolution sociale était possible uniquement dans les pays dotés d'un système industriel hautement développé, avec les antagonismes sociaux qui en découlent. Ces critiques en déduisent que la révolution russe ne pouvait être une révolution sociale et que, historiquement, elle était condamnée à passer par une étape constitutionnelle, démocratique, complétée par le développement d'une industrie avant que le pays ne devienne économiquement mûr pour un changement fondamental.

Ce marxisme orthodoxe ignore un facteur plus important, et peut-être même plus essentiel, pour la possibilité et le succès d'une révolution sociale que le facteur industriel. Je veux parler de la conscience des masses à un moment donné. Pourquoi la révolution sociale n'a-t-elle pas éclaté, par exemple, aux États-Unis, en France ou même en Allemagne ? Ces pays ont certainement atteint le niveau de développement industriel fixé par Marx comme le stade culminant. En vérité, le développement industriel et les puissantes contradictions sociales ne sont en aucun cas suffisants pour donner naissance à une nouvelle société ou déclencher une révolution sociale. La conscience sociale et la psychologie nécessaires aux masses manquent dans des pays comme les États-

Unis et ceux que je viens de mentionner. C'est pourquoi aucune révolution sociale n'a eu lieu dans ces régions.

De ce point de vue, la Russie possédait un avantage sur les pays plus industrialisés et «civilisés». Certes elle était moins avancée sur le plan industriel que ses voisins occidentaux mais la conscience des masses russes, inspirée et aiguisée par la révolution de Février, progressait si rapidement qu'en quelques mois le peuple fut prêt à accepter des slogans ultra révolutionnaires comme «Tout le pouvoir aux soviets» et «La terre aux paysans, les usines aux ouvriers».

Il ne faut pas sous-estimer la signification de ces mots d'ordre. Ils exprimaient, dans une large mesure, la volonté instinctive et semi-consciente du peuple, la nécessité d'une complète réorganisation sociale, économique et industrielle de la Russie. Quel pays, en Europe ou en Amérique, est prêt à mettre en pratique de tels slogans révolutionnaires ? Pourtant, en Russie, au cours des mois de juin et juillet 1917, ces mots d'ordre sont devenus populaires ; ils ont été repris activement, avec enthousiasme, sous la forme de l'action directe, par la majorité de la population paysanne et ouvrière d'un pays de plus de 150 millions d'habitants. Cela prouve l'«aptitude», la préparation du peuple russe pour la révolution sociale.

En ce qui concerne la «maturité» économique, au sens marxien du terme, il ne faut pas oublier que la Russie est

surtout un pays agraire. Le raisonnement implacable de Marx présuppose la transformation de la population paysanne en une société industrielle, hautement développée, qui fera mûrir les conditions sociales nécessaires à une révolution.

Mais les événements de Russie, en 1917, ont montré que la révolution n'attend pas ce processus d'industrialisation et — plus important encore — qu'on ne peut faire attendre la révolution. Les paysans russes ont commencé à exproprier les propriétaires terriens, et les ouvriers se sont emparés des usines sans prendre connaissance des théorèmes marxistes. Cette action du peuple, par la vertu de sa propre logique, a introduit la révolution sociale en Russie, bouleversant tous les calculs marxistes. La psychologie du Slave a prouvé qu'elle était plus solide que toutes les théories social-démocrates.

Cette conscience se fondait sur un désir passionné de liberté, nourri par un siècle d'agitation révolutionnaire parmi toutes les classes de la société.

Heureusement, le peuple russe est resté assez sain sur le plan politique : il n'a pas été infecté par la corruption et la confusion créées dans le prolétariat d'autres pays par l'idéologie des libertés «démocratiques» et du «gouvernement au service du peuple». Les Russes sont demeurés, sur ce plan, un peuple simple et naturel, qui ignore les subtilités de la politique, des combines parlementaires et les arguties juridiques. D'un autre côté, son sens primitif de la justice et du bien était robuste, énergique, il n'a jamais été contaminé par les finasseries destructrices de la pseudo-civilisation. Le peuple russe savait ce qu'il voulait et n'a pas attendu que des «circonstances historiques inévitables» le lui apportent sur un plateau : il a eu recours à l'action directe. Pour lui, la révolution était une réalité, pas une simple théorie digne de discussion.

C'est ainsi que la révolution sociale a éclaté en Russie, en dépit de l'arriération industrielle du pays. Mais faire la révolution n'était pas suffisant. Il fallait aussi qu'elle progresse et s'élargisse,

qu'elle aboutisse à une reconstruction économique et sociale. Cette phase de la révolution impliquait que les initiatives personnelles et les efforts collectifs puissent s'exercer librement. Le développement et le succès de la révolution dépendaient du déploiement le plus large du génie créatif du peuple, de la collaboration entre les intellectuels et le prolétariat manuel. L'intérêt commun est le *leitmotiv* de tous les efforts révolutionnaires, surtout d'un point de vue constructif.

Cet objectif commun et cette solidarité mutuelle ont entraîné la Russie dans une vague puissante, au cours des premiers jours de la révolution russe, en octobre-novembre 1917. Ces forces enthousiastes auraient pu déplacer des montagnes si le souci exclusif de réaliser le bien-être du peuple les avait intelligemment guidées. Il existait un moyen efficace pour cela : les organisations des travailleurs et les coopératives qui couvraient la Russie d'un réseau liant et unissant les villes aux campagnes ; les soviets qui se multipliaient pour répondre aux besoins du peuple russe ; et finalement, l'intelligentsia, dont les traditions, depuis un siècle, avaient servi de façon héroïque la cause de l'émancipation de la Russie.

Mais une telle évolution n'était absolument pas au programme des bolcheviks. Pendant les premiers mois qui ont suivi Octobre, ils ont toléré l'expression des forces populaires, ils ont laissé le peuple développer la révolution au sein d'organisations aux pouvoirs sans cesse plus étendus. Mais dès que le Parti communiste s'est senti suffisamment installé au gouvernement, il a commencé à limiter l'étendue des activités du peuple. Tous les actes des bolcheviks qui ont suivi — leur politique, leurs changements de ligne, leurs compromis et leurs reculs, leurs méthodes de répression et de persécution, leur terreur et la liquidation de tous les autres groupes politiques —, tout cela ne représentait que des **moyens au service d'une fin** : la concentration du pouvoir de l'État entre les mains du Parti.

En fait, les bolcheviks eux-mêmes, en Russie, n'en ont pas fait mystère. Le Parti communiste, affirmaient-ils, incarne l'avant-garde du prolétariat, et la dictature doit rester entre ses mains. Malheureusement pour eux, les bolcheviks n'avaient pas tenu compte de leur hôte, la paysannerie, que ni la *razvyortska* (la Tcheka), ni les fusillades massives n'ont persuadé de soutenir le régime bolchevik. La paysannerie est devenu le récif sur lequel tous les plans et projets conçus par Lénine sont venus s'échouer. Lénine, habile acrobate, a su opérer malgré une marge de manœuvre extrêmement étroite. La Nep (Nouvelle politique économique) a été introduite juste à temps pour repousser le désastre qui, lentement mais sûrement, allait balayer tout l'édifice communiste.

2. La Nep a surpris et choqué la plupart des communistes. Ils ont vu dans ce tournant le renversement de tout ce que leur Parti avait proclamé — le rejet du communisme lui-même. Pour protester, certains des plus vieux membres du Parti, des hommes qui avaient affronté le danger et les persécutions sous l'ancien régime, tandis que Lénine et Trotsky vivaient à l'étranger en toute sécurité, ces hommes donc ont quitté le Parti communiste, amers et déçus. Les dirigeants ont alors décidé une sorte de lock-out. Ils ont ordonné que le Parti soit purgé de tous ses éléments «douteux». Quiconque était soupçonné d'avoir une attitude indépendante et tous ceux qui n'acceptèrent pas la nouvelle politique économique comme l'ultime vérité de la sagesse révolutionnaire furent exclus. Parmi eux se trouvaient des communistes qui, pendant des années, avaient loyalement servi la cause. Certains d'entre eux, blessés au vif par cette procédure brutale et injuste, et bouleversés par l'effondrement de ce qu'ils vénéraient, ont même eu recours au suicide. Mais il fallait que le nouvel Évangile de Lénine puisse se diffuser en douceur, cet Évangile qui désormais prêche — au milieu des ruines provoquées par quatre années de révolution — l'intangibilité de la propriété

privée ainsi que l'impitoyable liberté de la concurrence.

Cependant, l'indignation communiste contre la Nep n'exprimait que la confusion mentale des opposants à Lénine. Comment expliquer autrement que des militants, qui ont toujours approuvé les multiples cascades et acrobaties politiques de leur chef, s'indignent soudain devant son dernier saut périlleux qui constitue leur aboutissement logique ? Les communistes dévots ont un grave problème : ils s'accrochent au dogme de l'Immaculée Conception de l'État socialiste, État censé sauver le monde grâce à la révolution. Mais la plupart des dirigeants communistes n'ont jamais partagé de telles illusions. Lénine encore moins que les autres.

Dès mon premier entretien avec lui, j'ai compris que j'avais affaire à un politicien retors : il savait exactement ce qu'il voulait et semblait décidé à ne s'embarasser d'aucun scrupule pour arriver à ses fins. Après l'avoir entendu parler en diverses occasions et avoir lu ses ouvrages, je crois que Lénine ne s'intéressait guère à la révolution et que le communisme n'était pour lui qu'un objectif très lointain. Par contre, l'État politique centralisé était la divinité de Lénine, au service de laquelle il fallait tout sacrifier. Quelqu'un a déclaré un jour que Lénine était prêt à sacrifier la révolution pour sauver la Russie. Sa politique, cependant, a prouvé qu'il était prêt à sacrifier à la fois la révolution et le pays, ou en tout cas une partie de ce dernier, afin d'appliquer son projet politique dans ce qui restait de la Russie.

Lénine était certainement le politicien le plus souple de l'Histoire. Il pouvait être à la fois un super-révolutionnaire, un homme de compromis et un conservateur. Lorsque, comme une puissante vague, le cri de «Tout le pouvoir aux soviets» se répandit dans toute la Russie, Lénine suivit le courant. Lorsque les paysans s'emparèrent des terres et les ouvriers des usines, non seulement Lénine approuva ces méthodes d'action directe mais il alla plus loin. Il avança le fameux slogan : «Expropriez les expropriateurs», slogan qui sema la

confusion dans les esprits et causa des dommages irréparables à l'idéal révolutionnaire.

Jamais avant lui, un révolutionnaire n'avait interprété l'expropriation sociale comme un simple transfert de richesses d'un groupe d'individus à un autre. Cependant, c'est exactement ce que signifiait le slogan de Lénine.

Les raids aveugles et irresponsables, l'accumulation des richesses de l'ancienne bourgeoisie entre les mains de la nouvelle bureaucratie soviétique, les chicaneries permanentes contre ceux dont le seul crime était leur ancien statut social, tout cela fut le résultat de l'«expropriation des expropriateurs (1)».

Toute l'histoire de la Révolution qui s'ensuivit offre un kaléidoscope des compromis de Lénine et de la trahison de ses propres slogans.

Les actes et les méthodes des bolcheviks depuis la révolution d'Octobre peuvent sembler contredire la Nep. Mais en réalité ils font partie des anneaux de la chaîne qui allait forger le gouvernement tout-puissant centralisé et dont le capitalisme d'État était l'expression économique.

Lénine avait une vision très claire et une volonté de fer. Il savait comment faire croire à ses camarades, à l'intérieur de la Russie mais aussi à l'extérieur, que son projet aboutirait au véritable socialisme et que ses méthodes étaient révolutionnaires.

Lénine méprisait tellement ses partisans qu'il n'a jamais hésité à leur jeter ses quatre vérités au visage. «Seuls des imbéciles peuvent croire qu'il est possible d'instaurer le communisme maintenant en Russie», répondit-il aux bolcheviks qui s'opposaient à la Nep.

De fait, Lénine avait raison. Il n'a jamais essayé de construire un véritable communisme en Russie, à moins de considérer que trente-trois niveaux de salaires, un système différencié de rations alimentaires, des privilèges assurés pour quelques-uns et l'indifférence pour la grande masse soient du communisme.

Au début de la révolution, il fut relativement facile au Parti de s'emparer du pouvoir. Tous les éléments révolutionnaires, enthousiasmés par les promesses ultrarévolutionnaires des bolcheviks, les ont aidés à prendre le pouvoir. Une fois en possession de l'État, les communistes ont entamé leur processus d'élimination. Tous les partis et les groupes politiques qui ont refusé de se soumettre à leur nouvelle dictature ont dû partir.

D'abord cela concerna les anarchistes et les socialistes-révolutionnaires de gauche, puis les mencheviks et les autres opposants de droite, et enfin tous ceux qui osaient avoir une opinion personnelle. Toutes les organisations indépendantes ont connu le même sort. Soit elles ont été subordonnées aux besoins du nouvel État, soit elles ont été détruites, comme ce fut le cas des soviets, des syndicats et des coopératives — les trois grands piliers des espoirs révolutionnaires.

Les soviets sont apparus pour la première fois au cours de la révolution de 1905. Ils jouèrent un rôle important durant cette période brève mais significative. Même si la révolution fut écrasée, l'idée des soviets resta enracinée dans l'esprit et le cœur des masses russes.

Dès l'aube qui illumina la Russie en février 1917, les soviets réapparurent et fleurirent très rapidement. Pour le peuple, les soviets ne portaient absolument pas atteinte à l'esprit de la révolution.

Au contraire, la révolution allait trouver son expression pratique la plus élevée, la plus libre dans les soviets. C'est pourquoi les soviets se répandirent aussi spontanément et aussi rapidement dans toute la Russie.

Les bolcheviks comprirent où allaient les sympathies du peuple et se joignirent au mouvement. Mais lorsqu'ils contrôlèrent le gouvernement, les communistes se rendirent compte que les soviets menaçaient la suprématie de l'État.

En même temps, ils ne pouvaient pas les détruire arbitrairement sans miner leur propre prestige à la fois dans le pays et à l'étranger, puisqu'ils apparaissaient comme les promoteurs du système soviétique. Ils commencèrent donc à priver graduellement les soviets de leurs pouvoirs pour finalement les subordonner à leurs propres besoins.

Les syndicats russes furent beaucoup plus faciles à émasculer. Sur le plan numérique et du point de vue de leur fibre révolutionnaire, ils étaient encore dans leur prime enfance. En déclarant que l'adhésion aux syndicats était obligatoire, les organisations syndicales russes acquirent une certaine force numérique, mais leur esprit resta celui d'un tout petit enfant. L'État communiste devint alors la nounou des syndicats. En retour, ces organisations servirent de larbins à l'État. «L'école du communisme», comme le déclara Lénine au cours de la fameuse controverse sur le rôle des syndicats. Il avait tout à fait raison. Mais une école vieillotte où l'esprit de l'enfant est enchaîné et écrasé par ses professeurs. Dans aucun pays du monde, les syndicats ne sont autant soumis à la volonté et aux diktats de l'État que dans la Russie bolchevik.

Le sort des coopératives est bien trop connu pour que je m'étende à leur sujet. Elles constituaient le lien le plus essentiel entre les villes et les campagnes. Elles apportaient à la révolution un moyen populaire et efficace d'échange et de distribution, ainsi qu'une aide d'une valeur incalculable pour reconstruire la Russie. Les bolcheviks les ont transformées en rouages de la machine gouvernementale et elles ont donc perdu à la fois leur utilité et leur efficacité.

3. Il est désormais clair pourquoi la révolution russe, dirigée par le Parti communiste, a échoué. Le pouvoir politique du Parti, organisé et centralisé dans l'État, a cherché à se maintenir par tous les moyens à sa disposition. Les autorités centrales ont essayé de canaliser de force les activités du peuple dans des

formes correspondant aux objectifs du Parti.

Le seul but des bolcheviks était de renforcer l'État et de contrôler toutes les activités économiques, politiques, sociales, et même culturelles. La révolution avait un but totalement différent puisque, par nature, elle incarnait la négation même de l'autorité et de la centralisation. La révolution s'est efforcée d'ouvrir des champs de plus en plus larges à l'expression du prolétariat et multiplier les possibilités d'initiatives individuelles et collectives. Les buts et les tendances de la révolution étaient diamétralement opposés à ceux du parti politique dominant.

Les *méthodes* de la révolution et de l'État sont elles aussi diamétralement opposées. Les méthodes de la révolution sont inspirées par l'esprit de la révolution lui-même : l'émancipation de toutes les forces oppressives et limitatrices, c'est-à-dire les *principes libertaires*. Les méthodes de l'État, au contraire — de l'État bolchevik ou de n'importe quel gouvernement — sont fondées sur la *coercition*, qui progressivement se transforme nécessairement en une violence, une oppression et une terreur systématiques. Telles étaient les deux tendances en présence : l'État bolchevik et la révolution. Il s'agissait d'une lutte à mort. Ayant des objectifs et des méthodes contradictoires, ces deux tendances ne pouvaient pas travailler dans le même sens ; le triomphe de l'État signifiait la défaite de la révolution.

Ce serait une erreur de penser que la révolution a échoué uniquement à cause de la personnalité des bolcheviks. Fondamentalement, la révolution a échoué à cause de l'influence des principes et des méthodes du bolchevisme. L'esprit et les principes autoritaires de l'État ont étouffé les aspirations libertaires et libératrices. Si un autre parti politique avait gouverné la Russie, le résultat aurait, pour l'essentiel, été le même. Ce ne sont pas tant les bolcheviks qui ont tué la révolution russe que leur idéologie.

Il s'agissait d'une forme modifiée de marxisme, d'un étatsisme fanatique. Seule une telle explication des forces sous-jacentes qui ont écrasé la révolution peut éclairer cet événement qui a ébranlé le monde. La révolution russe reflète, à une petite échelle, la lutte séculaire entre le principe libertaire et le principe autoritaire. En effet, qu'est-ce que le progrès sinon l'acceptation plus générale des principes de la liberté contre ceux de la coercition ? La révolution russe représentait un mouvement libertaire qui fut battu par l'État bolchevik, par la victoire temporaire de l'idée réactionnaire, de l'idée étatsiste.

Cette victoire est due à plusieurs causes. J'ai abordé la plupart d'entre elles dans les chapitres précédents de ce livre. Mais la cause principale n'était pas l'arriération industrielle de la Russie, comme l'ont écrit de nombreux auteurs. Cette cause était d'ordre culturel et, si elle procurait au peuple russe certains avantages sur leurs voisins plus sophistiqués, elle avait aussi des inconvénients fatals. La Russie était «culturellement arriérée» dans la mesure où elle n'avait pas été souillée par la corruption politique et parlementaire. D'un autre côté, elle manquait d'expérience face aux jeux politiques et elle crut naïvement au pouvoir miraculeux du parti qui parlait le plus fort et brandissait le plus de promesses. Cette foi dans le pouvoir de l'État a servi à rendre le peuple russe esclave du Parti communiste, avant même que les grandes masses réalisent qu'on leur avait passé le joug autour du cou.

Le principe libertaire était puissant dans les premiers jours de la révolution, le besoin de la liberté d'expression s'avérait irrépressible. Mais lorsque la première vague d'enthousiasme recula pour laisser la place aux difficultés prosaïques de la vie quotidienne, il fallait de solides convictions pour maintenir en vie la flamme de la liberté. Seule une poignée d'hommes et de femmes, sur le vaste territoire de la Russie, ont maintenu cette flamme allumée : les anarchistes, dont le nombre était réduit et dont les efforts, féroce-ment réprimés sous le tsar, n'ont pas

eu le temps de porter fruit. Le peuple russe, qui est dans une certaine mesure anarchiste par instinct, ne connaissait pas assez les véritables principes et méthodes anarchistes pour les mettre en œuvre efficacement. La plupart des anarchistes russes eux-mêmes se trouvaient malheureusement englués dans de tout petits groupes et des combats individuels, plutôt que dans un grand mouvement social et collectif. Un historien impartial admettra certainement un jour que les anarchistes ont joué un rôle très important dans la révolution russe — un rôle beaucoup plus significatif et fécond que leur nombre relativement limité pouvait le faire croire. Cependant l'honnêteté et la sincérité m'obligent à reconnaître que leur travail aurait été d'une valeur pratique infiniment plus grande s'ils avaient été mieux organisés et équipés pour guider les énergies bouillonnantes du peuple afin de réorganiser la vie sociale selon des fondements libertaires.

Mais l'échec des anarchistes pendant la révolution russe, dans le sens que je viens d'indiquer, ne signifie absolument pas la défaite de l'idée libertaire. Au contraire, la révolution russe a clairement prouvé que l'étatsisme, le socialisme d'État, dans toutes ses manifestations (économiques, politiques, sociales et éducatives), est entièrement et définitivement voué à l'échec. Jamais dans l'histoire, l'autorité, le gouvernement, l'État n'ont montré à quel point ils étaient en fait statiques, réactionnaires et même contre-révolutionnaires. Ils incarnent l'antithèse même de la révolution.

Comme en témoigne la longue histoire du progrès, seuls l'esprit et la méthode libertaires peuvent faire avancer l'homme dans sa lutte éternelle pour une vie meilleure, plus agréable et plus libre. Appliquée aux grands soulèvements sociaux que sont les révolutions, cette tendance est aussi puissante que dans le processus de l'évolution ordinaire. La méthode autoritaire a échoué au cours de toute l'histoire de l'humanité et maintenant elle a échoué une nouvelle fois pendant la

révolution russe. Jusqu'ici l'intelligence humaine n'a pas découvert d'autre principe que le principe libertaire, car l'homme a compris une grande vérité lorsqu'il a saisi que la liberté est la mère de l'ordre et non sa fille. Malgré ce que prétendent toutes les théories et tous les partis politiques, aucune révolution ne peut véritablement et durablement réussir si elle ne s'oppose pas farouchement à la tyrannie et à la centralisation, et si elle ne lutte pas avec détermination pour passer au crible toutes les valeurs économiques, sociales et culturelles. Il ne s'agit pas de substituer un parti à un autre afin qu'il contrôle le gouvernement, ni de camoufler un régime autocratique sous des slogans prolétariens, ni de masquer la dictature d'une nouvelle classe sur une classe plus ancienne, ni de se livrer à des manœuvres quelconques dans les coulisses du théâtre politique, non il s'agit de supprimer complètement tous les principes autoritaires pour servir la révolution.

Dans le domaine économique, cette transformation doit être effectuée par les masses ouvrières : elles ont le choix entre un industrialisme étatiste et l'anarcho-syndicalisme. Dans le premier cas, le développement constructif de la nouvelle structure sociale sera aussi menacé que par l'État politique. Il constituera un poids mort qui pèsera sur la croissance des nouvelles formes de vie sociale. C'est pour cette raison que le syndicalisme seul ne suffit pas, comme ses partisans le savent bien. Ce n'est que lorsque l'esprit libertaire imprènera les organisations économiques des travailleurs que les multiples énergies créatrices du peuple pourront se manifester librement, et que la révolution pourra être préservée et défendue.

Seule la liberté d'initiative et la participation populaire aux affaires de la révolution pourront empêcher les terribles fautes commises en Russie. Par exemple, étant donné que des puits de pétrole se dressaient à une centaine de kilomètres seulement de Petrograd, cette ville n'aurait pas souffert du froid si les organisations économiques des travailleurs de Petrograd

avaient pu exercer leur initiative en faveur du bien commun.

Les paysans de l'Ukraine n'auraient pas eu du mal à cultiver leurs terres s'ils avaient eu accès à l'outillage agricole stocké dans les entrepôts de Kharkov et des autres centres industriels qui attendaient les ordres de Moscou pour les distribuer. Ces quelques exemples de l'étatisme et de la centralisation bolcheviks devraient alerter les travailleurs d'Europe et d'Amérique contre les effets destructeurs de l'étatisme.

Seul le pouvoir industriel des masses, qui s'exprime à travers leurs associations libertaires, à travers l'anarcho-syndicalisme, peut organiser efficacement la vie économique et poursuivre la production. D'un autre côté, les coopératives, travaillant en harmonie avec les organisations ouvrières, servent de moyens de distribution et d'échange entre les villes et les campagnes, et en même temps constituent un lien fraternel entre les masses ouvrières et paysannes. Un lien créateur d'entraide et de services mutuels se forme ainsi et ce lien est le rempart le plus solide de la révolution — bien plus efficace que le travail forcé, l'Armée rouge ou la terreur. C'est seulement de cette façon que la révolution peut agir comme un levier qui accélère l'avènement de nouvelles formes de vie sociale et incite les masses à réaliser de plus grandes choses.

Mais les organisations ouvrières libertaires et les coopératives ne sont pas les seuls moyens d'interaction entre les phases complexes de la vie sociale. Il existe aussi les forces culturelles qui, bien qu'elles soient étroitement liées aux activités économiques, jouent leur propre rôle. En Russie, l'État communiste est devenu l'unique arbitre de tous les besoins du corps social. Il en est résulté une stagnation culturelle complète, et la paralysie de tous les efforts créatifs.

Si l'on veut éviter une telle débâcle dans le futur, les forces culturelles, tout en restant enracinées dans l'économie, doivent bénéficier d'un champ d'activité indépendant et d'une liberté d'expression totale. Ce n'est pas leur adhésion au parti

politique dominant mais leur dévotion à la révolution, leur savoir, leur talent et surtout leurs impulsions créatrices qui permettront de déterminer leur aptitude au travail culturel. En Russie, cela a été rendu impossible, presque dès le début de la révolution d'Octobre, parce que l'on a violemment séparé les masses et l'intelligentsia. Il est vrai que le coupable au départ fut l'intelligentsia, surtout l'intelligentsia technique, qui, en Russie, s'est accrochée avec ténacité aux basques de la bourgeoisie — comme elle le fait dans les autres pays. Incapable de comprendre le sens des événements révolutionnaires, elle s'est efforcée d'endiguer la vague révolutionnaire en pratiquant le sabotage. Mais en Russie, il existait une autre fraction de l'intelligentsia — qui avait un passé révolutionnaire glorieux depuis un siècle. Cette fraction avait gardé sa foi dans le peuple, même si elle n'accepta pas sans réserves la nouvelle dictature. L'erreur fatale des bolcheviks fut de ne faire aucune distinction entre les deux catégories.

Ils combattirent le sabotage en instaurant une terreur aveugle et systématique contre toute la classe de l'intelligentsia et ils lancèrent une campagne de haine encore plus intensive que la persécution de la bourgeoisie elle-même — méthode qui créa un abîme entre l'intelligentsia et le prolétariat et empêcha tout travail constructif.

Lénine fut le premier à se rendre compte de cette faute criminelle. Il souligna qu'il s'agissait d'une grave erreur de faire croire aux ouvriers qu'ils pouvaient construire des industries et s'engager dans un travail culturel sans l'aide et la coopération de l'intelligentsia. Le prolétariat ne possédait ni les connaissances ni la formation pour mener à bien ces tâches et il fallait redonner à l'intelligentsia la direction de la vie industrielle. Mais le fait d'avoir reconnu une erreur n'empêcha pas Lénine et son Parti d'en commettre immédiatement une autre. L'intelligentsia technique fut rappelée à la rescousse, mais d'une façon

qui renforça à la fois la désintégration sociale et l'hostilité contre le régime.

Tandis que les ouvriers continuaient à avoir faim, les ingénieurs, les experts industriels et les techniciens reçurent de hauts salaires, des privilèges spéciaux et les meilleures rations. Ils devinrent les chouchous de l'État et les nouveaux surveillants des masses réduites en esclavage.

Éduquées durant des années dans l'idée fautive que seuls les muscles comptaient pour assurer le succès de la révolution et que seul le travail manuel était productif, et par des campagnes de haine qui dénonçaient tous les intellectuels comme des contre-révolutionnaires et des spéculateurs, les masses ne purent évidemment pas faire la paix avec ceux qu'on leur avait appris à mépriser et à soupçonner.

Malheureusement la Russie n'est pas le seul pays où prédomine cette attitude hostile du prolétariat contre l'intelligentsia. Partout, les politiciens démagogues jouent sur l'ignorance des masses, ils leur enseignent que l'éducation et la culture sont des préjugés bourgeois, que les ouvriers peuvent s'en passer et qu'ils sont capables de reconstruire seuls la société. La révolution russe a pourtant montré très clairement que le cerveau et le muscle sont indispensables pour régénérer la société. Le travail intellectuel et le travail manuel coopèrent étroitement dans le corps social, comme le cerveau et la main dans le corps humain. L'un ne peut fonctionner sans l'autre.

Il est vrai que la plupart des intellectuels se considèrent comme une classe à part, supérieure aux ouvriers, mais partout les conditions sociales minent rapidement le piédestal de l'intelligentsia. Les intellectuels sont forcés d'admettre qu'eux aussi sont des prolétaires, et qu'ils sont même encore plus dépendants des maîtres de l'économie que les travailleurs manuels.

Contrairement au prolétaire manuel qui travaille avec sa force physique, qui peut ramasser ses outils et parcourir le monde en vue d'améliorer sa situation humiliante,

les prolétaires intellectuels sont beaucoup plus solidement enracinés dans leur environnement social spécifique et ne peuvent pas facilement changer de métier ou de façon de vivre. C'est pourquoi il est essentiel de faire comprendre aux ouvriers que les intellectuels sont en train d'être rapidement prolétarisés — ce qui crée un lien entre eux. Si le monde occidental veut profiter des leçons de la Russie, il doit mettre un terme à la flatterie démagogique des masses comme à l'hostilité aveugle contre l'intelligentsia. Cela ne signifie pas, cependant, que les ouvriers doivent remettre leur sort entre les mains des intellectuels. Au contraire, les masses doivent commencer immédiatement à se préparer, à s'équiper pour la grande tâche que la révolution exigera d'eux. Ils devront acquérir le savoir et l'habileté techniques nécessaires pour gérer et diriger les mécanismes complexes des structures industrielles et sociales de leurs pays respectifs. Mais même s'ils déploient toutes leurs capacités, les ouvriers auront besoin de la coopération des spécialistes et des intellectuels. De leur côté, ces derniers doivent aussi comprendre que leurs véritables intérêts sont identiques à ceux des masses. Une fois que les deux forces sociales apprendront à fusionner dans un tout harmonieux, les aspects tragiques de la révolution russe seront en grande partie éliminés. Personne ne sera fusillé parce qu'il «a fait des études». Le savant, l'ingénieur, le spécialiste, le chercheur, l'enseignant et l'artiste créateur, tout comme le menuisier, le machiniste, et tous les autres travailleurs font intégralement partie de la force collective qui permettra à la révolution de construire le nouvel édifice social. Elle n'emploiera pas la haine, mais l'unité ; pas l'hostilité, mais la camaraderie ; pas le peloton d'exécution, mais la sympathie — telles sont les leçons à tirer du grand échec russe pour l'intelligentsia comme pour les ouvriers. Tous doivent apprendre la valeur de l'entraide mutuelle et de la coopération libertaire. Cependant chacun doit être capable de rester indépendant dans sa

sphère particulière et en harmonie avec le meilleur de ce qu'il peut apporter à la société. Ce n'est que de cette façon que le travail productif, et les efforts éducatifs et culturels s'exprimeront dans des formes chaque fois plus nouvelles et plus riches. Telle est pour moi la leçon essentielle, universelle, que m'a apprise la révolution russe.

J'ai essayé d'expliquer pourquoi les principes, les méthodes et les tactiques bolcheviks ont échoué, et pourquoi ces mêmes principes et méthodes échoueront demain dans n'importe quel autre pays, même le plus industrialisé. J'ai également montré que ce n'est pas seulement le bolchevisme qui a échoué, mais le marxisme lui-même. L'expérience de la révolution russe a démontré la faillite de **l'étatisme, du principe autoritaire.**

Si je devais résumer toute ma pensée en une seule phrase, je dirais : Par nature, l'État a tendance à concentrer, réduire et contrôler toutes les activités sociales ; au contraire, la révolution a vocation à croître, s'élargir et se diffuser en des cercles de plus en plus larges. En d'autres termes, l'État est institutionnel et statique, tandis que la révolution est fluide, dynamique. Ces deux tendances sont incompatibles et vouées à se détruire mutuellement. L'étatisme a tué la révolution russe et il jouera le même rôle dans les révolutions à venir, *à moins que l'idée libertaire ne l'emporte.*

Mais je dois aller plus loin. Ce ne sont pas seulement le bolchevisme, le marxisme et l'étatisme qui sont fatals à la révolution ainsi qu'au progrès vital de l'humanité. La principale cause de la défaite de la révolution russe est beaucoup plus profonde. Elle réside dans la conception socialiste de la révolution elle-même.

La conception dominante, la plus répandue, de la révolution — particulièrement chez les socialistes — est que la révolution provoque un violent changement des conditions sociales au cours duquel une classe sociale, la classe ouvrière, devient dominante et triomphe d'une autre classe, la classe capitaliste.

Cette conception est centrée sur un changement purement matériel, et donc implique surtout des manœuvres politiques en coulisse et des rafistolages institutionnels. La dictature de la bourgeoisie est remplacée par la «dictature du prolétariat» — ou celle de son «avant-garde», le Parti communiste. Lénine prend la place des Romanoff, le cabinet impérial est rebaptisé Conseil des commissaires du peuple, Trotsky est nommé ministre de la Guerre et un travailleur devient gouverneur militaire général de Moscou. Voilà à quoi se réduit, essentiellement, la conception bolchevik de la révolution, du moins lorsqu'elle est mise en pratique. Et, à quelques détails près, c'est aussi l'idée de la révolution que partagent les autres partis socialistes.

Cette conception est, par nature, fautive et vouée à l'échec. La révolution est certes un processus violent. Mais si elle n'aboutit qu'à une nouvelle dictature, à un simple changement des noms et des personnalités au pouvoir, alors elle n'a aucune utilité. Un résultat aussi limité ne justifie pas tous les combats, les sacrifices, les pertes en vies humaines et les atteintes aux valeurs culturelles provoquées par toutes les révolutions. Si une telle révolution amenait un plus grand bien-être social (ce qui n'a pas été le cas en Russie), elle ne vaudrait pas davantage le terrible prix à payer ; on peut améliorer la société sans avoir recours à une révolution sanglante. Le but de la révolution n'est pas de mettre en place quelques palliatifs ni quelques réformes.

L'expérience de la révolution russe a puissamment renforcé ma conviction que la grande mission de la révolution, de la RÉVOLUTION SOCIALE, est un **changement fondamental des valeurs** sociales et humaines. Les valeurs humaines sont encore plus importantes parce qu'elles fondent toutes les valeurs sociales. Nos institutions et nos conditions sociales reposent sur des idées profondément ancrées. Si l'on change ces conditions sans toucher aux idées et valeurs sous-jacentes, il ne s'agira alors que d'une transformation superficielle, qui ne peut être durable ni

amener une amélioration réelle. Il s'agit seulement d'un changement de forme, pas de substance, comme la Russie l'a tragiquement montré.

C'est à la fois le grand échec et la grande tragédie de la révolution russe : elle a essayé (sous la direction du parti politique dominant) de ne changer que les institutions et les conditions matérielles en ignorant totalement les valeurs humaines et sociales qu'implique une révolution. Pire encore, dans sa folle passion pour le pouvoir, l'État communiste a même renforcé et développé les idées et conceptions mêmes que la révolution était venu détruire. L'État a soutenu et encouragé les pires comportements antisociaux et systématiquement étouffé l'essor des nouvelles valeurs révolutionnaires. Le sens de la justice et de l'égalité, l'amour de la liberté et de la fraternité humaine — ces piliers d'une régénération authentique de la société — l'État communiste les a combattus au point de les anéantir. Le sentiment instinctif de l'équité a été brocardé comme une manifestation de sentimentalisme et de faiblesse ; la liberté et la dignité humaines sont devenues des superstitions bourgeoises ; le caractère sacré de la vie, qui est la base même de la reconstruction sociale, a été condamné comme a-révolutionnaire, presque contre-révolutionnaire. Cette terrible perversion des valeurs fondamentales portait en elle-même le germe de la destruction. Si l'on y ajoute la conception selon laquelle la révolution ne constituait qu'un moyen de s'emparer du pouvoir politique, il était inévitable que toutes les valeurs révolutionnaires fussent subordonnées aux besoins de l'État socialiste ; pire même, qu'elles fussent exploitées pour accroître la sécurité du nouveau pouvoir gouvernemental. «La raison d'État», camouflée sous le masque des «intérêts de la Révolution et du Peuple», est devenue le seul critère de l'action, et même des sentiments.

La violence, l'inévitabilité tragique de soulèvements révolutionnaires, est devenue

une coutume établie, une habitude, et a été vantée comme une institution «idéale». Zinoviev n'a-t-il pas canonisé Dzerjinski, le chef de la sanguinaire Tcheka, en le présentant comme le «saint de la Révolution»? L'État n'a-t-il pas rendu les plus grands honneurs à Uritsky, le fondateur et le chef sadique de la Tcheka de Petrograd?

Cette perversion des valeurs éthiques s'est rapidement cristallisée dans le slogan omniprésent du Parti communiste : LA FIN JUSTIFIE TOUS LES MOYENS. Déjà, dans le passé, l'Inquisition et les Jésuites adoptèrent ce slogan et lui subordonnèrent toute moralité. Cette maxime se vengea des Jésuites comme elle s'est vengée de la révolution russe. Ce précepte n'a fait qu'encourager le mensonge, la tromperie, l'hypocrisie, la trahison et le meurtre, public et secret. Ceux qui s'intéressent à la psychologie sociale devraient se demander pourquoi deux mouvements, aussi séparés dans le temps et aux idées aussi différentes que le jésuitisme et le bolchevisme, *ont abouti exactement aux mêmes résultats* en appliquant ce principe. Le parallèle historique, passé presque inaperçu jusqu'ici, contient une leçon fondamentale pour toutes les révolutions futures et pour l'avenir de l'humanité.

Rien n'est plus faux que de croire que les objectifs et les buts sont une chose, les méthodes et les tactiques une autre. Cette conception menace gravement la régénération sociale. Toute l'expérience de l'humanité nous enseigne que les méthodes et les moyens ne peuvent être séparés du but ultime. Les moyens employés deviennent, à travers les habitudes individuelles et les pratiques sociales, partie intégrante de l'objectif final ; ils l'influencent, le modifient, puis les fins et les moyens finissent par devenir identiques. Dès le premier jour de mon retour en Russie je l'ai senti, d'abord de façon vague, puis de plus en plus clairement et consciemment. Les grands objectifs qui inspiraient la Révolution ont été tellement obscurcis par les méthodes

utilisées par le pouvoir politique dominant qu'il est devenu difficile de distinguer entre les moyens temporaires et l'objectif final. Sur le plan psychologique et social, les moyens influencent nécessairement les objectifs et les modifient. Toute l'histoire de l'humanité prouve que, dès que l'on se prive des méthodes inspirées par des concepts éthiques on s'enfonce dans la démoralisation la plus aiguë. Telle est la véritable tragédie de la philosophie bolchevik appliquée à la révolution russe. Espérons que l'on saura en tirer les leçons.

Aucune révolution ne deviendra jamais un facteur de libération si les MOYENS utilisés pour l'approfondir ne sont pas en harmonie, dans leur esprit et leur tendance, avec les OBJECTIFS à accomplir. La révolution représente la négation de l'existant, une protestation violente contre l'inhumanité de l'homme envers l'homme et les milliers d'esclavages qu'elle implique. La révolution détruit les valeurs dominantes sur lesquelles a été construit un système complexe d'injustice et d'oppression, reposant sur l'ignorance et la brutalité. La révolution est le héraut de NOUVELLES VALEURS, car elle débouche sur la transformation des relations fondamentales entre les hommes, ainsi qu'entre les hommes et la société. La révolution ne se contente pas de soigner quelques maux, de poser quelques emplâtres, de changer les formes et les institutions, de redistribuer le bien-être social. Certes, elle fait tout cela, mais elle représente plus, beaucoup plus. Elle est d'abord et avant tout LE VECTEUR D'UN CHANGEMENT RADICAL, PORTEUR DE VALEURS NOUVELLES. Elle ENSEIGNE UNE NOUVELLE ÉTHIQUE qui inspire l'homme en lui inculquant une nouvelle conception de la vie et des relations sociales. La révolution déclenche une régénération mentale et spirituelle.

Son premier précepte éthique est l'identité entre les moyens utilisés et les objectifs recherchés. Le but ultime de tout changement social révolutionnaire est d'établir le caractère sacré de la vie humaine, la dignité de l'homme, le droit de

chaque être humain à la liberté et au bien-être. Si tel n'est pas l'objectif essentiel de la révolution, alors les changements sociaux violents n'ont aucune justification. Car des bouleversements sociaux *externes* peuvent être, et ont été, accomplis dans le cadre du processus normal de l'évolution. La révolution, au contraire, ne signifie pas seulement un changement *externe*, mais un changement *interne*, fondamental, essentiel. Ce changement interne des conceptions et des idées, se diffuse dans des couches sociales de plus en plus larges, pour finalement culminer dans un soulèvement violent qu'on appelle une révolution. Un tel apogée peut-elle inverser le changement radical de valeurs, se retourner contre lui, le trahir ? C'est ce qui s'est produit en Russie. La révolution doit accélérer et approfondir le processus dont elle est l'expression cumulative ; sa principale mission est de l'inspirer, de l'emporter vers de plus grandes hauteurs, de lui donner le maximum d'espace pour sa libre expression. Ce n'est que de cette façon que la révolution est fidèle à elle-même.

En pratique, cela signifie que la prétendue «étape transitoire» doit introduire de nouvelles conditions sociales. Elle représente le seuil d'une NOUVELLE VIE, de la nouvelle MAISON DE L'HOMME ET DE L'Humanité. Elle doit être animée par l'esprit de la nouvelle vie, en harmonie avec la construction du nouvel édifice.

Aujourd'hui engendre demain. Le présent projette son ombre très loin dans le futur. Telle est la loi de la vie, qu'il s'agisse de l'individu ou de la société. La révolution qui se débarrasse de ses valeurs éthiques pose les prémices de l'injustice, de la tromperie et de l'oppression dans la société à venir. Les moyens utilisés pour préparer l'avenir deviennent sa pierre angulaire. Il suffit d'observer la tragique condition actuelle de la Russie. Les méthodes de la centralisation étatique ont paralysé l'initiative et l'effort individuels ;

la tyrannie de la dictature a effrayé le peuple, l'a plongé dans une soumission servile et a totalement éteint la flamme de la liberté ; la terreur organisée a corrompu et brutalisé les masses, étouffant toutes les aspirations idéalistes ; le meurtre institutionnalisé a déprécié le prix de la vie humaine ; toutes les notions de dignité humaine, de valeur de la vie ont été éliminées ; la coercition a rendu chaque effort plus dur, transformant le travail en une punition ; la vie sociale se réduit désormais à une succession de tromperies mutuelles, les instincts les plus bas et les plus brutaux de l'homme se sont à nouveau réveillés. Triste héritage pour commencer une nouvelle vie fondée sur la liberté et la fraternité.

On ne soulignera jamais assez que la révolution ne sert à rien si elle n'est pas inspirée par son idéal ultime. Les méthodes révolutionnaires doivent être en harmonie avec les objectifs révolutionnaires. Les moyens utilisés pour approfondir la révolution doivent correspondre à ses buts. En d'autres termes, les valeurs éthiques que la révolution infusera dans la nouvelle société doivent être disséminées par les activités révolutionnaires de la «période de transition». Cette dernière peut faciliter le passage à une vie meilleure mais seulement à condition qu'elle soit construite avec les mêmes matériaux que la nouvelle vie que l'on veut construire. La révolution est le miroir des jours qui suivent ; elle est l'enfant qui annonce l'Homme de demain.

(1) Cette phrase de Lénine fait allusion à un passage célèbre du Livre I du *Capital* où Karl Marx décrit la concurrence acharnée que se livrent entre eux les capitalistes. Lénine a repris cette expression à son compte dans un tout autre contexte historique, celui de l'expropriation des capitalistes par les ouvriers — en fait par l'État bolchevik (*N.d.T.*).

Le communisme n'existe pas en Russie

(Article publié en anglais dans *The American Mercury*, vol.XXXIV, avril 1935, inédit en français.)

BOLCHEVISME COMMUNISME ?¹ =

Le mot communisme est maintenant sur toutes les lèvres. Certains en parlent avec l'enthousiasme exagéré des néophytes, d'autres le craignent et le condamnent comme une menace sociale. Mais je suis presque sûre que ni ses admirateurs — la grande majorité d'entre eux — ni ceux qui le dénoncent n'ont une idée très claire de ce qu'est vraiment le «communisme» à la sauce bolchevik.

Si l'on veut en donner une définition très générale, le communisme représente un idéal d'égalité et de fraternité humaine : il considère l'exploitation de l'homme par l'homme comme la source de tout esclavage et de toute oppression. L'inégalité économique conduit à l'injustice sociale et est l'ennemie du progrès moral et intellectuel.

Le communisme vise à créer une société où les classes seront abolies, où sera instaurée la propriété commune des moyens de production et de distribution. L'homme ne pourra jouir de la liberté, de la paix et du bien-être que dans une communauté sans classes et solidaire.

Mon objectif initial, en écrivant cet article, était de comparer l'idéal communiste avec la façon dont il est appliqué en URSS, mais je me suis rendu compte qu'il s'agissait d'une tâche impossible. En réalité, le communisme n'existe pas en Russie. Pas un seul principe communiste, pas un seul élément de ses enseignements n'est appliqué par le Parti communiste dans ce pays.

Aux yeux de certains, ma position semblera totalement absurde ; d'autres penseront que j'exagère grossièrement. Cependant je suis sûre qu'un examen objectif de la situation russe actuelle convaincra le lecteur honnête que je dis la vérité.

Intéressons-nous d'abord à l'idée fondamentale qui sous-tend le prétendu «communisme» des bolcheviks. Leur idéologie ouvertement centraliste, autoritaire, est fondée presque exclusivement sur la coercition et la violence étatiques. Loin d'être fondé sur la libre association, il s'agit d'un communisme étatique obligatoire. On doit garder cela en mémoire si l'on veut comprendre la méthode utilisée par l'État soviétique pour appliquer ses projets et leur donner un petit air «communiste».

NATIONALISATION OU SOCIALISATION ?

La première condition pour que se réalise le communisme est la *socialisation* des terres, des outils de production et de la distribution. On socialise la terre et les machines, pour qu'elles soient utilisées par des individus ou des groupes, en fonction de leurs besoins. En Russie, la terre et les moyens de production ne sont pas socialisés mais *nationalisés*. Le terme de nationalisation est trompeur, car ce mot n'a aucun contenu. En réalité, la richesse nationale n'existe pas. La «nation» est une entité trop abstraite pour «posséder» quoi que ce soit. Soit la propriété est individuelle, soit elle est partagée par un

groupe d'individus ; elle repose toujours sur une réalité quantitativement définissable.

Lorsqu'un bien n'appartient ni à un individu, ni à un groupe, il est ou nationalisé ou socialisé. S'il est nationalisé, il appartient à l'État ; en clair, le gouvernement en a le contrôle et peut en disposer selon son bon plaisir. Mais si un bien est socialisé, chaque individu y a librement accès et peut l'utiliser sans l'ingérence de qui que ce soit.

En Russie, ni la terre, ni la production, ni la distribution ne sont socialisées. Tout est nationalisé et appartient au gouvernement, exactement comme la Poste aux États-Unis ou les chemins de fer en Allemagne ou dans d'autres pays européens. Ce statut n'a absolument rien de communiste.

La structure économique de l'URSS n'est pas plus communiste que la terre ou les moyens de production. Toutes les sources d'existence sont la propriété du gouvernement central ; celui-ci dispose du monopole absolu du commerce extérieur ; les imprimeries lui appartiennent : chaque livre, chaque feuille de papier imprimé est une publication officielle. En clair, le pays et tout ce qu'il contient sont la propriété de l'État, comme cela se passait auparavant, au temps des tsars. Les quelques biens qui ne sont pas nationalisés, comme certaines vieilles maisons délabrées à Moscou, par exemple, ou de petits magasins miteux disposant d'un misérable stock de cosmétiques, sont uniquement tolérés : à tout moment le gouvernement peut exercer son droit indiscuté à s'en saisir par simple décret.

Une telle situation relève du capitalisme d'État, mais il serait extravagant d'y déceler quoi que ce soit de communiste.

PRODUCTION ET CONSOMMATION

Tournons-nous maintenant vers la production et la consommation, leviers de toute existence. Peut-être y dénicherons-nous une dose de communisme qui justifierait que nous utilisions le terme «communiste» pour décrire la vie en URSS, du moins à une certaine échelle.

J'ai déjà fait remarquer que la terre et les outils de production sont propriété de l'État. Les méthodes de production et les quantités qui doivent être produites par chaque industrie dans chaque atelier, chaque fabrique, chaque usine, sont déterminées par l'État, par le gouvernement central — qui siège à Moscou — à travers ses différents organes.

L'URSS est un pays très étendu qui couvre environ un sixième de la surface de la Terre. Abritant une population composite de 165 millions d'habitants, elle comporte plusieurs grandes Républiques, différentes ethnies et nationalités, et chaque région a ses besoins et intérêts particuliers. Certes, la planification industrielle et économique a une importance vitale pour le bien-être d'une communauté.

Le véritable communisme — l'égalité économique entre les hommes et entre les communautés — exige que chaque communauté organise la planification la meilleure et la plus efficace, en se fondant sur ses nécessités et possibilités locales. Une telle planification repose sur la liberté complète de chaque communauté de produire et de disposer de ses produits selon ses besoins, besoins qu'elle doit fixer elle-même : chaque communauté doit échanger son surplus avec d'autres communautés indépendantes sans que nulle autorité externe n'intervienne.

Telle est la nature fondamentale du communisme sur le plan politique et économique. Cela ne peut pas fonctionner ni être possible sur d'autres bases. Le communisme est nécessairement libertaire. Anarchiste.

On ne décèle pas la moindre trace d'un tel communisme — du moindre communisme — en Russie soviétique. En fait, la seule allusion à une telle organisation est considérée comme un crime là-bas, et toute tentative de la mettre en pratique serait punie de mort.

La planification industrielle, ainsi que tous les processus de production et de distribution, se trouve entre les mains du gouvernement central. Le Conseil

économique suprême est uniquement soumis à l'autorité du Parti communiste.

Il est totalement indépendant de la volonté ou des souhaits des gens qui forment l'Union des républiques socialistes soviétiques. Son travail est conditionné par les politiques et les décisions du Kremlin. C'est pourquoi la Russie soviétique a exporté d'énormes quantités de blé et d'autres céréales tandis que de vastes régions dans le sud et le sud-est de la Russie étaient frappées par la famine, au point que plus de deux millions de personnes sont mortes de faim en 1932 et 1933.

La «raison d'État» est entièrement responsable de cette situation. Cette expression a toujours servi à masquer la tyrannie, l'exploitation et la détermination des dirigeants à prolonger et perpétuer leur domination.

En passant, je signalerai que, malgré la famine qui a affecté tout le pays et le manque des ressources les plus élémentaires pour vivre en Russie, le premier plan quinquennal visait uniquement à développer l'industrie lourde, industrie qui sert ou peut servir à des objectifs *militaires*.

Il en est de même pour la distribution et toutes les autres formes d'activité. Non seulement les bourgs et les villes, mais toutes les parties constitutives de l'Union soviétique sont privées d'existence indépendante.

Puisqu'elles ne sont que de simples vassales de Moscou, leurs activités économiques, sociales et culturelles sont conçues, planifiées et sévèrement contrôlées par la «dictature du prolétariat» à Moscou. Pire : la vie de chaque localité, et même de chaque individu, dans les prétendues républiques «socialistes» est gérée dans le moindre détail par la «ligne générale» fixée par le «centre».

En d'autres termes, par le Comité central et le Bureau politique du Parti, tous deux contrôlés d'une main de fer par un seul homme. Comment certains peuvent appeler communisme cette dictature, cette autocratie plus puissante et plus absolue

que celle de n'importe quel tsar, cela dépasse mon imagination.

LA VIE QUOTIDIENNE EN URSS

Examinons maintenant comment le «communisme» bolchevik influence la vie des masses et de l'individu.

Certains naïfs croient qu'au moins quelques caractéristiques du communisme ont été introduites dans la vie du peuple russe. Je souhaiterais que cela fût vrai, car ce serait un gage d'espoir, la promesse d'un développement potentiel dans cette direction. Malheureusement, dans aucun des aspects de la vie soviétique, ni dans les relations sociales ni dans les relations individuelles, on n'a jamais tenté d'appliquer les principes communistes sous une forme ou sous une autre. Comme je l'ai souligné auparavant, le fait même de suggérer que le communisme puisse être libre et volontaire est tabou en Russie. Une telle conception est considérée comme contre-révolutionnaire et relève de la haute trahison contre l'infaillible Staline et le sacro-saint Parti «communiste».

Mettons de côté, un instant, le communisme libertaire, anarchiste. On ne trouve même pas la moindre trace, dans la Russie soviétique, d'une manifestation quelconque de communisme d'État, fût-ce sous une forme autoritaire, comme le révèle l'observation des faits de la vie quotidienne dans ce pays.

L'essence du communisme, même de type coercitif, est l'absence de classes sociales. L'introduction de l'égalité économique constitue la première étape. Telle a été la base de toutes les philosophies communistes, même si elles diffèrent entre elles sur d'autres aspects. Leur objectif commun était d'assurer la justice sociale ; toutes affirmaient qu'on ne pouvait parvenir à la justice sociale sans établir l'égalité économique. Même Platon, qui prévoyait l'existence de différentes catégories intellectuelles et morales dans sa République, s'était prononcé en faveur de l'égalité économique absolue, car les classes dirigeantes ne devaient pas y jouir

de droits ou de privilèges plus importants que ceux situés en bas de l'échelle sociale.

La Russie soviétique représente le cas exactement opposé. Le bolchevisme n'a pas aboli les classes en Russie : il a seulement inversé leurs relations antérieures. En fait, il a même aggravé les divisions sociales qui existaient avant la Révolution.

RATIONS ET PRIVILÈGES

Lorsque je suis retournée en Russie en janvier 1920, j'ai découvert d'innombrables catégories économiques, fondées sur les rations alimentaires distribuées par le gouvernement. Le marin recevait la meilleure ration, supérieure en qualité, en quantité et en variété à la nourriture que mangeait le reste de la population. C'était l'aristocrate de la Révolution ; sur le plan économique et social, tous considéraient qu'il appartenait aux nouvelles classes privilégiées. Derrière lui venait le soldat, l'homme de l'Armée Rouge, qui recevait une ration bien moindre, et moins de pain. Après le soldat on trouvait l'ouvrier travaillant dans les industries d'armement ; puis les autres ouvriers, eux-mêmes divisés en ouvriers qualifiés, artisans, manœuvres, etc.

Chaque catégorie recevait un peu moins de pain, de matières grasses, de sucre, de tabac et des autres produits (lorsqu'il y en avait). Les membres de l'ancienne bourgeoisie, classe officiellement abolie et expropriée, appartenaient à la dernière catégorie économique et ne recevaient pratiquement rien. La plupart d'entre eux ne pouvaient avoir ni travail ni logement, et personne ne se souciait de la façon dont ils allaient survivre, sans se mettre à voler ou à rejoindre les armées contre-révolutionnaires ou les bandes de pillards.

Le possesseur d'une carte rouge, membre du Parti communiste, occupait une place située au-dessus de tous ceux que je viens de mentionner. Il bénéficiait d'une ration spéciale, pouvait manger dans la *stolovaya* (cantine) du Parti et avait le droit, surtout s'il était recommandé par un responsable plus élevé, à des sous-

vêtements chauds, des bottes en cuir, un manteau de fourrure ou d'autres articles de valeur. Les bolcheviks les plus éminents disposaient de leurs propres restaurants, auxquelles les militants de base n'avaient pas accès.

A Smolny, qui abritait alors le quartier général du gouvernement de Petrograd, il existait deux restaurants, une pour les communistes les mieux placés, une autre pour les bolcheviks moins importants. Zinoviev, alors président du soviet de Petrograd et véritable autocrate du District du Nord, ainsi que d'autres membres du gouvernement prenaient leurs repas chez eux, à l'Astoria, autrefois le meilleur hôtel de la ville, devenu la première Maison du Soviet, où ils vivaient avec leurs familles.

Plus tard je constatai une situation identique à Moscou, Kharkov, Kiev, Odessa — dans toute la Russie soviétique.

Voilà ce qu'était le «communisme» bolchevik. Ce système eut des conséquences désastreuses : il suscita l'insatisfaction, le ressentiment et l'hostilité dans tout le pays ; il provoqua des sabotages dans les usines et les campagnes, des grèves et des révoltes incessantes. «L'homme ne vit pas que de pain», paraît-il. C'est vrai, mais il meurt s'il n'a rien à manger. Pour l'homme de la rue, pour les masses russes qui avaient versé leur sang en espérant libérer leur pays, le système différencié de rations symbolisait le nouveau régime. Le bolchevisme représentait pour eux un énorme mensonge, car il n'avait pas tenu sa promesse d'instaurer la liberté ; en effet, pour eux la liberté signifiait la justice sociale et l'égalité économique. L'instinct des masses les trompe rarement ; dans ce cas il s'avéra prophétique. Pourquoi s'étonner par conséquent que l'enthousiasme général pour la révolution se soit rapidement transformé en déception et amertume, hostilité et haine ? Combien de fois des ouvriers russes se sont plaints à moi : «Cela nous est égal de travailler dur et d'avoir faim. C'est l'injustice qui nous révolte. Si un pays est pauvre, s'il y a peu de pain, alors partageons entre tous le peu qu'il y a,

mais partageons-le de façon équitable. Actuellement, la situation est la même qu'avant la révolution ; certains reçoivent beaucoup, d'autres moins, et d'autres rien du tout.»

L'inégalité et les privilèges créés par les bolcheviks ont rapidement eu des conséquences inévitables : ce système a approfondi les antagonismes sociaux ; il a éloigné les masses de la Révolution, paralysé leur intérêt pour elle, étouffé leurs énergies et contribué à anéantir tous les projets révolutionnaires.

Ce système inégalitaire fondé sur des privilèges s'est renforcé, perfectionné et sévit encore aujourd'hui.

La révolution russe était, au sens le plus profond, un bouleversement social : sa tendance fondamentale était libertaire, son but essentiel l'égalité économique et sociale. Bien avant la révolution d'octobre-novembre 1917, le prolétariat urbain avait commencé à s'emparer des ateliers, des fabriques et des usines, pendant que les paysans expropriaient les grandes propriétés et cultivaient les terres en commun. Le développement continu de la révolution dans une direction communiste dépendait de l'unité des forces révolutionnaires et de l'initiative directe, créatrice, des masses laborieuses. Le peuple était enthousiasmé par les grands objectifs qu'il avait devant lui ; il s'appliquait passionnément, énergiquement, à reconstruire une nouvelle société. En effet, seuls ceux qui avaient été exploités pendant des siècles étaient capables de trouver librement le chemin vers une société nouvelle, régénérée.

Mais les dogmes bolcheviks et l'étatisme «communiste» ont constitué un obstacle fatal aux activités créatrices du peuple. La caractéristique fondamentale de la psychologie bolchevik était sa méfiance envers les masses. Les théories marxistes, qui voulaient exclusivement concentrer le pouvoir entre les mains du Parti, aboutirent rapidement à la disparition de toute collaboration entre les révolutionnaires, à l'élimination brutale et arbitraire des autres partis et mouvements politiques. La

politique bolchevique aboutit à éliminer le moindre signe de mécontentement, à étouffer les critiques et les opinions indépendantes, ainsi qu'à écraser les efforts ou initiatives populaires. La centralisation de tous les moyens de production entre les mains de la dictature communiste handicapa les activités économiques et industrielles du pays. Les masses ne purent façonner la politique de la Révolution, ni prendre part à l'administration de leurs propres affaires.

Les syndicats étaient étatisés et se contentaient de transmettre les ordres du gouvernement. Les coopératives populaires — instrument essentiel de la solidarité active et de l'entraide entre villes et campagnes — ont été liquidées, les soviets de paysans et d'ouvriers vidés de leur contenu et transformés en comités de bœuf-oui-oui. Le gouvernement s'est mis à contrôler tous les domaines de la vie sociale. On a créé une machine bureaucratique inefficace, corrompue et brutale. En s'éloignant du peuple, la révolution s'est condamnée à mort ; et au-dessus de tous planait le redoutable glaive de la terreur bolchevik.

Tel était le communisme des «bolcheviks» au cours des premières étapes de la révolution. Chacun sait qu'il provoqua la paralysie complète de l'industrie, de l'agriculture et des transports. C'était la période du «communisme de guerre», de la conscription paysanne et ouvrière, de la destruction totale des villages paysans par l'artillerie bolchevik — toutes ces mesures sociales et économiques qui ont abouti à la terrible famine de 1921.

QU'EST-CE QUI A CHANGE DEPUIS 1921 ?

Qu'en est-il aujourd'hui ? Le «communisme» a-t-il changé de nature ? Est-il véritablement différent du «communisme» de 1921 ?

A mon grand regret je suis obligée d'affirmer que, malgré toutes les décisions politiques et les mesures économiques bruyamment annoncées, le bolchevisme

«communiste» est fondamentalement le même qu'en 1921.

Aujourd'hui la paysannerie, dans la Russie soviétique, est entièrement dépossédée de sa terre. Les sovkhozes sont des fermes gouvernementales sur lesquelles les paysans travaillent en échange d'un salaire, exactement comme l'ouvrier dans une usine. Les bolcheviks appellent cela «l'industrialisation» de l'agriculture, la «transformation du paysan en prolétaire». Dans le kolkhoze, la terre n'appartient que nominalement au village. En fait, elle est la propriété de l'Etat. Celui-ci peut à tout moment — et il le fait souvent — réquisitionner les membres du kolkhoze et leur ordonner de partir travailler dans d'autres régions ou les exiler dans de lointains villages parce qu'ils n'ont pas obéi à ses ordres. Les kolkhozes sont gérés collectivement mais le contrôle gouvernemental est tel que la terre a été en fait expropriée par l'Etat. Celui-ci fixe les impôts qu'il veut ; il décide du prix des céréales ou des autres produits qu'il achète. Ni le paysan individuel ni le village soviétique n'ont leur mot à dire. Imposant de nombreux prélèvements et emprunts étatiques obligatoires, le gouvernement s'approprie les produits des kolkhozes. Il s'arroge également le droit, en invoquant des délits réels ou supposés, de les punir en réquisitionnant toutes leurs céréales.

On s'accorde à dire que la terrible famine de 1921 a été provoquée surtout par la *razverstka*, l'expropriation brutale en vogue à l'époque. C'est à cause de cette famine, et de la révolte qui en résulta, que Lénine décida d'introduire la Nep — la Nouvelle politique économique — qui limita les expropriations menées par l'Etat et permit aux paysans de disposer de certains de leurs surplus pour leur propre usage. La Nep améliora immédiatement les conditions économiques dans le pays. La famine de 1932-1933 fut déclenchée par des méthodes «communistes» semblables : la volonté d'imposer la collectivisation.

On retrouva la même situation qu'en 1921, ce qui força Staline à réviser un peu sa politique. Il comprit que le bien-être d'un

pays, surtout à dominante agraire comme la Russie, dépend principalement de la paysannerie. Le slogan fut lancé : il fallait donner au paysan la possibilité d'accéder à un «bien-être» plus grand. Cette «nouvelle» politique n'est qu'une astuce, un répit temporaire pour le paysan. Elle n'est pas plus communiste que la précédente politique agricole. Depuis le début de la dictature bolchevik, l'Etat n'a fait que poursuivre l'expropriation, avec plus ou moins d'intensité, mais toujours de la même manière ; il dépouille la paysannerie en édictant des lois répressives, en employant la violence, en multipliant chicaneries et représailles, en édictant toutes sortes d'interdictions, exactement comme aux pires jours du tsarisme et de la première guerre. La politique actuelle n'est qu'une variante du «communisme de guerre» de 1920-1921 — avec de plus en plus de «guerre» (de répression armée) et de moins en moins de «communisme». Son «égalité» est celle d'un pénitencier ; sa «liberté» celle d'un groupe de forçats enchaînés. Pas étonnant que les bolcheviks affirment que la liberté est un préjugé bourgeois.

Les thuriféraires de l'Union soviétique insistent sur le fait que le «communisme de guerre» était justifié au début de la Révolution, à l'époque du blocus et des fronts militaires. Mais plus de seize années ont passé. Il n'y a plus ni blocus, ni combats sur les fronts, ni contre-révolution menaçante. Tous les grands Etats du monde ont reconnu l'URSS. Le gouvernement soviétique insiste sur sa bonne volonté envers les Etats bourgeois, sollicite leur coopération et commerce beaucoup avec eux. Il entretient même des relations amicales avec Mussolini et Hitler, ces fameux champions de la liberté. Il aide le capitalisme à faire face à ses tempêtes économiques en achetant des millions de dollars de marchandises et en lui ouvrant de nouveaux marchés.

Voici donc, dans les grandes lignes, ce que la Russie soviétique a accompli durant les dix-sept années qui ont suivi la révolution. Mais en ce qui concerne le communisme proprement dit, le

gouvernement bolchevik suit exactement la même politique qu'auparavant. Il a effectué quelques changements politiques et économiques superficiels, mais fondamentalement il s'agit toujours du même État, fondé sur le même principe de violence et de coercition et qui emploie les mêmes méthodes de terreur et de contrainte que pendant la période 1920-1921.

LA MULTIPLICATION DES CLASSES

Il existe davantage de classes en Russie soviétique aujourd'hui qu'en 1917, et que dans la plupart des autres pays. Les bolcheviks ont créé une vaste bureaucratie soviétique qui jouit de privilèges spéciaux et d'une autorité quasiment illimitée sur les masses ouvrières et paysannes. Cette bureaucratie est elle-même commandée par une classe encore plus privilégiée de «camarades responsables» — la nouvelle aristocratie soviétique.

La classe ouvrière est divisée et subdivisée en une multitude de catégories : les *oudarniki* (les troupes de choc des travailleurs, à qui l'on accorde différents privilèges), les «spécialistes», les artisans, les simples ouvriers et les manœuvres. Il y a les «cellules» d'usines, les comités d'usines, les pionniers, les komsomols, les membres du Parti, qui tous jouissent d'avantages matériels et d'une parcelle d'autorité.

Il existe aussi la vaste classe des *lishenti*, les personnes privées de droits civiques, dont la plupart n'ont pas la possibilité de travailler, ni le droit de vivre dans certains endroits : elles sont pratiquement privées de tout moyen d'existence.

Le fameux «carnet» de l'époque tsariste, qui interdisait aux juifs de vivre dans certaines régions du pays, a été réinstauré pour toute la population grâce à la création du nouveau passeport soviétique.

Au-dessus de toutes ces classes, règne la Guépéou, institution redoutée, secrète, puissante et arbitraire, véritable gouvernement à l'intérieur du

gouvernement. La Guépéou à son tour possède ses propres catégories sociales. Elle a ses forces armées, ses établissements commerciaux et industriels, ses lois et ses règlements, et dispose d'une vaste armée d'esclaves : la population pénitentiaire. Même dans les prisons et les camps de concentration, on trouve différentes classes bénéficiant de privilèges spéciaux.

Dans l'industrie règne le même genre de communisme que dans l'agriculture. Un système Taylor soviétisé fonctionne dans toute la Russie, combinant des normes de qualité très basses et le travail à la pièce — système le plus intensif d'exploitation et de dégradation humaine, et qui suscite d'innombrables différences de salaires et de rémunérations.

Les paiements se font en argent, en rations, en réductions sur les charges (loyers, électricité, etc.), sans parler des primes et des récompenses spéciales pour les *oudarniki*. En clair, c'est le *salarial* qui fonctionne en Russie.

Ai-je besoin d'ajouter qu'un système économique fondé sur le salarial ne peut avoir le moindre lien avec le communisme et en est l'antithèse absolue ?

UNE DICTATURE DE PLUS EN PLUS IMPITOYABLE

Telles sont les principales caractéristiques du système soviétique actuel. Il faut faire preuve d'une naïveté impardonnable, ou d'une hypocrisie encore plus inexcusable, pour prétendre, comme le font les zéloteurs du bolchevisme, que le travail forcé en Russie démontre les capacités «d'auto-organisation des masses dans le domaine de la production».

Étrangement, j'ai rencontré des individus apparemment intelligents qui prétendent que, grâce à de telles méthodes, les bolcheviks «sont en train de construire le communisme». Apparemment certains croient que construire une nouvelle société consiste à détruire brutalement, physiquement et moralement, les plus hautes valeurs de l'humanité. D'autres prétendent que la route de la liberté et de la

coopération passe par l'esclavage des ouvriers et l'élimination des intellectuels. Selon eux, distiller le poison de la haine et de l'envie, instaurer un système généralisé d'espionnage et de terreur, constitue la meilleure façon pour l'humanité de se préparer à l'esprit fraternel du communisme !

Je suis évidemment en total désaccord avec ces conceptions. Rien n'est plus pernicieux que d'avilir un être humain et d'en faire le rouage d'une machine sans âme, de le transformer en serf, en espion ou en victime de cet espion.

Rien n'est plus corrupteur que l'esclavage et le despotisme.

L'absolutisme politique et la dictature ont de nombreux points communs : les moyens et les méthodes utilisés pour atteindre un but donné finissent par devenir l'objectif. L'idéal du communisme, du socialisme, a cessé depuis longtemps d'inspirer les chefs bolcheviks. Le pouvoir et le renforcement du pouvoir sont devenus leur seul but. Mais la soumission abjecte, l'exploitation et l'avilissement des hommes ont transformé la mentalité du peuple.

La nouvelle génération est le produit des principes et méthodes bolcheviks, le résultat de seize années de propagation d'opinions officielles, seules opinions permises dans ce pays. Ayant grandi dans un régime où toutes les idées et les valeurs sont édictées et contrôlées par l'État, la jeunesse soviétique sait peu de choses sur la Russie elle-même, et encore moins sur les autres pays. Cette jeunesse compte de nombreux fanatiques aveugles, à l'esprit étroit et intolérant, elle est privée de toute perception morale, dépourvue du sens de la justice et du droit. A cet élément vient s'ajouter l'influence de la vaste classe des carriéristes, des arrivistes et des égoïstes éduqués dans le dogme bolchevik : «La fin justifie les moyens.» Néanmoins il existe des exceptions dans les rangs de la jeunesse russe. Un bon nombre d'entre eux sont profondément sincères, héroïques et idéalistes. Ils voient et sentent la force des idéaux que revendique bruyamment le Parti. Ils se rendent compte que les masses

ont été trahies. Ils souffrent profondément du cynisme et du mépris que le Parti prône envers toute émotion humaine. La présence des komsomols dans les prisons politiques soviétiques, les camps de concentration et l'exil, et les risques incroyables que certains d'entre eux prennent pour s'enfuir de ce pays prouvent que la jeune génération n'est pas seulement composée d'individus serviles ou craintifs. Non, toute la jeunesse russe n'a pas été transformée en pantins, en fanatiques, ou en adorateurs du trône de Staline et du mausolée de Lénine.

La dictature est devenue une nécessité absolue pour la survie du régime. Car là où règnent un système de classes et l'inégalité sociale, l'État doit recourir à la force et à la répression. La brutalité d'un tel régime est toujours proportionnelle à l'amertume et au ressentiment qu'éprouvent les masses. La terreur étatique est plus forte en Russie soviétique que dans n'importe quel pays du monde civilisé actuel, parce que Staline doit vaincre et réduire en esclavage une centaine de millions de paysans entêtés. C'est parce que le peuple hait le régime que le sabotage industriel est aussi développé en Russie, que les transports sont aussi désorganisés après plus de seize années de gestion pratiquement militarisée ; on ne peut expliquer autrement la terrible famine dans le Sud et le Sud-Est, en dépit des conditions naturelles favorables, malgré les mesures les plus sévères prises pour obliger les paysans à semer et récolter, et malgré l'extermination et la déportation de plus d'un million de paysans dans les camps de travail forcé.

La dictature bolchevik incarne une forme d'absolutisme qui doit sans cesse se durcir pour survivre, qui supprime toute opinion indépendante et toute critique dans le Parti, à l'intérieur même de ses cercles les plus élevés et les plus fermés. Il est significatif, par exemple, que les bolcheviks et leurs agents, stipendiés ou bénévoles, ne cessent d'assurer au reste du monde que «tout va bien en Russie soviétique» et que «la situation s'améliore constamment».

Ce type de discours est aussi crédible que les propos pacifistes que tient Hitler,

alors qu'il accroît frénétiquement sa force militaire.

PRISE D'OTAGES ET PATRIOTISME

Loin de s'adoucir, la dictature est chaque jour plus impitoyable. Le dernier décret contre les prétendus contre-révolutionnaires, ou les traîtres à l'État soviétique, devrait convaincre même certains des plus ardents thuriféraires des miracles accomplis en Russie. Ce décret renforce les lois déjà existantes contre toute personne qui ne peut pas, ou ne veut pas, respecter l'infailibilité de la Sainte Trinité — Marx-Lénine-Staline. Et les effets de ce décret sont encore plus drastiques et cruels contre toute personne jugée coupable. Certes, la prise d'otages n'est pas une nouveauté en Union soviétique. On la pratiquait déjà lorsque je suis revenue vivre pendant deux ans en URSS. Pierre Kropotkine et Vera Figner ont protesté en vain contre cette tache noire sur l'écusson de la révolution russe. Maintenant, au bout de dix-sept années de domination bolchevik, le pouvoir a jugé nécessaire d'édicter un nouveau décret. Non seulement, il renoue avec la pratique de la prise d'otages, mais il punit cruellement tout adulte appartenant à la famille du criminel — supposé ou réel. Voici comment le nouveau décret définit la trahison envers l'État : « tout acte commis par un citoyen de l'URSS et qui nuit aux forces armées de l'URSS, à l'indépendance ou à l'inviolabilité du territoire, tel que l'espionnage, la trahison de secrets militaires ou de secrets d'État, le passage à l'ennemi, la fuite ou le départ en avion vers un pays étranger ».

Les traîtres ont bien sûr toujours été fusillés. Ce qui rend ce nouveau décret encore plus terrifiant c'est la cruelle punition qu'il exige pour tout individu vivant avec la malheureuse victime ou qui lui apporte de l'aide, que le « complice » soit au courant du délit ou en ignore l'existence. Il peut être emprisonné, exilé, ou même

fusillé, perdre ses droits civiques, et être dépossédé de tout ce qu'il a. En d'autres termes, ce nouveau décret institutionnalise une prime pour tous les informateurs qui, afin de sauver leur propre peau, collaboreront avec la Guépéou pour se faire bien voir et dénonceront aux hommes de main de l'État russe l'infortuné parent qui a offensé les Soviétiques.

Ce nouveau décret devrait définitivement balayer tout doute subsistant encore à propos de l'existence du communisme en Russie. Ce texte juridique ne prétend même plus défendre l'internationalisme et les intérêts du prolétariat. Le vieil hymne internationaliste s'est maintenant transformé en une chanson païenne qui vante la patrie et que la presse soviétique servile encense bruyamment : « La défense de la Patrie est la loi suprême de la vie, et celui qui élève la main contre elle, qui la trahit, doit être éliminé. »

Il est désormais évident que la Russie soviétique est, sur le plan politique, un régime de despotisme absolu et, sur le plan économique, la forme la plus grossière du capitalisme d'État.

1. Les intertitres ont été ajoutés par le traducteur (NDLR).

Sur le débat entre Léon Trotsky et Emma Goldman

Les deux textes qui suivent datent des années 1937-1938, années très dures pour Léon Trotsky mais aussi pour Emma Goldman. Tous deux sont des proscrits et mènent leur combat dans des conditions matérielles et politiques très difficiles. Trotsky défend bec et ongles la position prise par le Parti bolchevik en 1921, sans même mentionner qu'il ne joua qu'un rôle limité dans la répression directe de Cronstadt et que les autres dirigeants du Parti à l'époque, de Lénine à Staline en passant par Zinoviev et Kamenev, sont tout aussi responsables. Cette répression, d'ailleurs, coûta plus de vies aux communistes qu'aux insurgés, puisque des milliers de Cronstadtiens s'enfuirent en direction de la Finlande pour éviter d'être faits prisonniers ou fusillés. Mais comme le remarque justement Emma Goldman, Trotsky ne peut à la fois se présenter comme le seul véritable héritier de Lénine et du léninisme, et refuser de rendre des comptes sur ce qu'il a fait (ou approuvé) lorsqu'il était au pouvoir.

Le titre de l'article de Trotsky fait directement allusion à une pièce de Shakespeare (*Much ado about nothing*, *Beaucoup de bruit pour rien*) et éclaire immédiatement la position du fondateur de l'Armée rouge. Trotsky considère tous ses critiques comme des adversaires de la révolution, et il n'existe qu'une vérité : la sienne. Malgré son dogmatisme, son texte a quand même le mérite de présenter une vision politique générale de la période précédant Cronstadt. Emma Goldman, quant à elle, essaie de situer le débat à un autre niveau, plus concret mais aussi plus fécond, même si l'on n'est pas obligé de partager tous les points de son analyse.

Le débat sur les formes que prendra le pouvoir des travailleurs, et les rapports de ce pouvoir à la fois avec les débris de la machine étatique et les différents partis politiques, ouvriers ou bourgeois, ce débat est absolument indispensable et n'a rien d'académique.

Il est significatif que, lors de leurs dernières campagnes électorales, les différentes composantes de l'extrême gauche européenne, de la Socialist Alliance britannique au Bloque de Esquerda portugais en passant par LO, la LCR et le PT en France, aient soigneusement évité de poser le problème des formes que pourrait prendre le pouvoir des travailleurs et qu'ils se soient tous contentés d'une référence vague à un gouvernement ou un contrôle «plus démocratiques» de la population sur l'État. Comme si, 80 ans après Cronstadt, ils étaient prêts à se substituer de nouveau à la classe ouvrière... (Y.C.)

Léon Trotsky : **Beaucoup de tapage** **autour de Cronstadt** (15 janvier 1938)

(Ce texte est extrait des *Œuvres de Trotsky* traduites en français et publiées aux Éditions de documentation internationale. Nous remercions l'Institut Léon Trotsky et Pierre Broué de nous avoir autorisés à le reproduire ici. — N.D.L.R.)

Un «front populaire» d'accusateurs

La campagne autour de Cronstadt est menée dans certains milieux avec une énergie qui ne se relâche pas. On pourrait croire que la révolte de Cronstadt ne s'est pas produite il y a dix-sept ans, mais hier seulement. Anarchistes, mencheviks russes, sociaux-démocrates de gauche du Bureau de Londres, confusionnistes individuels, le journal de Milioukov et, à l'occasion, la grande presse capitaliste participent à cette campagne avec un zèle égal et les mêmes cris de ralliement. En son genre, c'est une sorte de «Front populaire» !

Hier seulement, j'ai trouvé par hasard dans un hebdomadaire mexicain de tendance à la fois catholique réactionnaire et «démocratique», les lignes suivantes : «Trotsky ordonna l'exécution de 1500 (?) marins de Cronstadt, ces purs d'entre les purs. Sa politique quand il était au pouvoir ne différait en rien de la politique actuelle de Staline.» Comme on le sait, c'est la même conclusion qu'ont tirée les anarchistes de gauche. Lorsque, pour la première fois, je répondis brièvement dans la presse aux questions de Wendelin Thomas, membre de la commission d'enquête de New York, le journal des mencheviks russes vola au secours des mutins de Cronstadt et de... Wendelin Thomas. Le journal de Milioukov intervint dans le même sens. Les anarchistes m'attaquèrent encore plus fort. Toutes ces autorités proclamaient que ma réponse à Thomas était sans valeur. Cette unanimité est d'autant plus remarquable que les anarchistes défendent dans le symbole de Cronstadt l'authentique communisme anti-étatique ; à l'époque de l'insurrection de Cronstadt, les mencheviks étaient des

partisans déclarés de la restauration du capitalisme, et, aujourd'hui encore, Milioukov est pour le capitalisme.

Comment l'insurrection de Cronstadt peut-elle être à la fois si chère au cœur des anarchistes, des mencheviks et des contre-révolutionnaires libéraux ? La réponse est simple : tous ces groupes ont intérêt à discréditer l'unique courant révolutionnaire qui n'ait jamais renié son drapeau, qui ne se soit jamais compromis avec l'ennemi, et qui soit le seul à représenter l'avenir. C'est pourquoi il y a parmi les accusateurs attardés de mon «crime» de Cronstadt tellement d'anciens révolutionnaires, ou d'anciens demi-révolutionnaires, de gens qui jugent nécessaire de détourner l'attention des abjections de la III^e Internationale ou de la trahison des anarchistes espagnols. Les staliniens ne peuvent pas encore se joindre ouvertement à la campagne autour de Cronstadt, mais à coup sûr ils se frottent les mains de satisfaction. Autant de coups dirigés contre le «trotskysme», contre le marxisme révolutionnaire, contre la IV^e Internationale !

Mais au juste pourquoi cette confrérie bigarrée s'accroche-t-elle précisément à Cronstadt ? Au cours des années de la révolution, nous avons eu pas mal de conflits avec les Cosaques, les paysans et même avec certaines couches d'ouvriers (des ouvriers de l'Oural organisèrent un régiment de volontaires de l'armée de Koltchak !). La base de ces conflits résidait avant tout dans l'antagonisme entre les ouvriers, en tant que consommateurs, et les paysans, en tant que producteurs et vendeurs du pain. Sous la pression du besoin et des privations, les ouvriers eux-mêmes se divisaient

épisodiquement en camps hostiles ; selon qu'ils étaient plus ou moins liés au village. L'Armée rouge elle-même subissait l'influence de la campagne. Pendant les années de guerre civile, il fallut plus d'une fois désarmer des régiments mécontents ! L'introduction de la «Nouvelle politique économique» (Nep) atténua les frictions, mais fut loin de les faire disparaître complètement. Au contraire, elle prépara la réapparition des koulaks et conduisit, au début de la présente décennie, à la renaissance de la guerre civile dans les campagnes. L'insurrection de Cronstadt ne fut qu'un épisode dans l'histoire des relations entre la ville prolétarienne et le village petit-bourgeois ; on ne peut comprendre cet épisode qu'en le mettant en liaison avec la marche générale du développement de la lutte des classes au cours de la révolution.

Cronstadt ne diffère de la longue liste des autres mouvements et soulèvements petits-bourgeois que par son aspect sensationnel. Il s'agissait d'une forteresse maritime, située à proximité de Petrograd. Pendant le soulèvement, on fit des proclamations, on lança des appels par radio. Les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes, accourus précipitamment de Petrograd, embellirent le soulèvement avec des phrases et des gestes «nobles». Tout ce travail laissa des traces imprimées. A l'aide de ce matériel documentaire (en fait, de fausses étiquettes), il n'est pas difficile de bâtir une légende autour de Cronstadt, d'autant plus exaltée que, depuis 1917, le nom de Cronstadt était entouré d'une auréole révolutionnaire. Ce n'est pas pour rien que la revue mexicaine ci-dessus mentionnée appelle ironiquement les marins de Cronstadt «les purs entre les purs».

La spéculation sur le prestige révolutionnaire de Cronstadt est un des principaux traits de cette campagne véritablement charlatanesque. Anarchistes, mencheviks, libéraux, réactionnaires, tentent de présenter les choses comme si, au début de 1921, les bolcheviks avaient retourné leurs armes contre ces mêmes marins de Cronstadt qui avaient assuré la victoire de l'insurrection d'Octobre. C'est le point de

départ de tout l'édifice de leur mensonge. Qui veut en mesurer la profondeur doit avant tout lire l'article du camarade J. G. Wright dans *New International*. Mon objectif est différent : je veux caractériser la physionomie du soulèvement de Cronstadt d'un point de vue plus général.

Les groupements sociaux et politiques à Cronstadt

La révolution est «faite» directement par une minorité. Cependant le succès d'une révolution n'est possible que si cette minorité trouve un appui plus ou moins grand, ou au moins une amicale neutralité de la part de la majorité. La succession des divers stades de la révolution, de même que le passage de la révolution à la contre-révolution sont directement déterminés par les modifications des rapports politiques entre minorité et majorité, entre avant-garde et classe.

Parmi les marins de Cronstadt, il y avait trois couches politiques : les révolutionnaires prolétariens, certains ayant un sérieux passé de luttes et une trempe révolutionnaire ; la couche intermédiaire, la majorité essentiellement d'origine paysanne, et enfin une couche de réactionnaires, fils de koulaks, de boutiquiers et de popes. Au temps du tsar, l'ordre ne pouvait être maintenu sur les bateaux de guerre et dans la forteresse que dans la mesure où le corps des officiers, par l'intermédiaire de la partie réactionnaire des sous-officiers et des marins, exerçait son influence ou sa terreur sur la large couche intermédiaire, isolant ainsi les révolutionnaires, qui étaient surtout les mécaniciens, les artilleurs, les électriciens, c'est-à-dire surtout des ouvriers des villes.

L'histoire de la mutinerie du cuirassé *Potemkine*, en 1905 repose intégralement sur les relations réciproques entre ces trois couches, c'est-à-dire la lutte des couches extrêmes, prolétarienne et petite-bourgeoise réactionnaire, pour exercer l'influence dominante sur la couche paysanne intermédiaire, la plus nombreuse. Celui qui n'a pas compris ce problème, qui constitua

l'axe du mouvement révolutionnaire dans la flotte, ferait mieux de se taire sur les problèmes de la révolution russe en général. Car elle fut tout entière, et, pour une large part, elle est encore aujourd'hui une lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie pour influencer de façon décisive la classe paysanne. La bourgeoisie, durant la période soviétique, s'est présentée surtout dans la personne des koulaks, c'est-à-dire des sommets de la petite-bourgeoisie, de l'intelligentsia «socialiste», et, maintenant sous la forme de la bureaucratie «communiste». Telle est la mécanique fondamentale de la révolution à toutes ses étapes.

Dans la flotte, cette mécanique a pris une expression plus concentrée, et par là plus dramatique.

La composition politique du soviet de Cronstadt reflétait la composition sociale de la garnison et des équipages. Dès l'été 1917, la direction du soviet appartenait au Parti bolchevik. Il s'appuyait sur la meilleure partie des marins et comprenait nombre de révolutionnaires passés par l'illégalité, libérés des bagnes.

Mais les bolcheviks constituaient, si je me souviens bien, même durant les journées de l'insurrection d'Octobre, moins de la moitié du soviet. Plus de la moitié était constituée par les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes. Les mencheviks n'existaient absolument pas à Cronstadt. Le Parti menchevik haïssait Cronstadt.

Les socialistes-révolutionnaires officiels n'avaient d'ailleurs pas à son égard une attitude meilleure.

Les socialistes-révolutionnaires de Cronstadt étaient passés très vite à l'opposition contre Kerenski et constituaient un des détachements de choc de ceux qu'on appelait les socialistes-révolutionnaires «de gauche». Ils s'appuyaient sur les éléments paysans de la flotte et sur la garnison de terre.

Quant aux anarchistes, ils constituaient le groupe le plus bigarré. Il y avait parmi eux d'authentiques révolutionnaires, du genre de Jouk ou de Jelezniak; mais c'étaient des

individus isolés, étroitement liés aux bolcheviks.

La majorité des «anarchistes» de Cronstadt représentait la masse petite-bourgeoise de la ville et, du point de vue du niveau révolutionnaire, était au-dessous des socialistes-révolutionnaires de gauche. Le président du soviet était un sans-parti, «sympathisant anarchiste», mais au fond un petit fonctionnaire tout à fait paisible, qui avait été auparavant plein de déférence pour les autorités tsaristes et l'était maintenant pour la révolution.

L'absence complète de mencheviks, le caractère «gauche» des socialistes-révolutionnaires et la coloration anarchiste de la petite-bourgeoisie s'expliquent par l'acuité de la lutte révolutionnaire de la flotte et l'influence dominante de la partie prolétarienne des marins.

Les modifications intervenues pendant les années de la guerre civile

Cette caractérisation politique et sociale de Cronstadt que l'on pourrait, si l'on voulait, corroborer et illustrer par de nombreux faits et documents, permet déjà d'entrevoir les modifications qui se sont produites à Cronstadt durant les années de la guerre civile et dont le résultat fut de changer sa physionomie jusqu'à la rendre méconnaissable. C'est précisément sur ce côté très important de la question que mes accusateurs tardifs ne disent pas un mot, en partie par ignorance, en partie par mauvaise foi.

Oui, Cronstadt fut une page héroïque de l'histoire de la révolution. Mais la guerre civile commença à dépeupler systématiquement Cronstadt et toute la flotte de la Baltique.

Déjà, dans les journées de l'insurrection d'Octobre, des détachements de marins de Cronstadt furent envoyés en renfort à Moscou. D'autres furent ensuite dirigés sur le Don, en Ukraine, pour réquisitionner le blé, organiser le pouvoir local. Les premiers temps, Cronstadt semblait inépuisable.

Il m'arriva d'envoyer de différents fronts des dizaines de télégrammes réclamant la mobilisation de nouveaux détachements

«sûrs», formés d'ouvriers de Petrograd et de marins de la Baltique. Mais, dès la fin de 1918 et en tout cas pas plus tard que 1919, les fronts commencèrent à se plaindre que les nouveaux détachements marins de Cronstadt n'étaient pas bons, qu'ils étaient exigeants, indisciplinés, peu sûrs au combat, en somme plus nuisibles qu'utiles. Après la liquidation de Ioudénitch à l'hiver 1919, la flotte de la Baltique et Cronstadt tombèrent dans une prostration totale. On en avait retiré tout ce qui avait quelque valeur, pour le jeter dans le Sud, contre Denikine.

Si les marins de Cronstadt de 1917-1918 s'étaient trouvés considérablement au-dessus du niveau de l'Armée rouge et avaient constitué l'armature de ses premiers détachements, de même que l'armature du régime soviétique dans de nombreux gouvernements, les marins qui étaient restés dans le Cronstadt «en paix» jusqu'au début de 1921 sans trouver d'emploi sur aucun des fronts de la guerre civile, étaient en règle générale considérablement au-dessous du niveau moyen de l'Armée rouge, et contenaient un fort pourcentage d'éléments complètement démoralisés qui portaient d'élégants pantalons bouffants et se coiffaient comme des souteneurs.

La démoralisation sur la base de la famine et de la spéculation avait de façon générale terriblement augmenté vers la fin de la guerre civile. Ce qu'on appelait le *mechotchnitchestvo* («le petit marché noir») avait revêtu le caractère d'un fléau social qui menaçait d'étrangler la révolution. Et, à Cronstadt particulièrement, garnison qui était oisive et vivait sur son passé, la démoralisation avait atteint des proportions très importantes. Quand la situation devint particulièrement difficile dans Petrograd affamée, on examina plus d'une fois, au Bureau politique, la question de savoir s'il ne fallait pas faire un «emprunt intérieur» à Cronstadt, où restaient encore d'importantes réserves de denrées variées. Mais les délégués des ouvriers de Petrograd répondaient : «Ils ne nous donneront rien de plein gré. Ils trafiquent sur les draps, le charbon, le pain. A Cronstadt aujourd'hui, toute la racaille a relevé la tête.» Telle était

la situation réelle, sans les doucereuses idéalizations faites après coup.

Il faut ajouter encore que s'étaient réfugiés dans la flotte de la Baltique, en se portant «vo-lontaires», des marins lettons et estoniens qui craignaient de partir au front et cherchaient à revenir dans leurs patries bourgeoises, la Lettonie et l'Estonie. Ces éléments étaient résolument hostiles au pouvoir soviétique et ont bien manifesté cette hostilité pendant les journées de l'insurrection de Cronstadt. Et, en même temps, des milliers et des milliers d'ouvriers lettons, surtout d'anciens manœuvres, faisaient preuve, sur tous les fronts de la guerre civile, d'un héroïsme sans précédent... On ne peut mettre dans le même sac ni tous les Lettons ni tous ceux de Cronstadt. Il faut savoir opérer les différenciations politiques et sociales.

Les causes sociales du soulèvement

La tâche d'une enquête sérieuse est de déterminer, sur la base de données objectives, la nature sociale et politique de la rébellion de Cronstadt et la place qu'elle occupe dans le développement de la révolution. En dehors de cela, la «critique» se réduit à des lamentations sentimentales du type pacifiste à la manière d'Alexandre Berkman, d'Emma Goldman et de leurs émules récents. Ces messieurs n'ont pas la moindre notion des critères et des méthodes d'une enquête scientifique. Ils citent les appels des insurgés comme des prédicateurs dévots citent les Saintes Écritures. Ils se plaignent d'ailleurs que je ne tiens pas compte des «documents», c'est-à-dire de l'Évangile selon Makhno et autres apôtres. «Tenir compte» des documents ne signifie pas les croire sur parole. Marx disait déjà qu'on ne pouvait pas juger les partis ni les individus sur ce qu'ils disent d'eux-mêmes. Le caractère d'un parti est déterminé beaucoup plus par sa composition sociale, son passé, ses relations avec les différentes classes et couches sociales que par ses déclarations verbales ou écrites, surtout quand elles sont faites au moment critique de la guerre civile. Si nous nous mettions, par exemple, à prendre pour argent

comptant les innombrables proclamations de Negrin, Companys, Garcia Oliver et Cie, nous devrions reconnaître que ces messieurs sont les amis ardents du socialisme. Ils sont pourtant en fait ses perfides ennemis.

En 1917-1918, les ouvriers révolutionnaires entraînent derrière eux la masse paysanne, non seulement dans la flotte, mais également dans tout le pays. Les paysans s'emparèrent de la terre et la partagèrent, le plus souvent sous la direction des marins et des soldats qui rentraient dans leur village. Les réquisitions de pain ne faisaient que commencer et se limitaient d'ailleurs presque totalement à frapper les hobereaux et les koulaks. Les paysans se firent aux réquisitions comme à un mal temporaire. Mais la guerre civile dura trois ans. La ville ne donnait presque rien au village et lui prenait presque tout, surtout pour les besoins de la guerre. Les paysans avaient approuvé les «bolcheviks», mais devenaient de plus en plus hostiles aux «communistes». Si au cours de la période précédente, les ouvriers avaient mené en avant les paysans, les paysans maintenant tiraient les ouvriers en arrière. C'est seulement par suite d'un tel changement d'état d'esprit que les Blancs réussirent à attirer partiellement à eux des paysans et même des demi-ouvriers et demi-paysans de l'Oural. C'est de ce même état d'esprit, c'est-à-dire de l'hostilité à l'égard de la ville, que s'est nourri le mouvement de Makhno, lequel arrêta et pillait les trains destinés aux fabriques, aux usines et à l'Armée rouge, détruisait les voies ferrées, exterminait les communistes, etc. Bien entendu, Makhno appelait cela la lutte anarchiste contre l'«État». En fait, c'était la lutte du petit propriétaire exaspéré contre la dictature prolétarienne. Un mouvement analogue se produisit dans un certain nombre d'autres provinces, surtout dans celle de Tambov, sous le drapeau des «socialistes-révolutionnaires». Enfin, dans diverses parties du pays, étaient à l'œuvre des détachements paysans qu'on appelait «les Verts», qui ne voulaient reconnaître ni les Rouges ni les Blancs et se tenaient à l'écart des partis de la ville. Les «Verts» se

mesuraient parfois aux Blancs et reçurent d'eux de cruelles leçons; mais ils ne rencontraient certes pas de pitié de la part des Rouges non plus. De même que la petite-bourgeoisie est broyée entre les meules du grand capital et du prolétariat, de même les détachements de partisans paysans étaient réduits en poudre entre l'Armée rouge et l'Armée blanche.

Seul un homme à l'esprit tout à fait creux peut voir dans les bandes de Makhno ou dans l'insurrection de Cronstadt une lutte entre les principes abstraits de l'anarchisme et du socialisme d'État. Ces mouvements étaient en fait les convulsions de la petite-bourgeoisie paysanne, laquelle voulait assurément s'affranchir du capital, mais en même temps n'était nullement d'accord pour se soumettre à la dictature du prolétariat. Elle ne savait pas concrètement ce qu'elle voulait elle-même et, de par sa situation, ne pouvait pas le savoir. C'est pourquoi elle couvrait si facilement la confusion de ses revendications tantôt du drapeau anarchiste et tantôt du drapeau populiste, tantôt d'un simple drapeau «vert». S'opposant au prolétariat, elle tentait, sous tous ces drapeaux, de faire tourner à l'envers la roue de la révolution.

Le caractère contre-révolutionnaire de la rébellion de Cronstadt

Entre les diverses couches sociales et politiques de Cronstadt, il n'y avait évidemment pas de cloisons étanches. Pour prendre soin des machines, il était resté à Cronstadt un certain nombre d'ouvriers et de techniciens qualifiés. Mais leur sélection s'était faite par élimination, et c'étaient les moins sûrs politiquement et les moins propres à la guerre civile qui étaient restés. C'est de ces éléments que sortirent par la suite plusieurs «chefs» du mouvement. Cependant, ce fait absolument naturel et inévitable, que certains accusateurs soulignent triomphalement, ne change en rien la physionomie anti-prolétarienne de la rébellion. Si on ne se laisse pas abuser par des mots d'ordre pompeux, de fausses étiquettes, etc., le soulèvement de Cronstadt n'apparaît que comme une réaction armée de

la petite-bourgeoisie contre les difficultés de la révolution socialiste et la rigueur de la dictature prolétarienne. C'est précisément la signification du mot d'ordre de Cronstadt, «Les soviets sans communistes», dont se sont immédiatement emparés non seulement les socialistes-révolutionnaires, mais aussi les libéraux bourgeois.

En tant que représentant le plus perspicace du capital, le professeur Milioukov comprenait qu'affranchir les soviets de la direction des communistes, c'était tuer à bref délai les soviets. C'est confirmé par l'expérience des soviets russes dans la période du règne des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires et plus clairement encore par l'expérience des soviets allemands et autrichiens sous le règne de la social-démocratie. Les soviets dominés par les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes ne pouvaient servir que de marchepieds pour passer de la dictature du prolétariat à la restauration capitaliste. Ils n'auraient pu jouer aucun autre rôle, quelles qu'aient été les «idées» de leurs membres. Le soulèvement de Cronstadt avait ainsi un caractère contre-révolutionnaire.

Du point de vue de classe, lequel — sans offenser messieurs les éclectiques — demeure le critère fondamental, non seulement pour la politique, mais aussi pour l'histoire, il est extrêmement important de comparer le comportement de Cronstadt à celui de Petrograd dans ces journées critiques. De Petrograd aussi, on avait extrait toute la couche dirigeante des ouvriers. Dans la capitale désertée régnaient la famine et le froid, plus cruellement encore peut-être qu'à Moscou. Période héroïque et tragique ! Tous étaient affamés et irrités. Tout le monde était mécontent.

Il y avait dans les usines une sourde fermentation. En coulisse, des organisateurs venus des socialistes-révolutionnaires et des officiers blancs tentaient de lier le soulèvement militaire à un mouvement d'ouvriers mécontents. Le journal de Cronstadt parlait de barricades à Petrograd, de milliers de tués. La presse du monde entier le répétait. Mais en réalité il s'est produit un phénomène inverse. Le

soulèvement de Cronstadt n'a pas attiré, mais repoussé les ouvriers de Petrograd. La démarcation s'opéra selon la ligne des classes.

Les ouvriers sentirent immédiatement que les rebelles de Cronstadt se trouvaient de l'autre côté de la barricade, et ils soutinrent le pouvoir soviétique. L'isolement politique de Cronstadt fut la cause de son manque d'assurance interne et de sa défaite militaire.

La Nep et l'insurrection de Cronstadt

Victor Serge, qui semble vouloir fabriquer une synthèse quelconque de l'«anarchisme», du poumisme et du marxisme, s'est mêlé bien malencontreusement à la discussion sur Cronstadt. Selon lui, l'introduction, une année plus tôt, de la Nep aurait pu éviter le soulèvement. Admettons-le.

Mais il est très difficile de donner après coup de tels conseils. Certes, comme Serge le fait remarquer, j'avais proposé dès le début de 1920 le passage à la Nep. Mais je n'étais nullement convaincu d'avance du succès. Ce n'était pas pour moi un secret que le remède pouvait s'avérer pire que le mal. Quand je me heurtai à l'opposition de la direction du parti, je ne fis pas ouvertement appel à la base, pour ne pas mobiliser la petite-bourgeoisie contre les ouvriers. Il fallut l'expérience des douze mois qui suivirent pour convaincre le parti de la nécessité d'un cours nouveau.

Mais il est remarquable que précisément les anarchistes de tous les pays aient accueilli la Nep comme... une trahison du communisme. Et maintenant, les avocats des anarchistes nous accusent de ne pas l'avoir introduite une année plus tôt !

Au cours de l'année 1921, Lénine a plus d'une fois publiquement reconnu que l'obstination du Parti à maintenir les méthodes du communisme de guerre était devenue une grave erreur. Mais qu'est-ce que cela change à l'affaire ? Quelles qu'aient été les causes de l'insurrection de Cronstadt, immédiates ou lointaines, sa signification était celle d'une menace mortelle pour la dictature du prolétariat.

La révolution prolétarienne, même si elle avait commis une erreur politique, devait-elle se punir elle-même et se suicider?

Ou peut-être suffisait-il de communiquer aux insurgés de Cronstadt les décrets sur la Nep pour les apaiser de cette façon ? Illusion ! Les insurgés n'avaient pas consciemment de programme, et, par la nature même de la petite-bourgeoisie, ne pouvaient pas en avoir.

Eux-mêmes ne comprenaient pas clairement que leurs pères et leurs frères avaient, avant tout, besoin de la liberté du commerce. Ils étaient mécontents, révoltés, mais ne connaissaient pas d'issue. Les éléments les plus conscients, c'est-à-dire les plus à droite, qui agissaient en coulisse, voulaient la restauration du régime bourgeois.

Mais ils n'en parlaient pas à voix haute. L'aile «gauche» voulait la liquidation de la discipline, les «soviets libres» et une meilleure pitance. Le régime de la Nep ne pouvait apaiser les paysans que graduellement, et, à la suite des paysans, la partie mécontente de l'armée et de la flotte. Mais il fallait pour cela l'expérience et le temps.

Il est plus puéril encore de prétendre que l'insurrection n'était pas une insurrection, que les marins ne proféraient aucune menace, qu'ils s'étaient «seulement» emparés de la forteresse et des bâtiments de guerre, etc. Cela veut dire que si les bolcheviks ont attaqué la forteresse en passant sur la glace, la poitrine à découvert, c'est uniquement à cause de leur mauvais caractère, de leur penchant à provoquer artificiellement des conflits, de leur haine des marins de Cronstadt ou de la doctrine anarchiste (à laquelle, soit dit en passant, personne ne pensait en ces jours-là). N'est-ce pas là bavardage puéril ?

Se mouvant librement dans l'espace et le temps, des critiques dilettantes essaient — dix-sept ans après — de nous suggérer l'idée que tout se serait terminé à la satisfaction générale, si la révolution avait laissé à eux-mêmes les marins insurgés. Mais le malheur est que la contre-révolution ne les aurait nullement laissés à eux-mêmes. La logique

de la lutte donnait, dans la forteresse, l'avantage aux éléments les plus extrémistes, c'est-à-dire aux contre-révolutionnaires. Le besoin de ravitaillement aurait placé la forteresse dans la dépendance directe de la bourgeoisie étrangère et de ses agents, les émigrés blancs. Tous les préparatifs nécessaires pour cela étaient déjà en cours.

Attendre passivement, dans de telles conditions, un dénouement heureux, c'est sans doute ce dont auraient été capables des gens du type des anarcho-syndicalistes espagnols ou des poumistes. Par bonheur les bolcheviks appartenaient à une autre école. Ils considéraient que leur devoir était d'éteindre l'incendie dès le début, et par conséquent, avec le moins de victimes.

Les «insurgés de Cronstadt» sans forteresse

Au fond, messieurs les critiques sont les adversaires de la dictature du prolétariat, et, de ce fait, les adversaires de la révolution. C'est en cela que tient tout le secret. Certes, un certain nombre d'entre eux admettent en paroles révolution et dictature. Mais cela ne vaut guère mieux. Ils veulent une révolution qui ne mènerait pas à la dictature et une dictature qui s'exercerait sans contrainte.

Ce serait bien entendu une dictature fort «agréable». Mais cela exige quelques détails : un développement très régulier et surtout, un niveau très élevé des masses travailleuses. Dans de telles conditions, la dictature ne serait plus nécessaire. Certains anarchistes, qui sont au fond des pédagogues libéraux, espèrent que, dans cent ou dans mille ans, les travailleurs auront atteint un niveau de développement si élevé que la contrainte sera inutile. Assurément, si le capitalisme était capable de mener à un tel développement, il serait inutile de le renverser. Il n'y aurait aucun besoin, ni de révolution violente, ni de la dictature qui est la conséquence inévitable de la victoire révolutionnaire. Cependant le capitalisme décadent actuel laisse peu de place aux illusions humanitaires et pacifistes.

La classe ouvrière — pour ne pas parler des masses semi-prolétariennes — est

hétérogène, socialement comme politiquement. La lutte des classes engendre la formation d'une avant-garde qui attire à elle les meilleurs éléments de la classe. La révolution est possible au moment où l'avant-garde réussit à entraîner avec elle la majorité du prolétariat. Mais cela ne signifie nullement que disparaissent les contradictions entre les travailleurs eux-mêmes. Au point culminant de la révolution, elles sont certes atténuées, mais seulement pour se manifester, ensuite, à la seconde étape, dans toute leur acuité. Telle est la marche de la révolution dans son ensemble. Telle fut sa marche à Cronstadt. Quand des raisonneurs en pantoufles veulent prescrire après coup à la révolution d'Octobre un autre itinéraire, nous ne pouvons que leur demander respectueusement de nous indiquer où et quand leurs grands principes se sont trouvés confirmés en pratique, ne fût-ce que partiellement, ne fût-ce que tendanciellement ? Où sont les signes qui permettent de compter à l'avenir sur le triomphe de ces principes ? Nous n'aurons bien entendu jamais de réponse.

La révolution a ses lois. Nous avons formulé depuis longtemps ces «leçons d'Octobre», qui ont une importance non seulement russe, mais également internationale. Personne n'a tenté de proposer d'autres «leçons». La révolution espagnole confirme par la négative les «leçons d'Octobre». Mais les critiques sévères se taisent ou se dérobent. Le gouvernement de «Front populaire» étrangle la révolution socialiste et fusille les révolutionnaires : les anarchistes participent à ce gouvernement et, quand on les chasse, ils continuent à soutenir les bourreaux. Et leurs avocats et alliés étrangers s'occupent pendant ce temps de défendre... la rébellion de Cronstadt contre les féroces bolcheviks. Ignoble comédie !

Les discussions actuelles autour de Cronstadt tournent autour du même axe de classe que le soulèvement de Cronstadt lui-même, au travers duquel la partie

réactionnaire des marins tentait de renverser la dictature du prolétariat. Sentant leur impuissance sur l'arène de la politique révolutionnaire d'aujourd'hui, les confusionnistes et les éclectiques petits-bourgeois tentent d'utiliser le vieil épisode de Cronstadt pour combattre la IV^e Internationale, c'est-à-dire le parti mondial de la révolution prolétarienne.

Ces «Cronstadtiens» modernes seront écrasés comme les autres, sans avoir recours aux armes, il est vrai, car, heureusement, ils n'ont pas de forteresse.

Trotsky proteste beaucoup trop

(Brochure publiée en anglais en 1938, inédite en français.)

Ce pamphlet développe les idées exposées dans un article de *Vanguard*, mensuel anarchiste édité à New York. Il fut publié dans le numéro de juillet 1938, mais comme cette revue disposait d'un espace limité, seule une partie du manuscrit original fut mise à la disposition des lecteurs. Je présente ici une version à la fois corrigée et développée (E.G.).

Léon Trotsky affirmera certainement que toute critique de son rôle durant la tragédie de Cronstadt ne fait que renforcer et encourager son ennemi mortel : Staline. Mais c'est parce que Trotsky ne peut concevoir que quelqu'un puisse détester le sauvage qui règne au Kremlin et le cruel régime qu'il dirige, tout en refusant d'exonérer Léon Trotsky pour le crime qu'il a commis contre les marins de Cronstadt.

A mon avis, aucune différence fondamentale ne sépare les deux protagonistes de ce généreux système dictatorial, à part le fait que Léon Trotsky ne se trouve plus au pouvoir pour en prodiguer les bienfaits, ce qui n'est pas le cas de Staline. Non, je ne défends pas le dirigeant actuel de la Russie.

Je dois cependant souligner que Staline n'est pas descendu du ciel pour venir persécuter tout d'un coup l'infortuné peuple russe. Il se contente de continuer la tradition bolchevique, même s'il agit d'une manière plus impitoyable.

Le processus qui a consisté à déposséder les masses russes de leur révolution a commencé presque immédiatement après la prise de pouvoir par Lénine et son parti. L'instauration d'une discrimination grossière dans le rationnement et le logement, la suppression de toutes les libertés politiques, les persécutions et les arrestations continuelles sont devenues le quotidien des masses russes.

Il est vrai que les purges de l'époque ne visaient pas les membres du parti, même si certains communistes furent aussi jetés dans les prisons et les camps de concentration. Il faut souligner que les militants de la première Opposition ouvrière et leurs dirigeants furent rapidement éliminés. Chliapnikov fut envoyé «se reposer» dans le Caucase et Alexandra Kollontai placée en résidence surveillée.

Mais tous les autres opposants politiques (mencheviks, socialistes-révolutionnaires, anarchistes ainsi qu'une grande partie des intellectuels libéraux) et de nombreux ouvriers et paysans furent emprisonnés sans ménagement dans les geôles de la Tcheka, ou exilés dans des régions éloignées de la Russie et de la Sibérie où ils étaient condamnés à une mort lente.

En d'autres termes, ce n'est pas Staline qui a inventé la théorie et les méthodes qui ont écrasé la révolution russe et forgé de nouvelles chaînes au peuple russe. Certes, je l'admets bien volontiers, la dictature est devenue monstrueuse sous le règne de Staline. Mais cela ne diminue pas pour autant la culpabilité de Léon Trotsky qui fut l'un des acteurs du drame révolutionnaire dont Cronstadt a constitué l'une des scènes les plus sanglantes.

J'ai devant moi les deux numéros de février et avril 1938 de *New International*, l'organe officiel de Trotsky. Ils contiennent des articles de John G. Wright, cent pour cent trotskyste, et du Grand Patron lui-même.

Ces textes prétendent réfuter les

accusations portées contre Trotsky à propos de Cronstadt. M. Wright fait surtout écho à la voix de son maître et ses documents ne sont pas de première main. De plus, il ne se trouvait pas personnellement en Russie en 1921. Je préfère donc m'intéresser surtout aux propos de Léon Trotsky. Au moins, lui

a le sinistre mérite d'avoir participé à la «liquidation» de Cronstadt.

Cependant, l'article de Wright contient quelques inexactitudes imprudentes qui doivent être démasquées tout de suite. Je les dénoncerai d'abord rapidement et je m'occuperai ensuite des arguments de son maître à penser.

John G. Wright prétend que *La Révolte de Cronstadt* d'Alexandre Berkman «ne fait que reformuler des interprétations et de prétendus faits fournis par les socialistes révolutionnaires de droite, et recueillis dans *La Vérité sur la Russie* de Volya, édité à Prague en 1921.

Ce monsieur accuse ensuite Alexandre Berkman «d'être un homme peu scrupuleux, un plagiaire qui se livre à d'insignifiantes retouches et a pour habitude de dissimuler la source véritable de ce qu'il présente comme sa propre analyse». La vie et l'œuvre d'Alexandre Berkman font de lui l'un des plus grands penseurs et combattants révolutionnaires, un homme entièrement dévoué à son idéal. Ceux qui l'ont connu peuvent témoigner de son honnêteté dans toutes ses actions, ainsi que de son intégrité en tant qu'écrivain. (...) ⁽¹⁾.

Le communiste moyen, qu'il soit fidèle à Trotsky ou à Staline, connaît à peu près autant la littérature anarchiste et ses auteurs que, disons, un catholique connaît Voltaire ou Thomas Paine. L'idée même que l'on doit s'enquérir de la position de ses adversaires politiques avant de les descendre en flammes est considérée comme une hérésie par la hiérarchie communiste. Je ne pense donc pas que John G. Wright mente de façon délibérée à propos d'Alexandre Berkman. Je crois plus simplement qu'il est profondément ignorant.

Durant toute sa vie Alexandre Berkman a tenu des journaux personnels. Même pendant les quatorze années de supplices qu'il a endurées au Western Penitentiary aux États-Unis, Alexandre Berkman a toujours réussi à tenir un journal qu'il m'envoyait clandestinement à cette époque. Sur le bateau, le *S.S. Buford*, qui nous

emmena en Russie au cours d'un long et périlleux voyage de 28 jours, mon camarade continua à tenir son journal et il maintint cette vieille habitude durant les 23 mois que nous passâmes en Russie.

Les *Mémoires de prison d'un anarchiste* que même des critiques conservateurs ont comparé à *La Maison des morts* de Fiodor Dostoïevski, ont été conçus à partir de son journal. *La Révolte de Cronstadt* et *Le Mythe bolchevik* sont aussi le produit de ses notes prises quotidiennement en Russie. Il est donc stupide d'accuser la brochure de Berkman sur Cronstadt de «reformuler des faits inventés», présentés auparavant dans un livre des socialistes-révolutionnaires édité à Prague.

Tout aussi fantaisiste est l'accusation portée par Wright contre Alexandre Berkman d'avoir nié la présence du général Kozlovsky à Cronstadt.

Dans *La Révolte de Cronstadt* (p. 15), mon vieil ami écrit en effet : «L'ex-général Kozlovsky se trouvait effectivement à Cronstadt. C'est Trotsky qui l'avait placé là-bas en tant que spécialiste de l'artillerie. Il n'a joué absolument aucun rôle dans les événements de Cronstadt.» Et Zinoviev en personne le confirma, alors qu'il était au zénith de sa gloire. Au cours de la session extraordinaire du soviet de Petrograd, le 4 mars 1921, session convoquée pour décider du sort de Cronstadt, Zinoviev déclara : «Bien sûr, Kozlovsky est vieux et ne peut rien faire, mais les officiers blancs sont derrière lui et ils trompent les marins.» Et Alexandre Berkman souligna que les marins n'avaient accepté les services d'aucun général choucho de Trotsky, et qu'ils avaient refusé les provisions et les autres aides proposées par Victor Tchernov, dirigeant des socialistes-révolutionnaires de droite à Paris.

Les trotskystes considèrent certainement que c'est faire preuve de sentimentalisme bourgeois que de permettre aux marins calomniés de s'exprimer et de se défendre. Cette conception des rapports avec un adversaire politique, ce jésuitisme détestable, a fait davantage pour détruire le mouvement ouvrier dans son ensemble

qu'aucune des tactiques «sacrées» du bolchevisme.

Pour que le lecteur puisse décider qui a raison, des accusateurs de Cronstadt, ou des marins qui se sont exprimés clairement à l'époque, je reproduis ici le message radio envoyé aux ouvriers du monde entier le 6 mars 1921 : «Notre cause est juste : nous sommes partisans du pouvoir des soviets, non des partis. Nous sommes pour l'élection libre de représentants des masses travailleuses. Les soviets fantoches manipulés par le Parti communiste ont toujours été sourds à nos besoins et à nos revendications ; nous n'avons reçu qu'une réponse : la mitraille (...). Camarades ! Non seulement ils vous trompent, mais ils travestissent délibérément la vérité et nous diffament de la façon la plus méprisable (...). A Cronstadt, tout le pouvoir est exclusivement entre les mains des marins, soldats et ouvriers révolutionnaires — non entre celles des contre-révolutionnaires dirigés par un certain Kozlovsky, comme la radio de Moscou essaie mensongèrement de vous le faire croire (...). Ne tardez pas, camarades ! Rejoignez-nous, contactez-nous ; demandez à ce que vos délégués puissent venir nous rendre visite à Cronstadt. Seuls vos délégués pourront vous dire la vérité et dénoncer les abominables calomnies sur le pain offert par les Finlandais et l'aide proposée par l'Entente. Vive le prolétariat et la paysannerie révolutionnaire ! Vive le pouvoir des soviets librement élus !»

Les marins prétendument «dirigés» par Kozlovsky demandent aux ouvriers du monde entier d'envoyer des délégués afin qu'ils vérifient si les ignobles calomnies diffusées par la presse soviétique contre eux ont le moindre fondement !

Léon Trotsky est surpris et s'indigne lorsque quiconque ose protester contre la répression de Cronstadt. Après tout, ces événements se sont déroulés il y a très longtemps, dix-sept années ont passé, et il s'agirait seulement d'un «épisode dans l'histoire des relations entre la ville prolétarienne et le village petit-bourgeois». Pourquoi faire tellement de «tapage»

aujourd'hui ? A moins que l'on veuille «discréditer l'unique courant révolutionnaire qui n'ait jamais renié son drapeau, qui ne se soit jamais compromis avec l'ennemi, et qui soit le seul à représenter l'avenir». L'égotisme de Léon Trotsky, que ses amis et partisans connaissent bien, a toujours été remarquable. Depuis que les persécutions de son ennemi mortel l'ont doté d'une sorte de baguette magique, sa suffisance a atteint des proportions alarmantes.

Léon Trotsky est outré que l'on se penche de nouveau sur l'«épisode» de Cronstadt et que l'on se pose des questions sur son rôle personnel dans ces événements. Il ne comprend pas que ceux qui l'ont défendu contre son détracteur ont également le droit de lui demander quelles méthodes il a employées lorsque lui, Trotsky, était au pouvoir. Ils ont le droit de lui demander comment il a traité ceux qui ne considéraient pas ses opinions comme une vérité d'Évangile. Bien sûr, il serait ridicule de s'attendre à ce qu'il batte sa coulpe et proclame : «Moi aussi je n'étais qu'un homme et j'ai commis des erreurs. Moi aussi j'ai péché et j'ai tué mes frères ou ordonné qu'on les tue.» Seuls de sublimes prophètes ont su atteindre de telles cimes de courage. Léon Trotsky n'en fait pas partie. Au contraire, il continue à vouloir se présenter comme tout-puissant, à croire que tous ses actes et ses jugements ont été mûrement pesés, et à couvrir d'anathèmes ceux qui sont assez fous pour suggérer que le grand dieu Léon Trotsky a lui aussi des pieds d'argile.

Il se moque des preuves écrites laissées par les marins de Cronstadt et du témoignage de ceux qui se trouvaient suffisamment près de la ville rebelle pour voir et entendre ce qui s'est passé durant l'horrible siège. Il les appelle des «fausses étiquettes». Cela ne l'empêche pas pour autant d'assurer à ses lecteurs que son explication de la révolte de Cronstadt peut être «corroborée et illustrée par de nombreux faits et documents». Les gens intelligents risquent de se demander pourquoi Léon Trotsky n'a même pas la

décence de présenter ces «fausses étiquettes» afin qu'ils soient en mesure de se forger eux-mêmes une opinion.

Même les tribunaux bourgeois garantissent à l'accusé le droit de présenter des preuves pour se défendre. Mais ce n'est pas le cas de Léon Trotsky, porte-parole d'une seule et unique vérité, lui qui n'a «jamais renié son drapeau et ne s'est jamais compromis avec ses ennemis».

On peut comprendre un tel manque élémentaire de décence de la part d'un individu comme John G. Wright. Après tout, comme je l'ai déjà dit, il ne fait que citer les Saintes Écritures bolcheviques. Mais pour un personnage d'envergure mondiale comme Léon Trotsky, le fait de passer sous silence les preuves avancées par les marins de Cronstadt indique, à mon avis, que cet homme est vraiment malhonnête. Le vieux dicton : «Un léopard change de taches mais jamais de nature» s'applique parfaitement à Léon Trotsky. Le calvaire qu'il a subi durant ses années d'exil, la disparition tragique de ses proches, des êtres qu'il aimait, et, de façon encore plus dramatique, la trahison de ses anciens compagnons d'armes ne lui ont malheureusement rien appris. Pas une goutte de tendresse, de douceur, n'a irrigué l'esprit rancunier de Trotsky.

Quel dommage pour lui que l'on entende parfois mieux le silence des morts que la parole des vivants ! De fait, les voix étouffées à Cronstadt se sont fait entendre de plus en plus bruyamment au cours des dix-sept dernières années. Est-ce pour cette raison que leur son déplaît tant à Léon Trotsky ?

Selon le fondateur de l'Armée rouge, «Marx affirmait déjà qu'on ne pouvait pas juger les partis ni les individus sur ce qu'ils disent d'eux-mêmes.» Quel dommage que Trotsky ne se rende pas compte à quel point cette phrase s'applique parfaitement à son propre cas ! Parmi les bolcheviks capables d'écrire avec un certain talent, aucun auteur n'a réussi à se mettre en avant autant que Trotsky. Aucun ne s'est vanté autant que lui d'avoir participé à la révolution russe et aux événements qui ont suivi. Si l'on applique à

Trotsky le critère de son maître à penser, nous devrions en déduire que ses écrits n'ont aucune valeur — raisonnement évidemment absurde.

Soucieux de discréditer les motifs de la révolte de Cronstadt, Léon Trotsky fait la remarque suivante : «Il m'arriva d'envoyer de différents fronts des dizaines de télégrammes réclamant la mobilisation de nouveaux détachements 'sûrs', formés d'ouvriers de Petrograd et de marins de la Baltique. Mais, dès la fin de 1918 et en tout cas pas plus tard que 1919, les fronts commencèrent à se plaindre que les nouveaux détachements marins de Cronstadt n'étaient pas bons, qu'ils étaient exigeants, indisciplinés, peu sûrs au combat, en somme, plus nuisibles qu'utiles.» Plus loin dans la même page, Trotsky affirme : « Quand la situation devint particulièrement difficile dans Petrograd affamée, on examina plus d'une fois, au Bureau politique, la question de savoir s'il ne fallait pas faire un 'emprunt intérieur' à Cronstadt, où restaient encore d'importantes réserves de denrées variées. Mais les délégués des ouvriers de Petrograd répondaient : ' Ils ne nous donneront rien de plein gré. Ils trafiquent sur les draps, le charbon, le pain. A Cronstadt aujourd'hui, toute la racaille a relevé la tête.'» Triste exemple d'un procédé typiquement bolchevik : non seulement on liquide physiquement ses adversaires politiques mais on souille aussi leur mémoire. Suivant les traces de Marx, Engels et Lénine, Trotsky puis Staline ont utilisé les mêmes méthodes.

Je n'ai pas l'intention de discuter ici du comportement des marins de Cronstadt en 1918 ou en 1919. Je ne suis arrivée en Russie qu'en janvier 1920. Du début de 1920 jusqu'à la «liquidation» de Cronstadt, quinze mois plus tard, les marins de la flotte de la Baltique furent présentés comme des hommes de valeur ayant toujours fait preuve d'un courage inébranlable. A de multiples reprises, des anarchistes, des mencheviks, des socialistes-révolutionnaires et aussi de nombreux communistes m'ont dit que les marins

formaient l'épine dorsale de la révolution. Durant la manifestation du 1^{er} mai 1920, et au cours des autres festivités organisées en l'honneur de la visite de la première mission du Parti travailliste britannique, les marins de Cronstadt constituèrent un important contingent, parfaitement visible. Ils furent salués comme de grands héros qui avaient sauvé la révolution contre Kerenski, et Petrograd contre Ioudénitch. Pendant l'anniversaire de la révolution d'Octobre, les marins se trouvaient de nouveau aux premiers rangs, et des foules compactes applaudirent lorsqu'ils rejouèrent la prise du Palais d'Hiver.

Est-il possible que les dirigeants du Parti, à l'exception de Léon Trotsky, n'aient pas été au courant de la corruption et de la démoralisation de Cronstadt que nous décrit le fondateur de l'Armée rouge ? Je ne crois pas. D'ailleurs, je doute que Trotsky lui-même ait eu cette opinion avant mars 1921. Son récit actuel résulte-t-il de doutes qu'il éprouva alors, ou s'agit-il d'une tentative de justifier après coup la «liquidation» insensée de Cronstadt ?

Même si l'on admet que les marins n'étaient pas les mêmes qu'en 1917⁽²⁾, il est évident que les Cronstadtiens de 1921 n'avaient rien à voir avec le sinistre tableau qu'en dresse Trotsky et son disciple Wright. De fait, les marins n'ont connu leur terrible destin qu'à cause de leur profonde solidarité, de leurs liens étroits avec les ouvriers de Petrograd qui endurent la faim et le froid jusqu'à se révolter au cours d'une série de grèves en février 1921. Pourquoi Trotsky et ses partisans ne mentionnent-ils pas ce fait ? Léon Trotsky sait parfaitement, si Wright l'ignore, que la première scène du drame de Cronstadt s'est déroulée à Petrograd le 24 février et n'a pas été jouée par les marins mais par les grévistes. Car c'est ce jour-là que les grévistes ont laissé s'exprimer leur colère accumulée contre l'indifférence brutale des hommes qui n'arrêtaient pas de discourir sur la dictature du prolétariat, dictature qui s'était transformée depuis longtemps en la dictature impitoyable du Parti communiste.

Dans son journal, Alexandre Berkman

rapporte : «Les ouvriers de l'usine de Troubotchny se sont mis en grève. Au cours de la distribution des vêtements d'hiver, les communistes ont été beaucoup mieux servis que ceux qui ne sont pas membres du Parti, se plaignent-ils. Le gouvernement refuse de prendre en considération leurs revendications tant que les ouvriers ne reprennent pas le travail. Des foules de grévistes se sont rassemblées dans les rues près des usines, et des soldats ont été envoyés pour les disperser. C'étaient des *koursanti*, des jeunes communistes de l'Académie militaire. Il n'y a pas eu de violences.

Maintenant les grévistes sont rejoints par des travailleurs des entrepôts de l'Amirauté et des docks de Calernaya. L'hostilité augmente contre l'attitude arrogante du gouvernement. Ils ont essayé de manifester dans la rue mais les troupes montées sont intervenues pour les en empêcher.»

C'est seulement après s'être enquis de la situation véritable des ouvriers de Petrograd que les marins de Cronstadt ont fait en 1921 ce qu'ils avaient fait en 1917. Ils se sont immédiatement solidarisés avec les ouvriers. A cause de leur rôle en 1917, les marins avaient toujours été considérés comme le glorieux fleuron de la révolution. En 1921, ils agirent de la même façon mais furent dénoncés aux yeux du monde entier comme des traîtres, des contre-révolutionnaires. Évidemment, en 1917, les marins de Cronstadt avaient aidé à mettre en selle les bolcheviks. En 1921, ils demandaient des comptes pour les faux espoirs que le Parti avait fait naître chez les masses, et les belles promesses que les bolcheviks avaient reniées dès qu'ils avaient jugé être solidement installés au pouvoir. Crime abominable en vérité. Mais le plus important dans ce crime est que les marins de Cronstadt ne se sont pas «mutinés» dans un contexte serein. Leur rébellion était profondément enracinée dans les souffrances des travailleurs russes : le prolétariat des villes, aussi bien que la paysannerie.

Certes, notre ex-commissaire du peuple nous assure : «Les paysans se firent aux

réquisitions comme à un mal temporaire. Mais la guerre civile dura trois ans. La ville ne donnait presque rien au village et lui prenait presque tout, surtout pour les besoins de la guerre. Les paysans avaient approuvé les ‘bolcheviks’, mais devenaient de plus en plus hostiles aux ‘communistes’.» Malheureusement, ces arguments relèvent de la pure fiction, comme le prouvent de nombreux faits, notamment la liquidation des soviets paysans dirigés par Maria Spiridovna, et le déluge de fer et de feu lancé contre les paysans pour les obliger à livrer tous leurs produits, y compris leurs graines pour les semailles de printemps.

En fait, les paysans détestaient le régime presque depuis le début de la révolution, en tout cas certainement depuis le moment où le slogan de Lénine «Expropriez les expropriateurs» devint «Expropriez les paysans pour la gloire de la dictature communiste.» C’est pourquoi ils protestaient constamment contre la dictature bolchevique. Comme en témoigne notamment le soulèvement des paysans de Carélie, écrasé dans le sang par le général tsariste Slastchev-Krimsky. Si les paysans appréciaient autant le régime soviétique que Trotsky voudrait nous le faire croire, pourquoi dut-on envoyer cet homme sanguinaire en Carélie ?

Slastchev-Krimsky avait combattu la révolution depuis le début et dirigé quelques-unes des armées de Wrangel en Crimée. Il avait commis des actes barbares contre des prisonniers de guerre et organisé d’ignobles pogromes. Et maintenant ce général se repentait et revenait à «sa patrie». Ce contre-révolutionnaire patenté, ce massacreur de Juifs, reçut les honneurs militaires de la part des bolcheviks, en compagnie de plusieurs généraux tsaristes et officiers des armées blanches. Certes, on peut considérer comme un juste châtement le fait que des antisémites soient obligés de saluer un Juif, Trotsky, leur supérieur hiérarchique, et de lui obéir. Mais pour la révolution et le peuple russe, le retour triomphal de ces impérialistes était une insulte.

Afin de le récompenser de son nouvel amour tout neuf pour la patrie socialiste, on confia à Slastchev-Krimsky la mission d’écraser les paysans de Carélie qui demandaient l’autodétermination et de meilleures conditions de vie.

Léon Trotsky nous raconte que les marins de Cronstadt en 1919 n’auraient pas donné leurs provisions de «plein gré» si on leur avait demandé — comme si les bolcheviks avaient jamais procédé ainsi ! En fait, cette expression ne fait pas partie de leur vocabulaire. Cependant ce sont ces marins prétendument démoralisés, ces «spéculateurs», cette «racaille», etc., qui prirent le parti du prolétariat des villes en 1921, et dont la première revendication était l’égalité des rations. Quels gangsters que ces Cronstadiens, vraiment !

Wright et Trotsky essaient de discréditer les marins de Cronstadt parce que ces derniers ont rapidement formé un Comité révolutionnaire provisoire. Rappelons tout d’abord qu’ils n’ont pas prémédité leur révolte, mais qu’ils se réunirent le 1^{er} mars 1921 pour discuter de la façon d’aider leurs camarades de Petrograd. En fait, John G. Wright nous fournit lui-même la réponse quand il écrit : «Il n’est pas du tout exclu que les autorités locales de Cronstadt n’aient pas su gérer habilement la situation (...). On sait que Kalinine et le commissaire du peuple Kouzmine n’étaient guère estimés par Lénine et ses collègues (...). Dans la mesure où les autorités locales n’étaient pas conscientes de l’importance du danger et n’ont pas pris les mesures efficaces et adéquates pour traiter la crise, leurs maladroites ont certainement joué un rôle dans le déroulement des événements (...).»

Le passage sur l’opinion négative de Lénine à propos de Kalinine et Kouzmine n’est malheureusement qu’un vieux truc des bolcheviks : on fait porter le chapeau à un sous-fifre maladroit pour dégager la responsabilité des dirigeants.

Certes, les autorités locales de Cronstadt ont commis une «maladresse». Kouzmine attaqua violemment les marins et les menaça de terribles représailles. Les marins

savaient évidemment ce qui les attendait. Ils savaient que, si Kouzmine et Vassiliev obtenaient carte blanche, leur première mesure serait de priver Cronstadt de ses armes et de ses réserves de nourriture. C'est la raison pour laquelle les marins formèrent leur Comité révolutionnaire provisoire. Et ils furent encouragés dans leur décision, lorsqu'ils apprirent qu'une délégation de trente marins partie à Petrograd pour discuter avec les ouvriers s'était vu refuser le droit de rentrer à Cronstadt, que ses membres avaient été arrêtés et placés entre les mains de la Tcheka.

Wright et Trotsky accordent une énorme importance à une rumeur annoncée lors de la réunion du 1^{er} mars : un camion bourré de soldats lourdement armés allait rallier Cronstadt. Il est évident que Wright n'a jamais vécu sous une dictature hermétique. Moi si. Lorsque les réseaux par lesquels passent les contacts humains sont interrompus, lorsque toute pensée est recroquevillée sur elle-même et que la liberté d'expression est étouffée, alors les rumeurs se répandent à la vitesse de l'éclair et prennent des dimensions terrifiantes. De plus, des camions remplis de soldats et de tchékistes armés jusqu'aux dents patrouillaient souvent les rues durant la journée. Ils lançaient leurs filets pendant la nuit et ramenaient leurs prises jusqu'à la Tcheka. Ce spectacle était fréquent à Petrograd et à Moscou, à l'époque où je me trouvais en Russie. Dans le climat de tension instauré par le discours menaçant de Kouzmine, il était parfaitement normal que des rumeurs circulent et que l'on y accorde crédit.

Pendant la campagne contre les marins de Cronstadt, on a également affirmé que le fait que des nouvelles sur Cronstadt soient parues dans la presse parisienne deux semaines avant le début de la révolte était la preuve que les marins avaient été manipulés par les puissances impérialistes et que cette révolte avait été en fait ourdie depuis Paris. Il est évident que cette calomnie avait pour seule utilité de discréditer les Cronstadtiens aux yeux des ouvriers.

En réalité, ces nouvelles anticipées

n'avaient rien d'extraordinaire. Ce n'était pas la première fois que de telles rumeurs naissaient à Paris, Riga ou Helsingfors et généralement elles ne coïncidaient pas avec les déclarations des agents de la contre-révolution à l'étranger. D'un autre côté, beaucoup d'événements se sont produits en Union soviétique qui auraient pu réjouir le cœur de l'Entente et dont on n'entendit jamais parler — des événements bien plus nuisibles à la révolution russe et causés par la dictature du Parti communiste lui-même. Par exemple, le fait que la Tcheka détruisit de nombreuses réalisations d'Octobre et que, en 1921, elle était déjà devenue une excroissance mortelle sur le corps de la révolution. Je pourrais mentionner bien d'autres événements semblables qui m'obligeraient à des développements trop longs dans le cadre de cet article.

Non, les nouvelles anticipées parues dans la presse parisienne n'ont aucun rapport avec la révolte de Cronstadt. De fait, en 1921, à Petrograd, personne ne croyait à l'existence d'un lien quelconque, y compris une grande partie des communistes. Comme je l'ai déjà dit, John G. Wright n'est qu'un simple disciple de Léon Trotsky et il ignore donc ce que la plupart des gens, à l'intérieur et à l'extérieur du parti bolchevik, pensaient de ce prétendu «lien» en 1921.

Les futurs historiens apprécieront certainement la «mutinerie» de Cronstadt à sa véritable valeur. S'ils le font, et lorsque cela se produira, je suis persuadé qu'ils arriveront à la conclusion que le soulèvement n'aurait pas pu se produire à un meilleur moment s'il avait été délibérément planifié.

Le facteur déterminant qui décida le sort de Cronstadt fut la Nep (la Nouvelle politique économique). Lénine était parfaitement conscient que ce nouveau schéma «révolution-naire» soulèverait une opposition considérable dans le Parti. Il avait besoin d'une menace immédiate pour faire passer la Nep, à la fois rapidement et en douceur. Cronstadt se produisit donc à un moment fort utile pour lui. Toute la machine de propagande se mit en marche

pour démontrer que les marins étaient de mèche avec les puissances impérialistes, et avec les éléments contre-révolutionnaires qui voulaient détruire l'État communiste. Cela marcha à merveille. La Nep fut imposée sans la moindre anicroche.

On finira par découvrir le coût effrayant de cette manœuvre. Les trois cents délégués, la fleur de la jeunesse communiste, qui quittèrent précipitamment le congrès du Parti pour aller écraser Cronstadt, ne représentaient qu'une poignée des milliers de vies qui furent cyniquement sacrifiées. Ils partirent en croyant avec ferveur les mensonges et calomnies des bolcheviks. Ceux qui survécurent eurent un rude réveil.

Je me souviens d'avoir rencontré dans un hôpital un jeune communiste blessé. J'ai raconté cette anecdote dans *Comment j'ai perdu mes illusions sur la Russie*. Ce témoignage n'a rien perdu de sa valeur malgré les années :

«Beaucoup de ceux qui avaient été blessés au cours de l'attaque contre Cronstadt avaient été amenés dans le même hôpital, et c'étaient surtout des *koursanti*, de jeunes communistes. J'ai eu l'occasion de discuter avec l'un d'entre eux. Sa douleur physique, me dit-il, ne représentait rien à côté de ses souffrances psychologiques. Il s'était rendu compte trop tard qu'il avait été dupé par le slogan de la 'contre-révolution'. Pas un général tsariste, pas un garde-blanc n'avait pris la tête des marins de Cronstadt — il ne s'était battu que contre ses propres camarades, des marins, des soldats et des ouvriers qui avaient héroïquement combattu pour la révolution.»

Aucune personne sensée ne verra la moindre similitude entre la Nep et la revendication des marins de Cronstadt d'échanger librement les produits. La Nep ne fit que réintroduire les terribles maux que la révolution russe avait tenté d'éliminer. L'échange libre des produits entre les ouvriers et les paysans, entre la ville et la campagne, incarnait la raison d'être même de la révolution. Évidemment, «les anarchistes étaient hostiles à la Nep».

Mais le marché libre, comme Zinoviev me l'avait dit en 1920, «n'a aucune place dans notre plan centralisé». Pauvre Zinoviev : il ne pouvait imaginer quel monstre allait naître de la centralisation du pouvoir !

C'est l'obsession de la centralisation de la dictature qui a développé très tôt la division entre la ville et le village, les ouvriers et les paysans. Ce n'est pas, comme Trotsky l'affirme, parce que «la première est prolétarienne (...) et le second petit-bourgeois», mais parce que la dictature bolchevik a paralysé à la fois les initiatives du prolétariat urbain et celles de la paysannerie.

Selon Léon Trotsky, «Le soulèvement de Cronstadt n'a pas attiré, mais repoussé les ouvriers de Petrograd. La démarcation s'opéra selon la ligne des classes. Les ouvriers sentirent immédiatement que les rebelles de Cronstadt se trouvaient de l'autre côté de la barricade, et ils soutinrent le pouvoir soviétique.» Il oublie d'expliquer la raison principale de l'indifférence apparente des ouvriers de Petrograd. En effet, la campagne de mensonges, de calomnies et de diffamation contre les marins a commencé le 2 mars 1921. La presse soviétique a tranquillement distillé son venin contre les marins. Les accusations les plus méprisables ont été lancées contre eux et cela a continué jusqu'à l'écrasement de Cronstadt, le 17 mars 1921. De plus, Petrograd subissait la loi martiale. Plusieurs usines furent fermées et les ouvriers ainsi dépossédés de leur-gagne-pain commençaient à se réunir entre eux. Citons le journal d'Alexandre Berkman : «Beaucoup d'arrestations ont lieu. Des groupes de grévistes encadrés par des tchékistes sont fréquemment emmenés en prison. Une grande tension nerveuse règne dans la ville. Toutes sortes de précautions sont prises pour protéger les institutions gouvernementales. On a placé des mitrailleuses devant l'hôtel Astoria, où résident Zinoviev et d'autres dirigeants bolcheviks. Des proclamations officielles ordonnent aux grévistes de retourner au travail (...) et rappellent à la population qu'il est interdit de se rassembler dans les

rués. Le Comité de défense a commencé un 'nettoyage de la ville'. Beaucoup d'ouvriers soupçonnés de sympathiser avec Cronstadt ont été arrêtés. Tous les marins de Petrograd et une partie de la garnison jugés 'peu fiables' ont été envoyés dans des lieux éloignés, tandis que les familles des marins de Cronstadt vivant à Petrograd sont détenues en otages. Le Comité de défense a informé Cronstadt que les 'prisonniers sont considérés comme des garanties' pour la sécurité du commissaire de la flotte de la mer Baltique, N.N. Kouzmine, le président du soviet de Cronstadt, T. Vassiliev et d'autres communistes. 'Si nos camarades subissent le moindre mauvais traitement, les otages le paieront de leur vie.'» Sous un tel régime de fer, il était physiquement impossible aux ouvriers de Petrograd de s'allier avec les insurgés de Cronstadt, d'autant plus que pas une ligne des manifestes publiés par les marins n'est parvenue aux ouvriers de Petrograd. En d'autres termes, Léon Trotsky falsifie délibérément les faits. Les ouvriers auraient certainement pris le parti des marins, parce qu'ils savaient que ceux-ci n'étaient ni des mutins, ni des contre-révolutionnaires, mais qu'ils s'étaient montrés solidaires des ouvriers en 1905, ainsi qu'en mars et octobre 1917. C'est pourquoi je peux affirmer que Trotsky, tout à fait consciemment, insulte grossièrement la mémoire des marins de Cronstadt. Dans *New International* (p. 106), Trotsky assure ses lecteurs que «personne, soit dit en passant, ne pensait en ces jours-là à la doctrine anarchiste». Cela ne cadre malheureusement pas avec la persécution incessante des anarchistes qui commença en 1918, lorsque Léon Trotsky liquida le quartier général anarchiste à Moscou à coups de mitrailleuse. Dès cette époque le processus d'élimination des anarchistes se mit en marche. Même aujourd'hui, si longtemps après, les camps de concentration du gouvernement soviétique sont remplis d'anarchistes, du moins ceux qui sont encore vivants. En fait, avant l'insurrection de Cronstadt, en octobre 1920, lorsque Trotsky changea d'avis à

propos de Makhno, parce qu'il avait besoin de son aide et de son armée pour liquider Wrangel, et lorsqu'il consentit à ce que se tienne un congrès anarchiste à Kharkov, plusieurs centaines d'anarchistes furent raflés et envoyés à la prison de Boutirka où ils restèrent jusqu'en avril 1921, sans qu'on leur communique le moindre motif d'inculpation. Puis, en compagnie d'autres militants de gauche, ils disparurent dans de mortelles ténèbres, et furent envoyés secrètement dans des prisons et des camps de concentration en Russie et en Sibérie. Mais ceci est une autre page de l'histoire soviétique. Ce qu'il importe de souligner ici, c'est qu'on «pensait» beaucoup aux anarchistes à l'époque, sinon pourquoi diable les aurait-on arrêtés et envoyés aux quatre coins de la Russie et de la Sibérie, comme au temps du tsarisme ?

Léon Trotsky se moque de la revendication des «soviets libres». Les marins avaient en effet la naïveté de croire que des soviets libres pouvaient coexister avec une dictature. En fait, les soviets libres ont cessé d'exister beaucoup plus tôt, de même que les syndicats et les coopératives. Ils ont tous été accrochés au char de l'appareil l'État bolchevik. Un jour, Lénine m'a déclaré d'un air très satisfait : «Votre grand homme, Enrico Malatesta, est favorable à nos soviets.» Et je me suis empressée de le corriger : «Vous voulez dire des soviets libres, camarade Lénine. Moi aussi je leur suis favorable.» Aussitôt Lénine a changé de sujet de conversation. Mais je découvris rapidement pourquoi les soviets libres avaient cessé d'exister en Russie.

John G. Wright prétendra sans doute qu'il n'existait aucun problème à Petrograd jusqu'au 22 février. Cela cadre bien avec la façon dont il remanie «l'histoire» du Parti. Mais le mécontentement et l'agitation des ouvriers étaient très visibles lorsque nous sommes arrivés en Russie. Dans chaque usine que j'ai visitée, j'ai pu constater le mécontentement et la colère des travailleurs, parce que la dictature du prolétariat était devenue la dictature écrasante d'un parti communiste, fondée

sur un système de rationnement différencié et des discriminations de toute sorte. Si le mécontentement des ouvriers n'a pas explosé avant 1921, c'est seulement parce qu'ils s'accrochaient à l'espoir tenace que, lorsque les fronts auraient été liquidés, les promesses d'Octobre seraient enfin tenues. Et c'est Cronstadt qui fit éclater leur dernière bulle d'illusion.

Les marins avaient osé prendre le parti des ouvriers mécontents. Ils avaient osé exiger que les promesses de la révolution — «Tout le pouvoir aux soviets» — soient enfin tenues. La dictature politique avait tué la dictature du prolétariat. Telle est leur seule offense impardonnable contre l'Esprit saint du bolchevisme.

Dans une note de son article (p. 49), Wright affirme que Victor Serge aurait récemment déclaré, à propos de Cronstadt, que «les bolcheviks, une fois confrontés à la mutinerie, n'ont pas eu d'autre solution que de l'écraser». Victor Serge ne réside plus dans les terres hospitalières de la «patrie» des travailleurs. Si cette déclaration rapportée par Wright est exacte, il ne me semble pas déloyal d'affirmer que Victor Serge ne dit tout simplement pas la vérité. Alors qu'en 1921 il appartenait à la Section française de l'Internationale communiste, Serge était aussi bouleversé et horrifié qu'Alexandre Berkman, moi-même et bien d'autres révolutionnaires devant la boucherie que Léon Trotsky préparait, devant sa promesse de «tirer les marins comme des perdreaux ⁽³⁾». Chaque fois que Serge avait un moment de libre, il faisait irruption dans notre chambre, marchait de long en large, s'arrachait les cheveux, frappait ses poings l'un contre l'autre, tellement il était indigné. «Il faut faire quelque chose, il faut faire quelque chose pour arrêter cet horrible massacre», répétait-il. Lorsque nous lui demandâmes pourquoi lui, qui était membre du parti, n'élevait pas la voix pour protester, il nous répondit que cela ne serait d'aucune utilité pour les marins. En plus, cela le signifierait à l'attention de la Tcheka et aboutirait sans doute à ce qu'on le fasse disparaître discrètement. Sa seule excuse est qu'il avait

à l'époque une jeune femme et un bébé. Mais s'il a vraiment déclaré aujourd'hui, dix-sept ans plus tard, que «les bolcheviks, une fois confrontés à la mutinerie n'ont pas eu d'autre solution que de l'écraser», une telle attitude est pour le moins inexcusable. Victor Serge sait aussi bien que moi qu'il n'y a pas eu de mutinerie à Cronstadt, que les marins n'ont à aucun moment utilisé leurs armes avant le début des bombardements. Il sait également qu'aucun des commissaires communistes arrêtés, ni même aucun communiste n'a été victime de mauvais traitements. J'exhorte donc Victor Serge à dire la vérité. Qu'il ait pu continuer à vivre en Russie sous le régime de ses camarades Lénine et Trotsky, pendant que tant d'autres malheureux étaient assassinés pour avoir pris conscience de toutes les horreurs qui se déroulaient, est son problème. Mais je ne peux le laisser dire que les bolcheviks ont eu raison de crucifier les marins.

Léon Trotsky a une attitude sarcastique lorsqu'on l'accuse d'avoir tué 1 500 marins. Non, ses mains ne sont pas souillées de sang. Il a confié à Toukhatchevsky la tâche de tirer les marins «comme des perdreaux», selon son expression. Toukhatchevski a appliqué ses ordres avec une grande conscience professionnelle. Des centaines d'hommes ont été massacrés et ceux qui ont survécu aux tirs d'artillerie incessants des bolcheviks ont été placés entre les mains de Dybenko, célèbre pour son humanité et son sens de la justice.

Toukhatchevski et Dybenko sont les héros et les sauveurs de la dictature ! L'histoire semble avoir une façon particulière de rendre justice. Léon Trotsky essaie de nous balancer une de ses cartes maîtresses lorsqu'il se demande «où et quand leurs grands principes se sont trouvés confirmés en pratique, ne fût-ce que partiellement, ne fût-ce que tendancielle-ment?» Cette carte, comme toutes celles qu'il a déjà jouées durant sa vie, ne lui permettra pas de gagner la partie. En vérité, les principes anarchistes ont été confirmés, pratiquement et tendancielle-ment, en Espagne. Certes, cela n'a pu se faire que

partiellement. Comment aurait-il pu en être autrement alors que toutes les forces conspiraient contre la révolution espagnole ?

Le travail constructif entrepris par la CNT et la FAI constitue une réalisation inimaginable aux yeux du régime bolchevik, et la collectivisation des terres et des usines en Espagne représente la plus grande réussite de toutes les périodes révolutionnaires. De plus, même si Franco gagne et que les anarchistes espagnols sont exterminés, le travail qu'ils ont commencé continuera à vivre. Les principes et tendances anarchistes sont implantés si profondément dans la terre d'Espagne que rien ni personne ne les éradiquera.

ANNEXE : LEON TROTSKY, JOHN G. WRIGHT ET LES ANARCHISTES ESPAGNOLS.

Durant les quatre années qu'a duré la guerre civile en Russie, les anarchistes se sont presque tous battus aux côtés des bolcheviks, même s'ils se rendaient chaque jour davantage compte de l'effondrement imminent de la révolution. Ils se sentaient obligés de garder le silence et d'éviter tout

acte ou déclaration qui pourrait aider et conforter les ennemis de la révolution.

Certes, la révolution russe s'est battue sur de nombreux fronts et contre de nombreux ennemis, mais à aucun moment la situation n'a été aussi effrayante que celle que doivent affronter le peuple et les anarchistes espagnols durant la révolution actuelle. La menace de Franco, aidé par les forces des États allemand et italien et leur matériel militaire, les bienfaits de Staline s'abattant sur l'Espagne, les manœuvres des puissances impérialistes, la trahison des prétendues démocraties et l'apathie du prolétariat international, tous ces éléments dépassent largement les dangers qui menaçaient la révolution russe. Et que fait Trotsky face à une aussi terrible tragédie ? Il se joint à la meute hurlante et lance son poignard empoisonné contre les anarchistes espagnols, à l'heure la plus décisive. Mais les anarchistes espagnols ont sans doute commis une grave erreur. Ils ont eu tort de ne pas inviter Trotsky à prendre en charge la révolution espagnole et à leur montrer comment ce qu'il avait si bien réussi en Russie pouvait être appliqué sur le sol espagnol. Tel semble être son principal chagrin

(1) Je me suis permis ici de couper quelques lignes où Emma Goldman répète mot pour mot ses arguments en faveur d'Alexandre Berkman (*N.d.T.*).

(2) D'après l'historien anglais Israel Getzler, dans son livre *Cronstadt (1917-1921)*, 75 % des marins de Cronstadt s'étaient engagés avant 1918 (*N.d.T.*)

(3) Contrairement à une légende fort répandue, cette déclaration n'est pas de Trotsky mais figurait dans un tract largué sur Cronstadt par les bolcheviks (*N.d.T.*).

Ni patrie ni frontières

Bulletin de traductions et de débats

«Le communiste moyen, qu'il soit fidèle à Trotsky ou à Staline, connaît aussi peu la littérature anarchiste et ses auteurs que, disons, un catholique connaît Voltaire ou Thomas Paine. L'idée même que l'on doit s'enquérir de la position de ses adversaires politiques avant de les descendre en flammes est considérée comme une hérésie par la hiérarchie communiste.»

EMMA GOLDMAN

Au moment où l'Europe tente de réaliser son unification politique, les divisions linguistiques, politiques et culturelles sont encore suffisamment fortes pour entretenir l'isolement entre les militants de différents pays.

Certes le capitalisme repose aujourd'hui sur des multinationales, les États possèdent de multiples structures de dialogue et de confrontation, les possédants et les technocrates utilisent la visioconférence, mais le mouvement ouvrier semble encore très en retard par rapport à ses adversaires.

A l'heure où la prétendue lutte contre la mondialisation a le vent en poupe, force est de constater que l'isolement national se perpétue dans les luttes de classe. Malgré Internet, les voyages militants à Seattle, Gênes, Göteborg, Barcelone ou Porto Alegre, et la multiplication des chaînes de télévision, le flux d'informations qui circulent n'a, en fait, que peu d'incidences sur la vie quotidienne, les pratiques des groupes existants et les luttes des travailleurs dans chaque pays. C'est un tel constat pessimiste qui nous incite à vouloir créer ce bulletin. Mais c'est aussi la conviction qu'une autre attitude est possible face au riche patrimoine politique et théorique qui existe à l'échelle internationale.

Pour débloquer la situation, toute une série de conditions seraient nécessaires, conditions qui ne sont pas liées à la simple volonté de ceux qui rejettent absolument cette société et toute solution de rafistolage. Mais nous pourrions au moins commencer par discuter et réfléchir ensemble autrement.

Dans les milieux d'extrême gauche, en effet, on débat rarement dans le but d'avancer, d'apprendre des autres «camarades», qu'ils militent en France ou dans d'autres pays. Il s'agit surtout de «(con)vaincre» son interlocuteur, de le coincer, de le dominer. Il n'est pas vraiment utile de connaître les positions de son vis-à-vis, toujours perçu comme un «adversaire». Un petit vernis politicien et un bon bagout suffisent largement à la tâche.

Non seulement on est fier de son ignorance, mais on la théorise : les autres groupes ne diraient rien d'essentiel, ils feraient tous le jeu du réformisme ou de la bourgeoisie ; ce seraient d'obscurs intellectuels souvent carriéristes, toujours confus ; la situation dans telle ou telle région du globe serait trop différente ; les autres organisations seraient «activistes», «ouvriéristes», «syndicalistes», etc. Le stock d'anathèmes et de faux-fuyants est inépuisable. Pourtant la réflexion politique et théorique n'avance pas du même pas, suivant les États et les continents, et — ne serait-ce qu'à ce niveau — les échanges devraient être fructueux.

Malheureusement, chaque groupe se contente d'un petit «capital» de références qui, avec les ans, non seulement ne s'accroît pas mais s'amenuise régulièrement. Plus grave encore : l'indifférence à la réflexion ne se limite pas aux questions dites «théoriques».

Elle concerne aussi la réalité des luttes ouvrières, des pratiques syndicales ou extra-syndicales dans d'autres pays. Lorsque des centaines de milliers d'ouvriers portugais ont occupé leurs usines en 1974-1975, qu'ils ont essayé de les gérer eux-mêmes, il ne se s'est trouvé que fort peu de militants pour se mettre à leur écoute et les soutenir efficacement.

Certains ont fait le voyage jusqu'au Portugal ou se sont précipités sur les différents journaux militants pour avoir des «nouvelles». Mais toute leur attention était centrée sur le groupuscule ou le parti qui allait grossir le plus vite, voire qui allait prendre le pouvoir. Résultat, les travailleurs portugais ont dû se dépatouiller tout seuls avec leurs problèmes. On pourrait établir la même constatation à propos de l'Iran au moment de la prise de pouvoir par Khomeyni (où l'agitation ouvrière ne fut presque jamais évoquée), de Solidarnosc, des grèves ouvrières dans la Russie de Poutine, sans parler de l'Argentine ou du Venezuela actuels.

Dans tous les cas, on a l'impression que seuls comptent les discours des possédants et les récits dithyrambiques des «victoires» minuscules des groupuscules ou des partis politiques. Les luttes des travailleurs, les formes originales d'organisation qu'ils créent, tout cela passe à la trappe — à l'exception de quelques revues confidentielles qui s'en font l'écho. Et l'incompréhension est encore aggravée par le fait que, les rares fois où on les interroge, les militants ont souvent du mal à synthétiser leur expérience et qu'ils adoptent, sans le vouloir, un langage de politicien ou de commentateur, qui affadit la valeur de leur témoignage.

A notre échelle, nous ne sommes évidemment pas en mesure de renverser une telle situation. Mais nous pouvons poser quelques infimes jalons, notamment en traduisant des textes théoriques et politiques classiques qui ont formé des générations de militants dans d'autres pays et ne sont jamais parvenus jusqu'à nous, ainsi que des textes plus récents, liés à l'actualité.

Quels seront nos critères de choix ? Tout d'abord la lisibilité. Ce qui exclut les commentaires verbeux, les sempiternelles et vaines exégèses de textes sacrifiés. Nous ne sommes pas opposés aux polémiques, mais à condition qu'il ne s'agisse pas de diatribes sectaires et stériles. L'objectif n'est pas de rassurer, de ronronner, mais d'apprendre quelque chose. Nous puiserons dans les traditions marxistes, libertaires, ou autres, sans exclusive. A condition que leurs auteurs soient mus par une saine révolte contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Nous souhaitons éveiller la curiosité, le sens critique. Nous voulons sortir des carcans mentaux et idéologiques imposés par de longues années d'isolement. Rien ne nous est plus étranger que le patriotisme, y compris sa variante étriquée : le patriotisme d'organisation. Le célèbre : RIGHT OR WRONG, MY PARTY («Qu'il ait tort ou raison, c'est mon parti et je défends sa ligne et ses frontières») a montré ses aspects catastrophiques pour tous les aspects du mouvement d'émancipation.

Ce minuscule bulletin essaiera, en tâtonnant, de provoquer la réflexion et l'échange, en ces temps d'apathie et de désintérêt pour les idées, et de peur de la discussion. Il présentera des positions différentes voire contradictoires, avec la conviction que de ces textes, anciens ou récents, peut naître un dialogue fécond entre les hommes et les femmes qui prétendent changer le monde. Enfin, ce bulletin se prononcera aussi sur la situation française puisqu'il paraît dans ce pays. Notre contribution à la clarification politique consistera à rappeler quelques principes et à mettre en évidence les conceptions, à notre avis erronées, qui sous-tendent les schémas d'interprétation les plus courants.

***Ni patrie ni frontières* N° 1 — Septembre 2002 - SUR L'URSS**

Emma Goldman : *La vérité sur les bolcheviks* (1918). — *La révolution sociale est porteuse d'un changement radical de valeurs* (1923). — *Le communisme n'existe pas en URSS* (1935). — *Trotsky proteste beaucoup trop* (1938) — **Léon Trotsky** : *Beaucoup de bruit à propos de Cronstadt* (1938). — *Réponse à des questions de morale et d'Histoire* (1937). — **Chris Harman** : *Russie. Comment la révolution a été vaincue* (1967) . — **Mike Martin** : *Les bolcheviks contre la classe ouvrière* (1991).. — **Loren Goldner** : *Amadeo Bordiga et notre temps* (1991)

ACTUALITÉ Le mouvement des chômeurs en France. — Limites de l'antisionisme. — Les médias «de gauche» et Lutte Ouvrière. — Comment L. O. se piège elle-même. — A ceux qui désirent

former un «nouveau parti anticapitaliste». — «Voter les yeux fermés» : une curieuse conception de la démocratie.

Ni patrie ni frontières N° 2 — Décembre 2002 — **FAMILLE, MARIAGE ET MORALE SEXUELLE**

Chris Crass : Biographie de Voltairine de Cleyre. — Traditions américaines et défi anarchiste. — **Voltairine de Cleyre** : De l'action directe (1912). «Le mariage est une mauvaise action» (1907). **Lindsey German** : La famille aujourd'hui (1989) **Wendy McElroy** : La nouvelle mythologie du viol et son utilisation politique. **Arturo Peregalli** : Femme, famille, morale sexuelle. PCI (1945-1970). ACTUALITE. **Chris Crass** : Discussion avec des militants anti-guerre aux Etats-Unis. — **Maxwell Teixeira da Paula** : Mouvement des sans-terre au Brésil (2000) **Nicolas (Cercle social)** : Paradis fiscaux, néoréformisme et rôle de l'Etat (2000.). — Idéologie et fonctionnement d'ATTAC (2001). — **Guy Fargette** : Principes du verbalisme radical (1989). — **Yves Coleman** : Limites de l'antisionisme (2)

Ni patrie ni frontières N° 3 — Mars 2003 — **Que faire contre les guerres ?**

PREMIERE PARTIE : GUERRE, PATRIOTISME ET PACIFISME (textes classiques)

Emma Goldman : Le patriotisme, une menace contre la liberté (1911) (*inédit*) . **Pierre Kropotkine** : La guerre (1912). Extraits de *La science moderne et l'anarchie*. **Emma Goldman** : L'alerte préventive conduit tout droit au massacre universel (1915) (*inédit*). **Le Manifeste des seize** (1916). **La déclaration anarchiste de Londres. Réponse au Manifeste des 16** (1916). **L'Internationale anarchiste et la guerre** (1916) **Errico Malatesta** : Réponse au Manifeste des 16 (1916) **Léon Trotsky** : Le pacifisme, supplétif de l'impérialisme (1917) **Léon Prouvost** : Révolutionnaires et quakers devant la guerre (1924) **Léon Trotsky** : La guerre et la Quatrième Internationale (1934) (extraits) **Biographie de Barthélemy De Ligt** (Extrait du site *Éphémérides anarchistes*) **Barthélemy De Light** : Le problème de la guerre civile (1937) **Léon Trotsky** : Après Munich une leçon toute fraîche. Sur le caractère de la guerre prochaine (1938) (*extraits*). (69) — Réponse à des questions concernant les Etats-Unis (1940) (*extraits*) (72). — Manifeste de la Quatrième Internationale sur la guerre impérialiste et la révolution socialiste mondiale (1940) (*extraits*)

DEUXIEME PARTIE : GUERRES DU GOLFE, IMPERIALISME ET PACIFISME

Articles sur l'Irak

Rhodri Evans : Irak, trajectoire d'un Etat (article traduit de la revue *Workers Liberty*) **Fédération internationale des Liges des droits de l'homme** : extraits de deux rapports. «Irak : une répression intolérable, oubliée et impunie» (2001) (88) et «Irak : une épuration ethnique continue et silencieuse»(2002) **Fabrice Sacher** : Contre la guerre (2003) Article paru dans *A contre courant* N° 3, février 2003 **Fédération anarchiste** : Irak, pétrole et géopolitique (2002) **No pasaran** : Guerre à la guerre (2001)

Tracts contre la guerre

Mouvement communiste : La guerre et la paix armée sont deux moments étroitement liés du capitalisme (mars 2003) **Oiseau-Tempête** : — Pacifistes, encore un effort ! (février 2003) (107) — Le capitalisme, on peut pas s'y faire. Le pacifisme, on peut pas s'y fier. (février 2003)

BIPR : On n'empêche pas la guerre sans abattre le capitalisme (février 2003). (110) — Irak, pétrole, sang et classes (2002) **CNT-FA-No pasaran** : Contre toutes les guerres, contre toutes les armées, agissons, désobéissons (février 2003) **Scalp-Reflex** : Le capitalisme c'est la guerre ! (février)2003)

Débats : alliances et divergences au sein du «mouvement antiguerre»

Adriano Sofri : A Bagdad, le liberté (février 2003) **Yves Coleman**: Un bain de haine chauvine (février 2003) **Guy Fargette** : Faiblesse des forces «antiguerre».(2001) (122) — Misère de l'antiguerre en Europe (2002) (123) — Débats stratégiques aux États-Unis (2002) (125) — Faut-il confondre «choc» et «conflit» ? (2003) **Colin Foster** : Treize questions sur le terrorisme, l'intégrisme et l'anti-impérialisme (octobre 2001) (extraits d'un article traduit de la revue *Workers Liberty*) **Yves Coleman** : A propos des discours automatiques contre la guerre et l'impérialisme. Certitudes et questions (février 2003) **Ernest Halberkern** : Les causes profondes de l' «affaire Lerner» (mars 2003) **Eric Krebbers et Jan Tas** : Amsterdam, avril 2002. La plus grande manifestation antisémite depuis

1945 (article traduit du journal libertaire hollandais *De Fabel van de illegaal*). **Eric Krebbers et Jan Tas** : Comment éviter quelques pièges antisémites (article traduit du journal libertaire hollandais *De Fabel van de illegaal*) **Chedid Khairy** : Un titre et une illustration problématiques (février 2003) (article de *Solidal*) **Sacha Ismail** : Qu'est-ce que la Muslim Association of Britain ? (article traduit de *Solidarity*). **Temps critiques** : La guerre n'est plus le moteur de l'histoire (mars 2003). **Solidarity** : Soutenons les peuples d'Irak (février 2003) **Clive Bradley** : Les travailleurs irakiens peuvent-ils changer le régime ? (février 2003) **Clive Bradley** : Comment Saddam est parvenu au pouvoir (février 2003) **Answer** : Liste *partielle* des interventions de l'armée américaine à l'intérieur comme à l'extérieur des États-Unis de 1890 à 1999

NI PATRIE NI FRONTIERES N°4 /5– JUIN-SEPTEMBRE 2003

ETATS, NATIONS ET GUERRE Santiago Parane : Hors-jeu international et jeu internationaliste. — **Joao Bernardo** : Etat Restreint, Etat Élargi et corporatisme (premier chapitre de *Transnationalisation du capital et fragmentation du prolétariat*). — **Clive Bradley** : — Hypothèses sur l'évolution de la situation en Irak. — **Colin Foster** : Guerre contre l'Irak et conflit dollar-euro. — **Temps critiques** : L'unité guerre-paix dans le processus de totalisation du capital. — **Philippe Bourrinet** : La question nationale yougoslave. — **Loren Goldner** : Multiculturalisme ou culture mondiale ?

TEXTES CLASSIQUES : Victor Serge : **La pensée anarchiste**

ITINERAIRES MILITANTS (1) Des JSU à Air France (première partie)

LIMITES DE L'ANTISIONISME (3) Misère de l'antisionisme. — A propos du livre de Finkelstein et de la crapuleuse expression de «Shoah Business» — **Lettre ouverte à la CNT-Vignoles** (29 mars 2003! Et réponse de ladite CNT — **Manuel Abramowicz** : La guerre des mots, le retour des nazis ? — **Eric Krebbers et Jan Tas** : Dix façons de lutter contre l'antisémitisme. **Yves Coleman** : Contre tous les nationalismes. — Pour l'internationalisme prolétarien. — Que se cache-t-il derrière le slogan de la «destruction» d'Israël — Réactions de lecteurs aux textes sur l'antisémitisme et l'antisionisme parus dans le numéro précédent — **Fédération anarchiste** (Lyon) : Palestine : pour un fédéralisme internationaliste.

DEBATS : **Guy Fargette** : Quelques précisions à propos de Huntington

GREVES DE MAI-JUIN-2003 Yves Coleman : Quelques remarques sur les grèves d'avril-mai-juin 2003. — Des questions «oubliées» pendant le mouvement. — Quelques pistes. — Sur la «pédagogie» de la droite — A propos de la grève générale et des syndicats : quelques citations révélatrices — **Yves Coleman** : Grève générale et «trahisons». Vrais débats, illusions et fausses polémiques —

Convergences révolutionnaires (Fraction de LO) : Retraites. Halte à l'intoxication du gouvernement et du patronat — **Léon Trotsky** : Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste (extraits) —

Pour Lire Pas Lu : Vive la grève ! A bas le Parti de la Presse et de l'Argent — **Temps critiques** : Retraites à vau-l'eau et vies par défaut. Contre le Capital : assaut (juin 2003) — Qualifier la grève pour catalyser les luttes (juillet 2003) — **Véronique Héas** : Chronique de la lutte pour le retrait des plans Fillon et Ferry. Extrait de *Débat militant* (courant de la LCR) — **Cercle de discussion de Paris** : Grèves du printemps 2003. Que nous est-il arrivé ? — **CNT-AIT** : Un mouvement dans le brouillard — **Collectif socialiste révolutionnaire** : Après les grèves : quel débouché politique ? —

Lutte ouvrière : Seule la riposte des travailleurs arrêtera l'offensive des possédants et de leur Etat (extrait de *La lutte de classe*) — **Echanges et mouvements** : Mai 2003 en France. Que dire aujourd'hui d'un mouvement social multiforme ?

Mouvement communiste : Réduction du temps de travail = augmentation de l'exploitation. A propos de Renault-Flins

(Ce numéro double coûte 10 euros, contrairement aux précédents qui coûtent 7,5 euros.)

Autres brochures disponibles

- **DEBAT SUR LA REVOLUTION RUSSE** : trois analyses divergentes par deux marxistes et un anarchiste. Chris Harman : «Comment la révolution russe a été vaincue» (1967) ; Mike Martin : «Les bolcheviks contre la classe ouvrière» (1980) ; Loren Goldner : «Amadeo Bordiga et notre temps» (1988) (58 p., 4 euros)
- **VOLTAIRINE DE CLEYRE, MILITANTE ET THEORICIENNE ANARCHISTE- FEMINISTE** — RECUEIL N° 1. Deux textes inédits en français, l'un sur l'action directe, l'autre sur le mariage (48 p., 4 euros)
- **NATIONALISME, ANTISEMITISME ET MONDIALISATION** Textes en du groupe libertaire hollandais *De Fabel van de illegaal* (60 p., 4 euros)
- **MILITANT A AIR FRANCE (Résa Paris)** (1973-1996) de Michel Tardieu. Interview, tracts et témoignages sur les grèves et conditions de travail dans l'entreprise. (60 p., 4 euros)

Contacts

Les textes de cette brochure sont extraits de *Ni patrie ni frontières*, bulletin de traductions et de débats, qui partage un site Web avec d'autres revues. Si tu désires collaborer à ce bulletin, émettre des critiques, proposer des textes à traduire, ou en traduire toi-même, tu peux écrire à :

yvescoleman@wanadoo.fr

ou :

Yves Coleman (*sans autre mention*)
10, rue Jean-Dolent
75014 Paris
Téléphone : 01 45 87 82 11.

ABONNEMENT ET CONTACT *Ni patrie ni frontières* coûte en principe **7,5 euros** l'exemplaire sauf les numéros doubles qui coûtent **10 euros**. Si vous souhaitez recevoir les **3 numéros suivants (simples ou doubles)**, vous pouvez envoyer un chèque de **23 euros** à l'ordre de Yves Coleman (pour les **6 numéros suivants 45 euros**) ou bien la même somme en timbres. Si vous désirez collaborer à notre bulletin, émettre des critiques ou des propositions vous pouvez écrire à : yvescoleman@wanadoo.fr ou : Yves Coleman (*sans autre mention*) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris — Téléphone : 01 45 87 82 11.

Site Internet : www.mondialisme.org/nipatrienifrontieres/

Prix : 4 euros